



ERRATA

AU PROJET DE CODE CIVIL.

Page 6, article 17, au lieu de : *désignée*, lisez : *désignés*.

» 9, » 39, au lieu de : *et des devoirs*, lisez : *et les devoirs*.

» 58, » 358, 3^e alinéa, au lieu de : *Il devra*, lisez : *Elle devra*.

» 74, » 427, au lieu de : *à certains jours*, lisez : *à certain jour*.

» 77, » 459, au lieu de : *qu'ils auraient pu faire*, lisez : *qu'il aurait pu faire*.

» 84, » 485, au lieu de : *des frais*, lisez : *des fruits*.

» 105, » 612, au lieu de : *du sixième degré*, lisez : *du dixième degré*.

» 119, » 705, au lieu de : *Un testament ne pourra*, lisez : *Un testament pourra*.

» 128, » 757, au lieu de : *En l'absence de*, lisez : *En cas d'absence de*.

» 145, » 850, au lieu de : *ne sont dues*, lisez : *ne sont dus*.

NEUCHÂTEL (Ganton) . Code civil.

PROJET

DE

CODE CIVIL

PRÉSENTÉ PAR LE CONSEIL D'ÉTAT

A LA COMMISSION LÉGISLATIVE,

CONTENANT :

LIVRE I^{er} — Des Personnes,

LIVRE II — Des Biens et des différentes modifications de la propriété;

et les premiers Titres du

LIVRE III — Successions, testaments et donations.

—
1853.
—

NOTA.

L'exposé des motifs sera envoyé prochainement aux membres
du Conseil.

R269013660

PROJET

CODE CIVIL

PRÉSENTÉ PAR LE CONSEIL D'ÉTAT

A LA COMMISSION LÉGISLATIVE

CONTENANT :

LIVRE I^{er} — Des Personnes

LIVRE II — Des Biens et des différentes modifications de la propriété

et des premiers livres du

LIVRE III — Successions, testaments et donations

Q 2125



1961/973

1853

NOTA

L'exposé des motifs sera envoyé prochainement aux membres du Conseil

LE GRAND-CONSEIL

DE LA

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL

SUR LA PROPOSITION DU CONSEIL D'ÉTAT,

DÉCRÈTE :

TITRE PRÉLIMINAIRE.

De la publication, des effets et de l'application des Lois en général.

ART. 1^{er}.

Les Lois sont exécutoires dans tout le territoire de la République et Canton de Neuchâtel, en vertu de la promulgation qui en est faite par le Conseil d'Etat.

Elles seront réputées connues et exécutoires deux jours après celui de la promulgation.

ART. 2.

La Loi ne dispose que pour l'avenir ; elle n'a point d'effet rétroactif.

ART. 3.

Les Lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire.

Les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la Loi neuchâteloise.

Les Lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Neuchâtelois, même résidant en pays étrangers.

Neuchâtel le 10 mai 1848

ART. 4.

Le Juge qui refusera de juger sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la Loi, pourra être poursuivi comme coupable de déni de justice.

ART. 5.

Il est défendu aux Juges de prononcer, par voie de dispositions générales et réglementaires, sur les causes qui leur sont soumises.

ART. 6.

On ne peut déroger par des conventions particulières aux Lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs.

LIVRE I^{er}.

Des Personnes.

TITRE I^{er}.

De la jouissance et de la privation des droits civils.

CHAPITRE I^{er}. — De la jouissance des droits civils.

ART. 7.

L'exercice des droits civils est indépendant de l'exercice des droits civiques, lesquels ne s'acquièrent et ne se conservent que conformément aux Lois constitutionnelles.

ART. 8.

Tous ceux qui résident ou habitent sur le territoire neuchâtelois jouissent des droits civils, quelle que soit d'ailleurs leur origine.

ART. 9.

Tout enfant né d'un Neuchâtelois en pays étranger est Neuchâtelois.

ART. 10.

L'étrangère qui aura épousé un Neuchâtelois, la femme neuchâteloise qui aura épousé un étranger, suivront la condition de leurs maris.

ART. 11.

A l'exception du cas prévu dans le précédent article, le Neuchâtelois ne peut jamais perdre ses droits de patrie et de commune.

ART. 12.

L'étranger au Canton, même lorsqu'il n'y réside pas, pourra être cité devant les tribunaux du Canton :

1° Pour toute action résultant des crimes, délits et contraventions commis par lui sur le territoire neuchâtelois ;

2° Pour les actions civiles résultant d'un dommage ou délit commis dans le Canton ;

3° Pour les actions réelles, relatives à des immeubles situés dans le Canton.

L'étranger qui aura été domicilié dans le Canton, pourra également être cité devant les tribunaux neuchâtelois, s'il n'a pas de domicile fixe et connu, pourvu que l'action soit ouverte dans les trois mois qui suivront son départ.

ART. 13.

Un Neuchâtelois ou un étranger, lorsqu'ils résident dans le Canton, peuvent être cités devant les tribunaux neuchâtelois pour des obligations contractées par eux en pays étranger.

ART. 14.

En toutes matières, l'étranger au Canton et le Neuchâtelois qui n'y sont point domiciliés, seront tenus de donner caution pour le paiement des frais et dommages résultant d'un procès dans lequel ils seront demandeurs, à moins qu'ils ne possèdent dans le Canton des immeubles d'une valeur suffisante pour assurer ce paiement.

CHAPITRE II. — De la privation des droits civils.

ART. 15.

La privation des droits civils peut être partielle ou totale; elle ne peut résulter que des dispositions spéciales de la Loi ou de condamnations judiciaires.

ART. 16.

La condamnation à une peine afflictive n'emporte

la privation des droits civils qu'autant que la Loi y aura attaché cet effet et dans les limites qu'elle aura prescrites.

ART. 17.

La condamnation à une peine infamante emportera de plein droit la privation des droits civils ci-après désignée, sans préjudice de l'extension que les Lois pénales pourront donner à cette privation :

1° Le condamné ne pourra être nommé tuteur ni concourir aux opérations relatives à la tutelle ;

2° Il ne pourra être témoin dans un acte ni être admis à porter témoignage en justice.

ART. 18.

X La remise de la peine, faite par voie de grâce au condamné, ne pourra jamais le réintégrer dans les droits civils qu'il aura perdus à teneur de l'article précédent.

TITRE II.

Des actes de l'état civil.

CHAPITRE I. — Dispositions générales.

ART. 19.

Les actes de l'état civil énonceront l'année, le jour et l'heure où ils seront reçus ; les prénoms, noms, âge, profession, domicile et origine de tous ceux qui y seront dénommés.

ART. 20.

Les officiers de l'état civil ne pourront rien insérer dans les actes qu'ils recevront, soit par note, soit par énonciation quelconque, que ce qui doit être déclaré par les comparants.

ART. 21.

Les témoins produits aux actes de l'état civil ne pourront être que du sexe masculin, âgés de 19 ans au moins, parents ou autres ; ils seront choisis par les personnes intéressées.

ART. 22.

L'officier de l'état civil donnera lecture des actes aux parties comparantes et aux témoins.

En France, la peine infamante n'existe plus.

*L'Etat civil est une affaire juridique complexe
L'Etat civil est une affaire juridique complexe
pour rapport au titre*

Il sera fait mention de l'accomplissement de cette formalité.

ART. 23.

Ces actes seront signés par l'officier de l'état civil, par les comparants et les témoins, ou mention sera faite de la cause qui empêche les comparants et les témoins de signer.

ART. 24.

Les actes seront inscrits sur les registres, de suite, sans aucun blanc; les ratures et les renvois seront approuvés et signés de la même manière que le corps de l'acte; il n'y sera rien écrit par abréviation et aucune date ne sera mise en chiffre.

ART. 25.

Les extraits de registres, délivrés par l'officier de l'état civil, feront foi jusqu'à inscription de faux.

ART. 26.

Lorsqu'il n'aura pas existé de registres, ou qu'ils auront été perdus, la preuve en sera reçue tant par titre que par témoins; dans ces cas, les mariages, naissances et décès pourront être prouvés, tant par les registres et papiers émanés des pères et des mères décédés, que par témoins.

ART. 27.

Tout acte de l'état civil des Neuchâtelois et des étrangers, fait en pays étranger, fera foi, s'il a été rédigé et reçu selon les formes usitées dans le dit pays. Aucune mention d'un acte relatif à l'état civil qui devrait avoir lieu en marge d'un acte déjà inscrit, aucune transcription d'un acte rédigé hors du Canton ne pourra être faite sans l'autorisation du Conseil d'Etat.

ART. 28.

Tout dépositaire des registres sera civilement responsable des altérations qui y surviendront, sauf son recours, s'il y a lieu, contre les auteurs des dites altérations.

ART. 29.

Toute altération, tout faux dans les actes de l'état civil, donneront lieu aux dommages-intérêts des par-

Tout fonctionnaire chargé de la tenue et de la garde des registres est responsable des altérations qui y surviennent par sa faute ou par sa négligence.

Tout dépositaire des registres est civilement responsable des altérations qui y surviennent pendant qu'il en a la garde.

On indemnise les dommages causés aux tiers par les altérations ou faux dans les actes de l'état civil.

ties, sans préjudice des peines portées dans les Lois pénales.

ART. 30.

La forme en laquelle les actes seront dressés et les registres tenus, ainsi que les obligations des officiers de l'état civil, seront réglés par des arrêtés particuliers.

CHAPITRE II. — Des actes de naissance.

ART. 31.

Les déclarations de naissance seront faites dans les huit jours de l'accouchement à l'officier de l'état civil du lieu.

ART. 32.

La naissance de l'enfant sera déclarée par le père ou son fondé de pouvoirs ; à défaut du père, elle le sera par la mère ou le fondé de pouvoirs de la mère, et, au besoin, par toute personne qui aura assisté à l'accouchement.

L'acte de naissance sera rédigé de suite, en présence de deux témoins.

ART. 33.

L'acte de naissance énoncera le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant et les prénoms qui lui seront donnés ; les prénoms, noms, profession, domicile et origine des père et mère ; les noms et prénoms de l'aïeul et aïeule paternels et maternels, autant que possible ; ceux des témoins.

ART. 34.

Toute personne qui aura trouvé un enfant nouveau-né, sera tenue de le présenter à l'autorité communale, ainsi que les vêtements et autres effets trouvés avec l'enfant, et de déclarer toutes les circonstances du temps et du lieu où il aura été trouvé.

ART. 35.

A la réquisition de l'autorité communale, le Juge de paix dressera un procès-verbal détaillé, qui énoncera en outre l'âge apparent de l'enfant, son sexe, les noms qui lui seront donnés, l'autorité civile à laquelle il sera remis.

L'acte de naissance sera rédigé de suite

pour qu'il ait été

*l'autorité communale et les municipalités
des communes, les administrations impériales, des
communes, par les Officiers de l'état civil
présentant aux autorités municipales, qui se
viennent à leur connaissance le lieu de
la commune intéressée, en effet d'un
procès-verbal*

Le procès-verbal sera inscrit sur les registres de l'état civil, dans les huit jours de sa date, à la diligence de l'autorité communale qui transmettra ensuite sans délai ce procès-verbal au Préfet du district.

ART. 36.

L'acte de reconnaissance d'un enfant né d'un père neuchâtelois sera inscrit sur les registres de l'état civil, à sa date.

Il en sera fait mention en marge de l'acte de naissance, s'il en existe un.

ART. 37.

Les formalités relatives à la naissance d'un enfant naturel sont réglées par une Loi spéciale.

CHAPITRE III. — Des actes de mariage.

ART. 38.

Après l'accomplissement des formalités prescrites pour la célébration du mariage au Tit. 5, Chap. 2 du présent Code, les parties se présenteront au jour convenu devant l'officier de l'état civil du domicile de l'un des futurs époux, assisté de deux témoins, parents ou non parents.

ART. 39.

L'officier de l'état civil fera lecture des publications, des consentements requis, de l'arrêté du Conseil d'Etat, si l'un des époux est étranger au Canton, et du Chap. 6 du Tit. 5 sur les droits et des devoirs respectifs des époux; puis il recevra de chaque partie, l'une après l'autre, la déclaration qu'elles veulent se prendre pour mari et femme; il prononcera au nom de la Loi qu'elles sont unies par le mariage, et il en dressera acte sur-le-champ.

ART. 40.

L'acte énoncera :

- 1° Les prénoms, noms, profession, âge, lieu d'origine et domicile des époux;
- 2° S'ils sont majeurs ou mineurs;
- 3° Les prénoms, noms, profession, domicile, lieux d'origine des pères et mères;

4° Le consentement des pères et mères, aïeuls ou aïeules, ou tuteurs, dans les cas où ils sont requis ;

5° L'arrêté d'autorisation du Conseil d'Etat, s'il y a lieu ;

6° Les publications faites dans les divers domiciles ;

7° Les oppositions, cas échéant ; leur mainlevée, ou la mention qu'il n'y a pas eu d'opposition ;

8° La déclaration des contractants de se prendre pour époux, et le prononcé de leur union ;

9° Les prénoms, noms, professions, âges, domiciles des témoins ; s'ils sont parents ou alliés des parties, de quel côté et à quel degré.

L'acte sera signé par les parties, les témoins et l'officier de l'état civil, ou mention sera faite des causes qui auraient empêché une ou plusieurs parties de signer.

CHAPITRE IV. — Des actes de décès.

ART. 41.

Aucune inhumation ne sera faite sans une autorisation de l'officier de l'état civil, constatant que le décès a été enregistré.

ART. 42.

L'acte de décès sera dressé dans les 48 heures qui le suivront, par l'officier de l'état civil, en présence de deux témoins sur la déclaration d'un parent du défunt, de la personne chez laquelle il sera décédé ou d'une personne qui aura assisté au décès.

ART. 43.

L'acte de décès contiendra les prénoms, nom, âge, profession, origine et domicile de la personne décédée ; les nom et prénoms de l'autre époux, si la personne décédée était mariée ou veuve ; les prénoms, noms, âges, professions et domiciles du déclarant et des témoins, l'indication de la parenté et du degré de parenté du déclarant et des témoins avec le défunt.

Le même acte contiendra de plus, autant que possible, les prénoms, noms, profession, domicile et origine des père et mère du décédé.

ART. 44.

En cas de décès dans les hôpitaux civils ou militaires, prisons ou autres maisons publiques, les chefs de ces établissements sont tenus de faire dans les 48 heures la déclaration prescrite à l'officier de l'état civil du lieu, qui en dressera acte conformément aux prescriptions des articles précédents, en présence de deux témoins.

ART. 45.

Lorsqu'il y aura des signes ou indices de mort violente, ou d'autres circonstances qui donneront lieu de le soupçonner, on ne pourra faire l'inhumation qu'après que le Juge de paix assisté d'un médecin aura dressé procès-verbal de l'état du cadavre et des circonstances y relatives, ainsi que des renseignements qu'il aura pu recueillir sur les prénoms, nom, âge, profession, lieu d'origine et domicile de la personne décédée.

ART. 46.

Le Juge de paix transmettra à l'officier de l'état civil du lieu tous les renseignements énoncés dans son procès-verbal, d'après lesquels l'acte de décès sera rédigé et inscrit sur le registre de l'état civil.

Le tout, sans préjudice des formalités à remplir à teneur des Lois de procédure criminelle, cas échéant,

CHAPITRE V. -- De la rectification des actes de l'état civil.

ART. 47.

Toute demande en rectification d'un acte de l'état civil sera formée devant le Tribunal du district dans lequel se trouvent déposés les registres contenant l'acte dont la rectification est demandée.

ART. 48.

Le jugement du Tribunal de district ne sera définitif qu'après avoir été confirmé par le Tribunal supérieur du Canton.

ART. 49.

Le jugement de rectification ne pourra dans aucun temps être opposé aux parties intéressées qui ne l'auraient point requis ou qui n'y auraient pas été appelées.

*Car on ne peut avoir un intérêt légitime pour
demander la rectification.*

ART. 50.

Les jugements de rectification, devenus définitifs, seront transmis au Conseil d'Etat qui pourvoira à leur transcription sur les registres de l'état civil : mention en sera faite en marge de l'acte réformé.

TITRE III.

Du domicile.

ART. 51.

Le domicile de tout Neuchâtelois, quant à l'exercice de ses droits civils, est au lieu où il a son principal établissement.

ART. 52.

Le changement de domicile s'opérera par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y fixer son principal établissement.

ART. 53.

La preuve de l'intention résultera d'une déclaration expresse, faite tant à la Commune ou Municipalité du lieu que l'on quittera, qu'à celle du lieu où l'on aura transféré son domicile.

ART. 54.

A défaut de déclaration expresse, la preuve de l'intention dépendra des circonstances.

ART. 55.

Le citoyen appelé à des fonctions publiques temporaires conservera le domicile qu'il avait auparavant, s'il n'a pas manifesté d'intention contraire.

ART. 56.

Le domicile du citoyen appelé à des fonctions publiques révocables mais permanentes, ou à des fonctions dont la durée est déterminée par la Loi, est au lieu où ses fonctions l'appellent à résider.

ART. 57.

La femme mariée n'a point d'autre domicile que celui de son mari : le mineur non émancipé aura son domicile chez ses père et mère ou tuteur ; le majeur

placé sous tutelle ou interdit aura le sien chez son tuteur ou curateur.

ART. 58.

Les majeurs qui servent ou travaillent habituellement chez autrui, auront le même domicile que la personne qu'ils servent ou chez laquelle ils travaillent, lorsqu'ils demeureront avec elle dans la même maison.

ART. 59.

Le lieu où la succession s'ouvrira, sera déterminé par le domicile.

ART. 60.

Lorsqu'un acte contiendra, de la part des parties ou de l'une d'elles, élection de domicile pour l'exécution de ce même acte, les significations, demandes et poursuites relatives à cet acte devront être faites au domicile convenu et devant le juge de ce domicile.

TITRE IV.

Des absents.

CHAPITRE I. — De la présomption d'absence.

ART. 61.

S'il y a nécessité de pourvoir à l'administration de tout ou partie des biens laissés par une personne présumée absente et qui n'a point de procureur fondé, il y sera statué par la Justice de paix, sur la demande des parties intéressées, ou même d'office, s'il y a lieu.

ART. 62.

La Justice de paix nommera un curateur pour représenter les présumés absents dans les inventaires, comptes, partages, liquidations et généralement dans toute affaire où ils seront intéressés.

Ces curateurs seront, quant à l'administration des intérêts qui leur auront été confiés et aux comptes de leur gestion, soumis aux mêmes obligations que les tuteurs.

ART. 63.

La Justice de paix est spécialement chargée de

*les parties intéressées sont : 1° Les héritiers présomptifs
à l'absence. 2° Les créanciers. 3° Les cointeressés
dans la succession des biens de l'absent et le
condamné en restitution.*

Il y a aussi cependant le cas

veiller aux intérêts des personnes présumées absentes.

ART. 64.

Si le père présumé absent a laissé des enfants mineurs issus d'un commun mariage, la mère en aura la surveillance, et elle exercera tous les droits du mari quant à leur éducation et à l'administration de leurs biens.

ART. 65.

Si la mère est décédée ou incapable d'exercer la tutelle de ses enfants, la Justice de paix leur nommera un tuteur.

CHAPITRE II. -- De la déclaration d'absence.

ART. 66.

Lorsqu'une personne aura cessé de paraître au lieu de son domicile ou de sa résidence, et que depuis vingt ans on n'en aura point eu de nouvelles, les parties intéressées pourront se pourvoir devant le Tribunal de première instance, afin que l'absence soit déclarée.

ART. 67.

Pour constater l'absence, le Tribunal, d'après les pièces et documents produits, ordonnera qu'une enquête soit faite, tant dans le lieu du domicile que dans le lieu d'origine, contradictoirement avec un curateur nommé à l'absent.

ART. 68.

Le Tribunal en statuant sur la demande aura d'ailleurs égard aux motifs de l'absence et aux causes qui ont pu empêcher d'avoir des nouvelles de l'individu présumé absent.

ART. 69.

Le jugement de déclaration d'absence ne sera rendu qu'un an après celui qui aura ordonné l'enquête; il ne sera définitif qu'après avoir été confirmé par le Tribunal supérieur du Canton.

ART. 70.

Les jugements, tant préparatoires que définitifs, seront sur-le-champ transmis au Conseil d'Etat qui les rendra publics.

CHAPITRE III. — Des effets de l'absence.

SECTION I. — Des effets de l'absence relativement aux biens que l'absent possédait au jour de sa disparition.

ART. 71.

Lorsque le jugement de déclaration d'absence aura été prononcé, le testament, s'il en existe un, sera ouvert à la requête des parties intéressées ou d'office, et les héritiers, les légataires, les donataires, ainsi que tous ceux qui avaient sur les biens de l'absent des droits subordonnés à la condition de son décès, pourront les exercer provisoirement, à la charge de donner caution.

ART. 72.

A défaut de testament, les héritiers ab intestat de l'absent au jour de sa disparition ou de ses dernières nouvelles, pourront, en vertu du jugement définitif qui aura déclaré l'absence, se faire investir provisoirement des biens qui appartenaient à l'absent au jour de son départ ou de ses dernières nouvelles, à la charge de donner caution pour la sûreté de leur administration.

ART. 73.

L'époux pourra empêcher l'investiture provisoire et l'exercice provisoire de tous les droits subordonnés à la condition du décès de l'absent, et prendre ou conserver par préférence l'administration des biens de l'absent. Si l'époux renonce à ce droit, il exercera ses droits légaux et conventionnels, à la charge de donner caution pour les choses susceptibles de restitution.

ART. 74.

La possession provisoire ne sera qu'un dépôt qui donnera à ceux qui l'obtiendront l'administration des biens de l'absent, et qui les rendra comptables envers lui, en cas qu'il reparaisse ou qu'on ait de ses nouvelles.

ART. 75.

Avant d'accorder aux héritiers ou à l'époux l'investiture ou l'administration des biens de l'absent, il

quels effets l'absence suspendra-t-elle ?

+ Commun au bien.

en sera dressé un inventaire juridique, et l'état des immeubles sera constaté par experts.

La vente de tout ou partie du mobilier pourra être ordonnée, ainsi que l'emploi du prix et des fruits échus.

ART. 76.

Ceux qui, par suite de l'investiture provisoire ou de l'administration légale, auront joui des biens de l'absent, ne seront point tenus à la restitution des revenus dans le cas où l'absent viendrait à paraître.

ART. 77.

Tous ceux qui ne jouiront qu'en vertu de l'envoi ou de l'administration légale, ne pourront aliéner ni hypothéquer les immeubles de l'absent, à moins que cela ne soit indispensable pour la conservation des biens de l'absent. Dans ce cas, l'autorisation de la Justice de paix sera nécessaire.

ART. 78.

Si l'absence a continué pendant trente ans depuis la disparition ou les dernières nouvelles, ou s'il s'est écoulé cent ans depuis la naissance de l'absent, les cautions seront déchargées : tous les ayants-droit pourront demander le partage des biens de l'absent et faire prononcer l'investiture définitive par le Tribunal compétent.

ART. 79.

Si le décès de l'absent venait à être prouvé, alors sa succession sera ouverte du jour de son décès en faveur des héritiers qui, à cette époque, auraient été habiles à l'hériter, et ceux qui auraient joui des biens de l'absent, seront tenus de les restituer.

ART. 80.

Si l'absent paraît, ou si son existence est prouvée pendant l'investiture provisoire, les effets du jugement qui aura déclaré l'absence cesseront : sans préjudice, s'il y a lieu, des mesures conservatoires prescrites au Chap. 1^{er} du présent Titre pour l'administration de ses biens.

ART. 81.

Si pendant les 30 ans qui suivront l'investiture

566 improuvent l'absence des dépenses faites ?

Quelle est la nature des biens qui leur sont acquis - l'absence de l'art. 76.

*Qui jouit des biens - sans cautions, à l'absence ?
comme le dit le code français.*

définitive, l'absent reparait ou si son existence est prouvée, il recouvrera ses biens dans l'état où ils se trouveront, le prix de ceux qui auront été aliénés, ou les biens provenant de l'emploi qui aurait été fait du prix de ses biens vendus.

L'absent à quelque époque qu'il revienne, ne reprend-il pas sa bien ?

ART. 82.

Les héritiers de l'absent pourront également, dans les 30 ans à compter de l'investiture définitive, demander la restitution de ses biens, comme il est dit à l'article précédent, moyennant que leurs droits ne soient point prescrits par les lois du lieu où la succession de l'absent se serait ouverte.

ART. 83.

Après le jugement de déclaration d'absence, toute personne qui aurait des droits à exercer contre l'absent, ne pourra les poursuivre que contre ceux qui auront été investis provisoirement des biens ou qui en auront l'administration légale.

SECTION II. — Des effets de l'absence relativement aux droits éventuels qui peuvent compéter à l'absent.

ART. 84.

Quiconque réclamera un droit échu à un individu dont l'existence ne sera pas reconnue, devra prouver que le dit individu existait quand le droit a été ouvert: jusqu'à cette preuve, il sera déclaré non recevable dans sa demande.

L'absence est-elle le mariage ?

L'absence peut-elle être considérée comme le mariage ?

ART. 85.

S'il s'ouvre une succession à laquelle soit appelé un individu dont l'existence n'est pas reconnue; elle sera dévolue exclusivement à ceux avec lesquels il aurait eu le droit de concourir, ou à ceux qui l'auraient recueillie à son défaut.

ART. 86.

Les dispositions des deux articles précédents auront lieu, sans préjudice de l'action en pétition d'hérédité et d'autres droits, lesquels compteront à l'absent, à ses représentants ou ayants-cause et ne s'éteindront que par le laps de temps établi pour la prescription de cette action et de ses droits.

TITRE V.

Du mariage.

CHAPITRE I. — Des qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage.

ART. 87.

L'homme avant dix-huit ans révolus, la femme avant quinze ans révolus, ne peuvent contracter mariage.

ART. 88.

Il n'y a pas mariage, lorsqu'il n'y a pas consentement.

ART. 89.

On ne peut contracter un second mariage avant la dissolution du premier.

ART. 90.

La femme ne peut contracter un nouveau mariage qu'après dix mois révolus depuis la dissolution du mariage précédent.

ART. 91.

Le fils ou la fille qui n'a pas atteint l'âge de vingt-deux ans révolus ne peut contracter mariage sans le consentement de ses père et mère. En cas de dissentiment, le consentement du père suffit.

ART. 92.

Si l'un des époux est mort ou s'il est dans l'impossibilité de manifester sa volonté, le consentement de l'autre suffit.

ART. 93.

Si le père et la mère sont morts, ou s'ils sont dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les aïeuls ou aïeules les remplacent; s'il y a dissentiment entre l'aïeul et l'aïeule de la même ligne, il suffit du consentement de l'aïeul.

S'il y a dissentiment entre les deux lignes, ce partage emportera consentement.

ART. 94.

S'il n'y a ni père, ni mère, ni aïeul, ni aïeule, ou

*L'homme qui a obtenu le consentement, meurt avant
la célébration du mariage - son consentement n'est nul.
M. J. P. 13. 25 - Jan 21 - 1^{er} jour de mariage sans con-
sentement.*

s'ils se trouvent tous dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les fils ou filles mineurs de vingt et un ans ne peuvent contracter mariage sans le consentement de leur tuteur ou d'un tuteur *ad hoc*.

ART. 95.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux enfants naturels.

ART. 96.

En ligne directe, le mariage est prohibé entre tous les ascendants et descendants légitimes ou naturels et les alliés dans la même ligne.

ART. 97.

En ligne collatérale le mariage est prohibé entre le frère et la sœur légitimes ou naturels.

ART. 98.

Le mariage est encore prohibé entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu et les alliés au même degré.

ART. 99.

Néanmoins il est loisible au Grand-Conseil de lever pour des causes graves la prohibition portée dans l'article précédent.

ART. 100.

Les prohibitions résultant de l'adoption sont déterminées au Titre de l'adoption.

ART. 101.

Le mariage est prohibé entre l'adultère et son complice.

CHAPITRE II. — Des formalités relatives à la célébration du mariage.

ART. 102.

Le mariage sera précédé de trois publications faites à huit jours d'intervalle, un jour de dimanche.

ART. 103.

Les publications se feront dans le lieu du domicile de chacun des époux et de plus, s'ils y habitent depuis moins de six mois, dans le lieu de leur dernier

que l'annulation atteint l'age

*art pub. b. en cas d'adoption aux
alliés au même degré
Par conséquent il est à l'art. 98 au lieu de l'art. 97*

*Lupomun
Hansmar officier*

domicile. Il est loisible au Conseil d'Etat de dispenser, selon les circonstances, de la publication dans le lieu du dernier domicile.

ART. 104.

Les publications énonceront :

Les prénoms, noms, professions, domiciles, lieux d'origine des futurs époux ; leur qualité de majeurs ou mineurs ; les noms, prénoms, professions et domiciles de leurs pères et mères. Elles seront inscrites sur un registre spécial par l'officier de l'état civil chargé d'en délivrer des extraits.

ART. 105.

Le registre des publications doit en outre indiquer :

- a) Les jours et dates auxquels les publications ont eu lieu ;
- b) Si elles ont eu lieu sans opposition ;
- c) Le résumé sommaire de l'opposition, cas échéant, et la date de sa notification ;
- d) La mainlevée de l'opposition et sa date.

ART. 106.

Si le mariage n'a pas été célébré dans l'année qui suit le jour de la dernière publication, il ne pourra être célébré qu'après de nouvelles publications faites conformément aux dispositions précédentes.

ART. 107.

Si les époux futurs ou l'un d'eux sont étrangers au Canton, le mariage ne pourra être célébré sans une autorisation préalable du Conseil d'Etat ; un arrêté déterminera les conditions auxquelles cette autorisation sera délivrée.

ART. 108.

Avant la célébration du mariage, l'officier de l'état civil se fera remettre l'acte de naissance de chacun des futurs époux. Celui des époux qui serait dans l'impossibilité de se le procurer, pourra le suppléer en rapportant un acte de notoriété délivré par le Juge de paix de son lieu d'origine ou de celui de son domicile.

ART. 109.

L'acte de notoriété contiendra la déclaration faite

par cinq témoins, de l'un ou de l'autre sexe, parents ou non parents, des nom, prénoms, profession et domicile du futur époux et de ceux de ses père et mère, s'ils sont connus; le lieu et autant que possible l'époque de sa naissance, son lieu d'origine, et les causes qui empêchent de rapporter l'acte.

Les témoins signeront l'acte de notoriété avec le Juge de paix, ou mention sera faite des causes qui empêcheraient les uns ou les autres de signer.

ART. 110.

L'acte de notoriété sera présenté au Tribunal du district, qui donnera ou refusera son homologation, selon qu'il trouvera suffisantes ou insuffisantes les déclarations des témoins et les causes qui empêchent de rapporter l'acte de naissance.

ART. 111.

L'acte de consentement des père et mère, aïeul, aïeule ou tuteur contiendra les prénoms, noms, professions et domiciles des futurs époux: il pourra être fait sous seing privé, mais les signatures devront être légalisées par l'autorité compétente du lieu.

ART. 112.

Le mariage sera célébré publiquement, devant l'officier de l'état civil du domicile de l'une des parties, et dans la maison à ce destinée.

ART. 113.

Le mariage contracté hors du Canton entre Neuchâtelois ou entre Neuchâtelois et étrangers sera valable, s'il a été célébré selon les formes usitées dans le pays où il a été contracté, pourvu que le Neuchâtelois n'ait point contrevenu aux dispositions du Chapitre 1^{er} de ce Titre, et qu'à son retour il fasse transcrire l'acte de célébration de son mariage sur le registre de l'état civil de sa Commune.

ART. 114.

Le mariage civil doit toujours précéder les cérémonies religieuses du mariage.

ART. 115.

Le mariage de Neuchâtelois domiciliés en pays

*Il s'agit de la maison commune, à savoir
celle qui est affectée à cet usage
Dans le cas de mariage in se l'un des futurs
époux a sa résidence dans la
cité de la commune.*

*Parce que le mariage le plus ancien
est celui du mariage sur le registre
de l'état civil de la commune à l'issue
de la commune de la commune.*

*ou autre Neuchâtelois domiciliés en pays
étrangers*

étrangers peut être célébré dans le Canton avec l'autorisation du Conseil d'Etat. Pour obtenir cette autorisation, les Neuchâtelois domiciliés hors du Canton devront élire un domicile dans la circonscription où se feront les publications.

CHAPITRE III. — Des oppositions au mariage.

ART. 116.

Le droit de former opposition à la célébration du mariage appartient à la personne engagée par mariage ou par promesse de mariage authentique avec l'une des parties contractantes.

ART. 117.

Le père, et à défaut du père, la mère, et à défaut des père et mère, les aïeuls et aïeules peuvent former opposition au mariage de leurs enfants et descendants, encore que ceux-ci aient 22 ans accomplis.

ART. 118.

A défaut d'aucun ascendant, le frère ou la sœur, l'oncle ou la tante, le cousin ou la cousine germaine, majeurs, ne peuvent former aucune opposition que dans les deux cas suivants :

1° Lorsque le consentement du tuteur requis par l'article 95 n'a pas été obtenu ;

2° Lorsque l'opposition est fondée sur l'état de démence du futur époux.

Cette opposition, dont le Tribunal pourra prononcer mainlevée pure et simple, ne sera jamais reçue qu'à la charge par l'opposant de provoquer l'interdiction et d'y faire statuer dans le délai qui sera fixé par le jugement.

ART. 119.

Dans les deux cas prévus par l'article précédent, le tuteur pourra former opposition avec l'autorisation du Juge de paix.

ART. 120.

Toute opposition au mariage sera notifiée juridiquement :

- a) A l'époux futur ou aux époux futurs ;
- b) A l'officier de l'état civil du domicile de chacun des futurs époux.

Préférence aux aïeuls *Consensus*

art. 99 *consensus*

Le père, et à défaut du père, la mère, et à défaut des père et mère, les aïeuls et aïeules peuvent former opposition au mariage de leurs enfants et descendants, encore que ceux-ci aient 22 ans accomplis.

Ils peuvent même

(à défaut d'aucun ascendant)

individuellement et en commun

Ordonnance du tuteur

Il n'y a pas contradiction ?

ART. 121.

L'exploit d'opposition énoncera la qualité qui donne à l'opposant le droit de la former : il contiendra élection de domicile dans le lieu du domicile de l'époux contre lequel l'opposition est dirigée ; il devra également, à moins qu'il ne soit notifié à la requête d'un ascendant, contenir les motifs de l'opposition ; le tout à peine de nullité.

ART. 122.

Le Tribunal compétent pour connaître d'une opposition est celui du domicile du futur époux au mariage duquel l'opposition est formée.

ART. 123.

L'opposition interrompt les publications et suspend la célébration du mariage : il est interdit à l'officier de l'état civil d'y procéder avant qu'on lui ait remis mainlevée de l'opposition, sous peine de tous dommages-intérêts.

ART. 124.

Il doit être procédé dans le plus bref délai à la liquidation de l'opposition.

CHAPITRE IV. — Des demandes en nullité de mariage.

ART. 125.

Le mariage qui a été contracté sans le consentement libre des deux époux ou de l'un d'eux, ne peut être attaqué que par les époux ou par celui des deux dont le consentement n'a pas été libre.

Lorsqu'il y a eu erreur dans la personne, le mariage ne peut être attaqué que par celui des deux époux qui a été induit en erreur.

ART. 126.

Dans le cas de l'article précédent, la demande en nullité n'est plus recevable toutes les fois qu'il y a eu cohabitation continuée pendant six mois depuis que l'époux a acquis sa pleine liberté, ou que l'erreur a été par lui reconnue.

ART. 127.

Le mariage contracté sans le consentement des père

et mère, des ascendants ou du tuteur, dans les cas où ce consentement était nécessaire, ne peut être attaqué que par ceux dont le consentement était requis.

ART. 128.

L'action en nullité ne peut plus être intentée par ceux dont le consentement était requis, toutes les fois que le mariage a été approuvé expressément ou tacitement par eux, ou lorsqu'il s'est écoulé six mois sans réclamation de leur part depuis qu'ils ont eu connaissance du mariage, ou que l'époux a atteint l'âge de 23 ans révolus.

ART. 129.

Tout mariage contracté en contravention aux dispositions contenues aux art. 87, 89, 96, 97, 98 et 100 peut être attaqué soit par les époux eux-mêmes, soit par tous ceux qui y ont intérêt, soit par le ministère public.

Le mariage contracté en contravention aux dispositions de l'art. 101 ne pourra être attaqué par les époux eux-mêmes, mais il pourra l'être par le ministère public et par tous ceux qui y ont intérêt.

ART. 130.

Néanmoins le mariage contracté par des époux qui n'avaient point encore l'âge requis, ou dont l'un des deux n'avait point atteint cet âge, ne peut plus être attaqué:

1° Lorsqu'il s'est écoulé six mois depuis que cet époux ou les époux ont atteint l'âge compétent;

2° Lorsque la femme qui n'avait point cet âge a conçu avant l'échéance des six mois.

ART. 131.

Le père, la mère, les ascendants et le tuteur qui ont consenti au mariage contracté dans le cas de l'article précédent, ne sont point recevables à en demander la nullité.

ART. 132.

Dans tous les cas où conformément à l'article 129 l'action en nullité peut être intentée par tous ceux qui y ont intérêt, elle ne peut l'être par les parents collatéraux ou par les enfants nés d'un autre mariage,

du vivant des deux époux, mais seulement lorsqu'ils y ont un intérêt né et actuel.

ART. 133.

L'époux au préjudice duquel a été contracté un second mariage, peut en demander la nullité du vivant même de l'époux qui était engagé avec lui.

ART. 134.

Si les nouveaux époux opposent la nullité du premier mariage, la validité ou la nullité de ce mariage doit être jugée préalablement.

ART. 135.

Le ministère public dans tous les cas auxquels s'applique l'art. 129 et sous les modifications portées dans l'art. 130, peut et doit demander la nullité du mariage, du vivant des deux époux, et les faire condamner à se séparer.

ART. 136.

Tout mariage qui n'a pas été contracté publiquement et qui n'a point été célébré devant l'officier public compétent, peut être attaqué par les époux eux-mêmes, par les père et mère, par les ascendants et par tous ceux qui y ont un intérêt né et actuel, et il doit l'être par le ministère public.

ART. 137.

Nul ne peut réclamer le titre d'époux et les effets civils du mariage, s'il ne représente un acte de célébration inscrit sur le registre de l'état civil, sauf les cas prévus par l'art. 26.

ART. 138.

La possession d'état ne pourra dispenser les prétendus époux qui l'invoquent respectivement, de représenter l'acte de célébration du mariage devant l'officier de l'état civil.

ART. 139.

Lorsqu'il y a possession d'état et que l'acte de célébration du mariage devant l'officier de l'état civil est représenté, les époux sont respectivement non recevables à demander la nullité de cet acte.

Les nullités relatives le couvrent, mais non point les nullités absolues

Supplément à l'art. 135. — Age non requis — Mariage antérieur — Parents prohibés.

Mariage sans une commune de mariage par un officier public. — Mariage antérieur.

ART. 140.

Si néanmoins, dans le cas des art. 137 et 138, il existe des enfants issus de deux individus qui ont vécu publiquement comme mari et femme, et qui soient tous deux décédés, la légitimité des enfants ne peut être contestée sous le seul prétexte du défaut de représentation de l'acte de célébration, toutes les fois que cette légitimité est prouvée par une possession d'état qui n'est point contredite par l'acte de naissance.

ART. 141.

Le mariage qui a été déclaré nul produit néanmoins les effets civils, tant à l'égard des époux, qu'à l'égard des enfants, lorsqu'il a été contracté de bonne foi.

ART. 142.

Si la bonne foi n'existe que de la part de l'un des deux époux, le mariage ne produit les effets civils qu'en faveur de cet époux et des enfants issus du mariage.

CHAPITRE V. — Des obligations qui naissent du mariage.

ART. 143.

Les époux contractent ensemble, par le fait seul du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants.

ART. 144.

L'enfant n'a pas d'action contre ses père et mère pour un établissement par mariage ou autrement.

ART. 145.

Les enfants doivent des aliments à leurs père et mère et autres ascendants qui sont dans le besoin.

ART. 146.

Les gendres et belles-filles doivent également et dans les mêmes circonstances des aliments à leurs beau-père et belle-mère; mais cette obligation cesse:

1° Lorsque la belle-mère a convolé en secondes noces;

2° Lorsque celui des époux qui produisait l'affi-

nité et les enfants issus de son union avec l'autre époux sont décédés.

ART. 147.

Les obligations résultant de ces dispositions sont réciproques.

ART. 148.

Les aliments ne sont accordés que dans la proportion des besoins de celui qui les réclame et de la fortune de celui qui les doit.

ART. 149.

Lorsque celui qui fournit ou celui qui reçoit des aliments est remplacé dans un état tel, que l'un ne puisse plus en donner ou que l'autre n'en ait plus besoin en tout ou partie, la décharge ou réduction peut en être demandée.

ART. 150.

Si la personne qui doit fournir des aliments justifie qu'elle ne peut payer la pension alimentaire, le Tribunal pourra, en connaissance de cause, ordonner qu'elle recevra dans sa demeure, qu'elle nourrira et entretiendra celui auquel elle devra des aliments.

ART. 151.

Le Tribunal prononcera également si le père ou la mère qui offrira de recevoir, nourrir et entretenir dans sa demeure l'enfant à qui il devra des aliments, devra dans ce cas être dispensé de payer la pension alimentaire.

CHAPITRE VI. — Des droits et des devoirs respectifs des époux.

ART. 152.

Les époux se doivent mutuellement fidélité, secours, assistance.

ART. 153.

Le mari doit protection à sa femme, la femme doit obéissance à son mari.

ART. 154.

La femme est obligée d'habiter avec le mari et de le suivre partout où il juge à propos de résider : le

a. Sommaire un sous l'art. 149

apartir

mari est obligé de la recevoir et de lui fournir tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie selon ses facultés et son état.

ART. 155.

La femme ne peut ester en jugement sans l'autorisation de son mari.

ART. 156.

L'autorisation du mari n'est pas nécessaire :

- a) Si la femme n'est point mariée sous le régime de la communauté, ou si elle est séparée de biens, pour ce qui concerne l'administration de ses biens ;
- b) Pour le cas prévu art. 160 ;
- c) Lorsque la femme est poursuivie en matière criminelle, correctionnelle ou de police.

ART. 157.

La femme ne peut donner, aliéner, hypothéquer, acquérir à titre gratuit ou onéreux, sans le concours du mari dans l'acte ou son consentement par écrit.

ART. 158.

Le concours ou le consentement ne sont pas nécessaires en ce qui touche les biens de la femme, si la femme n'est pas commune en biens ou si elle est séparée de biens.

ART. 159.

Si le mari refuse d'autoriser sa femme à ester en jugement ou à passer un acte, le juge peut accorder l'autorisation après que le mari aura été entendu ou dûment appelé.

ART. 160.

La femme, si elle est marchande publique, peut, sans l'autorisation de son mari, ester en jugement et s'obliger pour ce qui concerne son négoce, et, au dit cas, elle oblige aussi son mari s'il y a communauté entre eux.

Elle n'est pas réputée marchande publique si elle ne fait que détailler les marchandises du commerce de son mari, mais seulement quand elle fait un commerce séparé.

*par son mari
autorisation
acte par écrit*

*plénitude
art. 158*

ART. 161.

Lorsque le mari est frappé d'une condamnation emportant peine afflictive ou infamante, la femme, même majeure, ne peut, même pendant la durée de la peine, ester en jugement ni contracter qu'après s'être fait autoriser par le juge qui peut, en ce cas, donner l'autorisation, sans que le mari ait été entendu ou appelé.

ART. 162.

Si le mari est interdit ou absent, le juge peut, en connaissance de cause, autoriser la femme, soit pour ester en jugement, soit pour contracter.

ART. 163.

Toute autorisation générale, même stipulée par contrat de mariage, n'est valable que quant à l'administration des biens de la femme.

ART. 164.

Si le mari est mineur ou sous curatelle, l'autorisation du juge est nécessaire à la femme, soit pour ester en jugement, soit pour contracter.

ART. 165.

La nullité fondée sur le défaut d'autorisation ne peut être opposée que par la femme, par le mari ou par leurs héritiers.

ART. 166.

La femme peut tester ou disposer pour cause de mort sans l'autorisation de son mari.

CHAPITRE VII. — De la dissolution du mariage.

ART. 167.

Le mariage se dissout :

- 1° Par la mort de l'un des époux ;
- 2° Par le divorce légalement prononcé.

La nullité est action en nullité. Elle peut être opposée par la femme, par le mari ou par leurs héritiers. Elle est fondée sur le défaut d'autorisation.

Les héritiers sont les enfants.

TITRE VI.

Du divorce et de la séparation de corps.

CHAPITRE I. — Des causes du divorce.

ART. 168.

L'adultère de l'un des époux et la désertion malicieuse du mariage seront pour l'autre une cause légitime du divorce.

ART. 169.

Les époux pourront réciproquement demander le divorce pour excès, sévices ou injures graves de l'un d'eux envers l'autre.

ART. 170.

La condamnation à une peine infamante sera pour l'autre époux une cause de divorce.

ART. 171.

- La démence de l'un des époux âgé de moins de 60 ans sera pour l'autre une cause de divorce, lorsqu'il sera prouvé qu'elle dure depuis cinq ans et qu'après cet intervalle la démence sera déclarée incurable.

ART. 172.

L'abandon d'un époux constitue en faveur de l'autre époux une cause de divorce.

Toutefois l'abandon ne pourra constituer une cause de divorce tant qu'il n'aura pas duré cinq années consécutives, au moins.

CHAPITRE II. — Des mesures provisoires auxquelles peut donner lieu la demande en divorce.

ART. 173.

L'administration provisoire des enfants restera au mari demandeur ou défendeur en divorce, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le Tribunal, soit sur la demande de la mère ou de la famille, soit d'office pour le plus grand avantage des enfants.

ART. 174.

La femme demanderesse ou défenderesse en divorce pourra quitter le domicile du mari pendant la poursuite et demander une pension alimentaire proportionnée aux facultés du mari. Le Tribunal pourra indiquer la maison dans laquelle la femme sera tenue de résider et fixera, s'il y a lieu, la provision alimentaire que le mari sera obligé de lui payer.

ART. 175.

La femme sera tenue, cas échéant, de justifier de sa résidence dans la maison indiquée, toutes les fois qu'elle en sera requise; à défaut de cette justification, le mari pourra refuser la provision alimentaire, et si la femme est demanderesse en divorce, la faire déclarer non recevable à continuer ses poursuites.

ART. 176.

La femme commune en biens, demanderesse ou défenderesse en divorce, pourra, en tout état de cause, à partir de l'ouverture de la demande, requérir pour la conservation de ses droits l'assistance d'un curateur et l'inventaire juridique des biens de la communauté.

Elle pourra en outre demander les mesures conservatoires de la masse que les circonstances rendraient nécessaires. Le mari sera toujours libre de faire cesser ces mesures, en donnant caution.

ART. 177.

Le mari conservera d'ailleurs ses droits d'administration pendant la litispendance.

ART. 178.

Toute obligation contractée par le mari à la charge de la communauté, toute aliénation par lui faite des immeubles qui en dépendent, postérieurement à l'ouverture de la demande, sera déclarée nulle, s'il est prouvé d'ailleurs qu'elle ait été faite ou contractée en fraude des droits de la femme.

*En matière de divorce
par Tribunal de la Seine*

*Art. 174. - plus grande chose
qu'il y a de la justice - la justice
de la justice - la justice
de la justice - la justice*

*Art. 175. - plus grande chose
qu'il y a de la justice - la justice
de la justice - la justice
de la justice - la justice*

CHAPITRE III. — Des fins de non-recevoir contre l'action en divorce.

ART. 179.

L'action en divorce sera éteinte par la réconciliation des époux survenue, soit depuis les faits qui auraient pu autoriser cette action, soit depuis la demande en divorce.

ART. 180.

Dans l'un et l'autre cas, le demandeur sera déclaré non recevable dans son action; il pourra néanmoins en intenter une nouvelle pour cause survenue depuis la réconciliation et alors faire usage des anciennes causes pour appuyer sa nouvelle demande.

CHAPITRE IV. — Des effets du divorce.

ART. 181.

Les époux qui divorceront, pour quelque cause que ce soit, ne pourront plus se réunir.

ART. 182.

La femme divorcée ne pourra se remarier que dix mois révolus après le divorce prononcé.

ART. 183.

Dans le cas de divorce admis en justice pour cause d'adultère, l'époux coupable ne pourra jamais se marier avec son complice.

ART. 184.

Pour quelque cause que le divorce ait lieu, l'époux contre lequel le divorce aura été admis perdra tous les avantages que l'autre époux ou les parents de l'autre époux lui avaient faits, soit par contrat, soit pour cause de mariage.

ART. 185.

L'époux qui aura obtenu le divorce conservera les avantages à lui faits par l'autre époux ou les parents de l'autre époux, encore qu'ils aient été stipulés réciproques et que la réciprocité n'ait pas lieu.

+ appuie à l'acte

*L'obligation d'un nouveau mariage
n'est pas qui est le divorce ne
limite aux articles 171-172*

X

ART. 186.

Les droits de survie réservés aux époux par la Loi sont annulés de plein droit par le divorce, sans qu'il soit besoin que cette annulation soit prononcée par le jugement.

ART. 187.

Si les époux ne s'étaient fait aucun avantage, ou si ceux stipulés ne paraissaient pas suffisants pour assurer la subsistance de l'époux qui a obtenu le divorce, le Tribunal pourra lui accorder, sur les biens de l'autre époux, une pension alimentaire qui ne pourra excéder le tiers des revenus de cet autre époux. Cette pension sera révocable dans le cas où elle cesserait d'être nécessaire : le Tribunal déterminera par son jugement la nature des garanties qui devront être accordées pour sûreté du paiement de la pension.

ART. 188.

Les enfants seront confiés à l'époux qui a obtenu le divorce, à moins que le Tribunal, sur la demande de la famille ou d'office, n'ordonne pour le plus grand avantage des enfants que tous ou quelques-uns d'eux seront confiés aux soins soit de l'autre époux soit d'une tierce personne.

Dans tous les cas, le Tribunal déterminera par son jugement qui doit supporter la charge de l'entretien et de l'éducation des enfants, et dans quelle proportion cette charge sera répartie, si elle n'est pas imposée à un seul époux.

ART. 189.

Quelle que soit la personne à laquelle les enfants seront confiés, les père et mère conserveront respectivement le droit de surveiller l'entretien et l'éducation de leurs enfants, à moins que le Tribunal n'en ait ordonné autrement.

ART. 190.

La dissolution du mariage par le divorce ne privera les enfants nés de ce mariage d'aucun des avantages qui leur étaient assurés par les Lois ou par les conventions matrimoniales de leurs père et mère ; mais il n'y aura d'ouverture aux droits des enfants que de la même manière et dans les mêmes circon-

ART. 199.

Elle suspend les effets des dispositions restrictives contenues au Chapitre des droits et devoirs respectifs des époux, et rend la femme majeure et maîtresse de ses droits.

ART. 200.

Elle amène la liquidation de la communauté de la même manière qu'elle aurait eu lieu par la dissolution du mariage, et dégage la femme, pendant la durée de la séparation, de toute solidarité avec le mari pour les obligations ou engagements que celui-ci pourrait contracter.

ART. 201.

La séparation, même illimitée, n'anéantit les droits de survie réservés aux époux par la Loi, ni les avantages faits par l'un des époux ou par ses parents à l'autre époux, soit par contrat soit pour cause de mariage.

Toutefois le Tribunal peut, si la demande en est formée, mais pour le cas de séparation illimitée uniquement, prononcer contre l'époux coupable la déchéance de tout ou partie de ces droits et avantages.

ART. 202.

Si l'époux qui a obtenu la séparation n'avait pas les moyens suffisants pour assurer sa subsistance, le Tribunal pourra lui accorder sur les biens de l'autre époux une pension alimentaire proportionnée aux revenus de cet époux : cette pension sera révocable ou réductible selon les circonstances.

Les garanties qui devront être accordées pour sûreté du paiement de la pension, seront déterminées par le jugement.

ART. 203.

Le défaut de biens de l'époux contre lequel la séparation a été obtenue ne dispense point le Tribunal d'accorder une pension alimentaire à l'autre époux, si elle est jugée nécessaire ; mais alors elle sera proportionnée aux ressources appréciables de l'époux condamné à la payer.

ART. 204.

Les dispositions des articles 188 et 189, concernant les enfants, sont applicables dans les cas de séparations temporaires ou illimitées.

ART. 205.

Les effets de la séparation prennent cours à dater du jour où le jugement est devenu définitif : ils cessent de plein droit et sans autre formalité le jour où le terme de la séparation est expiré, à moins qu'une demande en prolongation n'ait été ouverte devant le Tribunal compétent.

ART. 206.

La demande devra être publiée et n'aura d'effet à l'égard des tiers qu'après la dernière publication.

ART. 207.

Le jugement devra intervenir dans les trois mois de l'ouverture de la demande ; à défaut, la demande sera périmée de plein droit, à moins que le Tribunal, pour des causes graves, n'ait expressément accordé un plus long délai, qui ne pourra en aucun cas excéder trois mois.

ART. 208.

Les époux séparés peuvent toujours se réunir ; mais cette réunion ne fera cesser les effets du jugement de séparation qu'autant qu'elle aura été déclarée devant le Tribunal qui a prononcé la séparation. Acte en sera donné aux parties, et elles sont tenues de le faire publier en la forme prescrite par l'art. 211.

La réunion ne sera réputée connue des tiers intéressés qu'après la dernière publication.

ART. 209.

La réunion des époux, avant l'échéance de la séparation, constitue une fin de non-recevoir péremptoire contre toute nouvelle demande fondée sur les faits qui avaient donné lieu au premier jugement.

CHAPITRE VII. — Des formes de l'action en divorce et en séparation de corps et de biens.

ART. 210.

Les Lois de procédure régleront les formes parti-

culières de l'action en divorce et en séparation de corps et de biens.

ART. 211.

L'absence ou la non-comparution de la partie défenderesse ne peut jamais dispenser l'époux demandeur de la preuve des faits sur lesquels il fonde sa demande.

ART. 212.

Toute demande en divorce, en séparation de corps et en prolongation de séparation; tous jugements de divorce ou de séparation de corps devenus définitifs, seront rendus publics en la manière usitée pour la publication des actes judiciaires.

Les jugements de divorce seront en outre transcrits sur les registres de l'état civil du lieu de domicile des époux, et mention en sera faite en marge de l'acte de mariage, si le mariage a été célébré dans le Canton.

Les Tribunaux neuchâtelois sont incompétents pour connaître d'une action en divorce ou en séparation entre étrangers, à moins que cette compétence ne leur soit attribuée par des concordats ou des traités.

ART. 213.

Le jugement qui prononce un divorce ou une séparation, ne devient définitif qu'après avoir été confirmé par le Tribunal supérieur du Canton, auquel ce jugement devra toujours être soumis.

TITRE VII.

De la paternité et de la filiation.

CHAPITRE I. — De la filiation des enfants légitimes et nés dans le mariage.

ART. 214.

L'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari.

ART. 215.

Néanmoins, celui-ci pourra désavouer l'enfant, s'il prouve que pendant le temps qui a couru depuis le 300° jusqu'au 180° jour avant la naissance de cet enfant, il était, soit pour cause d'éloignement, soit

*en époux légitime de l'enfant à qui il a
conçu l'enfant légitime d'un autre.*

par l'effet de quelque accident, dans l'impossibilité physique de cohabiter avec sa femme.

ART. 216.

Le mari ne pourra, en alléguant son impuissance naturelle, désavouer l'enfant ; il ne pourra le désavouer, même pour cause d'adultère, à moins que la naissance ne lui ait été cachée, auquel cas il sera admis à proposer tous les faits propres à justifier qu'il n'en est pas le père.

ART. 217.

L'enfant né avant le 180^e jour du mariage ne pourra être désavoué par le mari dans les cas suivants :

1^o S'il a eu connaissance de la grossesse avant le mariage ;

2^o S'il a assisté à l'acte de naissance et si cet acte est signé de lui ou contient sa déclaration qu'il ne sait signer ;

3^o Si l'enfant n'est pas déclaré viable.

ART. 218.

La légitimité de l'enfant né 300 jours après la dissolution du mariage pourra être contestée.

ART. 219.

Dans les divers cas où le mari est autorisé à réclamer, il devra le faire dans le mois, s'il se trouve sur les lieux de la naissance de l'enfant ;

Dans les deux mois après son retour, si, à la même époque, il est absent ;

Dans les deux mois après la découverte de la fraude, si on lui avait caché la naissance de l'enfant.

ART. 220.

Si le mari est mort avant d'avoir fait sa réclamation, mais étant encore dans le délai utile pour la faire, les héritiers auront deux mois pour contester la légitimité de l'enfant, à compter de l'époque où cet enfant se serait mis en possession des biens du mari, ou de l'époque où les héritiers seraient troublés par l'enfant dans cette possession.

ART. 221.

Le désaveu du mari ou de ses héritiers devra, sous

*héritiers seuls n'ont pas
obligation*

peine de nullité et de péremption, se formuler par l'ouverture d'une action en justice dirigée contre un tuteur *ad hoc* donné à l'enfant et contre la mère à laquelle il sera également donné l'assistance d'un curateur.

L'action sera réputée ouverte en temps utile, si la demande a été notifiée avant l'échéance des délais.

ART. 222.

Le jugement qui aura admis une action en désaveu, sera transcrit sur les registres de l'état civil du lieu, et mention en sera faite en marge de l'acte de naissance de l'enfant.

CHAPITRE II. — De la preuve de la filiation des enfants légitimes.

ART. 223.

La filiation des enfants légitimes se prouve par les actes de naissance inscrits sur les registres de l'état civil.

ART. 224.

A défaut de ce titre, la possession constante de l'état d'enfant légitime suffit.

ART. 225.

La possession d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui indiquent le rapport de filiation et de parenté entre un individu et la famille à laquelle il prétend appartenir.

Les principaux de ces faits sont :

Que l'individu a toujours porté le nom du père auquel il prétend appartenir ;

Que le père l'a traité comme son enfant et a pourvu en cette qualité à son éducation, à son entretien et à son établissement ;

Qu'il a été reconnu constamment pour tel dans la société ;

Qu'il a été reconnu pour tel par la famille.

ART. 226.

Nul ne peut réclamer un état contraire à celui que lui donnent son titre de naissance et la possession conforme à ce titre ;

Et réciproquement, nul ne peut contester l'état

de celui qui a une possession conforme à son titre de naissance.

ART. 227.

A défaut de titre et de possession constante, ou si l'enfant a été inscrit, soit sous de faux noms, soit comme né de père et mère inconnus, la preuve de filiation peut se faire par témoins.

Néanmoins cette preuve ne peut être admise que lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit, ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants sont assez graves pour déterminer l'admission.

ART. 228.

Le commencement de preuves par écrit résulte des titres de famille, des registres et papiers domestiques du père ou de la mère, des actes publics et même privés, émanés d'une partie engagée dans la contestation, ou qui y aurait intérêt si elle était vivante.

ART. 229.

La preuve contraire pourra se faire par tous les moyens propres à établir que le réclamant n'est pas l'enfant de la mère qu'il prétend avoir, ou même, la maternité prouvée, qu'il n'est pas l'enfant du mari de la mère.

ART. 230.

Les Tribunaux civils seront seuls compétents pour statuer sur les réclamations d'état.

ART. 231.

L'action criminelle contre un délit de suppression d'état ne pourra commencer qu'après le jugement définitif sur la question d'état.

ART. 232.

L'action en réclamation d'état est imprescriptible à l'égard de l'enfant.

ART. 233.

L'action ne peut être intentée par les héritiers de l'enfant qui n'a pas réclamé, qu'autant qu'il est dé-cédé mineur ou dans les cinq années après sa ma-jorité.

et leurs ascendants

CHAPITRE III. — Des enfants naturels.

ART. 235.

ART. 236.

ART. 237.

SECTION II. — *De la reconnaissance des enfants naturels*

ART. 238.

ART. 239.

ART. 240.

L'acte de naissance régulièrement dressé forme,

9. Assumptions in all articles.

10 Il me semble que la reconnaissance puisse servir de pain avant
 la mort ou l'enfant. On a peut-être un grand intérêt pour
 un enfant qui doit mourir que son père ait pu le reconnaître. Il pour-
 rait même en avoir l'enfant comme il réputerait, l'enfant qui pour-
 rait de ses intérêts. A plus il peut y avoir un grand intérêt
 pour le père, pour l'honneur, pour l'avenir de la mère à ce que
 le père puisse reconnaître un enfant avant de mourir. Mais
 cette reconnaissance après la mort de l'enfant, et de la mère
 est de plus en plus un acte de malice, et de la mort
 l'enfant, et de la mort de l'enfant de reconnaître un
 enfant. Pour l'enfant, pour la mère, pour l'Etat, pour le père
 et un acte que la reconnaissance n'est pas un acte

2 - Spontané - Alors qu'une union (et qui ne sont pas naturels et
 (espèces créées) dans le genre des chars - fait des instances non pas pûr
 (de nature, de) mais subies pour obtenir la reconnaissance de son état par
 (la création) celui qui se voit - pour la reconnaissance d'un genre qui la recon-
 naît et ne pas s'en passer.

deux semaines et j'ai vu l'impact en ce sens révisé
 hi, l'absence qui est l'agent de la dégradation et de
 ceux alimenter - l'impact sur les conditions
 une connaissance un impact qui est riche l'impact l'impact
 un peu de sens malade et plus de l'impact
 impact - l'impact est grand mais n'y a
 impact - l'impact a été bien admet.

en fait. il n'y a pas de provocations, j'attends
en fait. il n'y a pas de provocations, j'attends

negotiarum pueri fuit

2^e L'art 28. pécuniaire subsidie - un juraît une mat. & blâme
que la reconnaissance ne peut jamais être le résultat d'un juge-
ment - mais si une question de pécuniaire reconnue par
des témoins - j'ai commandé si dans ce point de vue - nos vœux
sont plus obérés que le droit juraît déjà lui-même dans cette
matière - quand il y a une reconnaissance (voir en tête) et
conception concédant avec cet acte - n'est pas si méconnaître
de reconnaître le pécuniaire - ce n'est plus une reconnaissance
mais un fait ^{de pécuniaire} à combattre par le fait de un juraît pécuniaire
par la loi de la vérité.

contre la mère y dénommée et en faveur de l'enfant, une présomption légale de reconnaissance.

ART. 241.

Si la mère de l'enfant n'est point dénommée dans l'acte de naissance sous son véritable nom, ou si l'enfant dont elle réclamerait la maternité est désigné comme né d'une mère inconnue, elle ne pourra reconnaître l'enfant pour le sien sans y être autorisée par un jugement contradictoirement rendu avec l'enfant s'il est majeur, ou avec son tuteur s'il n'a point atteint sa majorité.

ART. 242.

L'enfant né d'un commerce incestueux ou adultérin ne pourra jamais être reconnu par le père. Il ne pourra jamais l'être par la mère, à moins que cette reconnaissance ne résulte de l'acte de naissance, à teneur de l'art. 240.

ART. 243.

L'enfant naturel reconnu ne pourra réclamer les droits d'enfant légitime.

ART. 244.

Toute reconnaissance de la part du père ou de la mère, de même que toute réclamation de la part de l'enfant, pourra être contestée par tous ceux qui y auront intérêt.

ART. 245.

La recherche de la paternité est interdite.

ART. 246.

La recherche de la maternité est admise.

L'enfant qui réclamera sa mère sera tenu de prouver qu'il est identiquement le même que l'enfant dont elle est accouchée.

Il ne sera reçu à faire cette preuve par témoins que lorsqu'il aura déjà un commencement de preuves par écrit.

ART. 247.

La recherche de la maternité est interdite dans les cas où, suivant l'art. 242, la reconnaissance n'est pas admise.

Dans le cas d'adultère (et adultère) lorsque l'homme ou la femme se reconnaît à cette date conception, l'acte de naissance pourra être dû le mariage ou l'acte de naissance de l'enfant.

Si la conception coïncide avec cette date d'adultère.

pour l'acte de naissance de l'enfant.

(reconnaissance sans singulier)

ou l'acte de naissance de l'enfant.

SECTION III. — *Des rapports de l'enfant naturel avec l'Etat et avec les Communes ou Bourgeoisies.*

ART. 248.

L'enfant naturel suit la condition de sa mère : il suit la condition du père qui l'a légalement reconnu, s'il est justifié que, dans le pays d'origine du père, la reconnaissance est valable et confère à l'enfant la nationalité.

ART. 249.

L'enfant naturel, légalement reconnu par son père, porte son nom et appartient à la même Commune ou Bourgeoisie ; il porte le nom et appartient à la Commune ou Bourgeoisie de sa mère, si son père ne l'a pas reconnu.

SECTION IV. — *Des obligations du père, de la mère et des Communes ou Bourgeoisies envers l'enfant.*

ART. 250.

L'enfant naturel est à la charge de sa mère, si son père ne l'a pas reconnu ; s'il l'a reconnu, le père doit, après les six premiers mois, subvenir à son entretien jusqu'au moment où l'enfant sera en état de pourvoir à ses besoins.

ART. 251.

Toutefois, si le père était incapable de supporter cette charge, les Tribunaux détermineront, sur sa demande, s'il y a lieu de l'imposer en tout ou en partie à la mère.

ART. 252.

A défaut du père ou de la mère, la Commune de l'enfant devra pourvoir à son entretien.

TITRE VIII.

De l'adoption.

CHAPITRE I. — De l'adoption et de ses effets.

ART. 253.

L'adoption n'est permise qu'aux personnes de l'un ou de l'autre sexe, âgées de 40 ans au moins, qui n'auront à l'époque de l'adoption, ni enfants, ni descen-

*qui ne le requerront ni sans parents
ni sans fortune, ni incultes*

et l'enfant

dants légitimes, et qui auront au moins 15 ans de plus que les individus qu'elles se proposent d'adopter.

ART. 254.

Nul ne peut être adopté par plusieurs, si ce n'est par deux époux : nul époux ne peut adopter qu'avec le consentement de l'autre conjoint.

ART. 255.

L'adoption ne pourra en aucun cas avoir lieu avant la majorité de l'adopté. Si l'adopté a encore ses père et mère ou l'un des deux, il sera tenu de rapporter le consentement donné à l'adoption par ses père et mère ou par le survivant.

ART. 256.

L'adoptant et l'adopté doivent tous deux posséder la qualité de Neuchâtelois.

ART. 257.

L'adoption conférera le nom de l'adoptant à l'adopté, en l'ajoutant au nom propre de ce dernier.

ART. 258.

L'adopté restera dans sa famille naturelle et y conservera tous ses droits : néanmoins le mariage est prohibé :

- Entre l'adoptant, l'adopté et ses descendants ;
- Entre les enfants adoptifs du même individu ;
- Entre l'adopté et les enfants qui pourraient survenir à l'adoptant ;
- Entre l'adopté et le conjoint de l'adoptant, et réciproquement entre l'adoptant et le conjoint de l'adopté.

ART. 259.

L'obligation naturelle qui continuera d'exister entre l'adopté et ses père et mère, de se fournir des aliments dans les cas déterminés par la Loi, sera considérée comme commune à l'adoptant et à l'adopté, l'un envers l'autre.

ART. 260.

L'adopté n'acquerra aucun droit de successibilité sur les biens des parents de l'adoptant, et n'entrera

A Migalins (consentement pour mariage de)

pourquoi pas le nom de l'adoptant

point dans sa Commune ; mais il aura sur la succession de l'adoptant les mêmes droits que ceux qu'y aurait l'enfant né en mariage, même quand il y aurait d'autres enfants de cette dernière qualité, nés depuis l'adoption.

ART. 261.

Toutefois les droits de survie et autres droits matrimoniaux du conjoint ne sont point modifiés par l'adoption et demeurent tels qu'ils eussent été sans elle, à moins qu'au moment de l'adoption ce conjoint n'eût pris d'autres engagements.

ART. 262.

Si l'adopté meurt sans descendants légitimes, les choses données par l'adoptant ou recueillies dans sa succession, et qui existeront en nature lors du décès de l'adopté, retourneront à l'adoptant ou à ses descendants, à la charge de contribuer aux dettes et sans préjudice des droits des tiers.

Le surplus des biens de l'adopté appartiendra à ses propres parents, et ceux-ci excluront toujours, pour les objets même spécifiés au présent article, tous héritiers de l'adoptant autres que ses descendants.

ART. 263.

Si, du vivant de l'adoptant et après le décès de l'adopté, les enfants ou descendants laissés par celui-ci mouraient eux-mêmes sans postérité, l'adoptant succédera aux choses par lui données, comme il est dit en l'art. précédent ; mais ce droit sera inhérent à la personne de l'adoptant et non transmissible à ses héritiers, même en ligne descendante.

CHAPITRE II. — Des formes de l'adoption.

ART. 264.

La personne qui se proposera d'adopter et celle qui voudra être adoptée, se présenteront devant le Tribunal du district pour y passer acte de leurs consentements respectifs et formuler leur demande.

ART. 265.

A l'appui de leur demande, ils produiront :

1° Le consentement par acte authentique des père et mère de l'adopté ou du survivant ;

2° Le consentement par acte authentique du conjoint, si l'adoptant est marié ;

3° L'acte de décès du conjoint, si l'adoptant est veuf, et les actes de décès des père et mère de l'adopté ou de l'un d'eux, cas échéant ;

4° Les actes de naissance de l'adoptant et de l'adopté ;

5° La preuve que l'un et l'autre possèdent la qualité de Neuchâtelois.

L'adoptant devra en outre justifier qu'il n'a ni enfants, ni descendants légitimes, pour le cas où il serait ou aurait été marié.

ART. 266.

Le Tribunal, après s'être procuré les renseignements convenables, vérifiera : 1° si toutes les conditions requises par la Loi sont remplies ; 2° si la personne qui se propose d'adopter jouit d'une bonne réputation, et si elle est en état de satisfaire aux charges que peut lui imposer l'adoption.

Puis, sans autre forme de procédure et sans énoncer de motifs, il prononcera en ces termes : *il y a lieu ou il n'y a pas lieu à l'adoption.*

ART. 267.

Dans le mois qui suivra le jugement, ce jugement sera porté au Tribunal supérieur du Canton, sur les poursuites de la partie la plus diligente. Le Tribunal supérieur instruira dans les mêmes formes que le Tribunal de première instance, et prononcera, sans énoncer les motifs : *le jugement est confirmé, ou le jugement est réformé ; en conséquence, il y a lieu, ou il n'y a pas lieu à l'adoption.*

ART. 268.

La sentence du Tribunal supérieur qui admettra une adoption, sera rendue à l'audience et publiée en la forme ordinaire usitée pour les publications judiciaires.

ART. 269.

Dans les trois mois qui suivront ce jugement,

l'adoption sera inscrite, à la réquisition de l'une ou de l'autre des parties, sur le registre de l'état civil du lieu où l'adoptant sera domicilié.

Cette inscription ne sera faite par l'officier de l'état civil qu'au vu d'une expédition en forme du jugement du Tribunal supérieur.

Si l'inscription n'est pas faite dans le délai prescrit, l'adoption demeurera sans effet.

ART. 270.

Si l'adoptant venait à mourir après l'ouverture de la demande devant le Tribunal de première instance, et avant la sentence du Tribunal supérieur, l'instruction sera continuée et l'adoption admise, s'il y a lieu.

Toutefois, en ce cas, les héritiers de l'adoptant, s'ils croient l'adoption inadmissible, pourront présenter, soit au Tribunal inférieur, soit au Tribunal supérieur, tous mémoires ou observations à ce sujet.

TITRE IX.

De la puissance paternelle.

ART. 271.

L'enfant, à tout âge, doit honneur et respect à ses père et mère.

ART. 272.

Il reste sous leur autorité jusqu'à sa majorité ou son émancipation.

ART. 273.

Le père seul exerce cette autorité durant le mariage.

ART. 274.

L'enfant ne peut quitter la maison paternelle sans la permission de son père.

ART. 275.

Le père, durant le mariage et après la dissolution du mariage, le survivant des père et mère, auront la jouissance des biens de leurs enfants jusqu'à leur majorité ou leur émancipation.

Si la jouissance a continué, sans opposition, après

la majorité ou l'émancipation, elle sera réputée avoir continué par le consentement tacite des enfants.

ART. 276.

Les charges de cette jouissance seront :

1° De pourvoir à la nourriture, à l'entretien et à l'éducation des enfants, selon leur fortune;

2° De satisfaire aux charges dont cette fortune peut être grevée;

3° D'administrer les biens comme un tuteur vigilant doit le faire.

ART. 277.

Cette jouissance n'aura pas lieu au profit de celui des père et mère contre lequel le divorce aurait été prononcé.

ART. 278.

Elle ne s'étendra pas aux biens que les enfants pourront acquérir par un travail et une industrie séparés, ni à ceux qui leur seront donnés ou légués sous condition expresse que les père et mère n'en jouiront pas.

TITRE X.

De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation.

CHAPITRE I. — De la minorité.

ART. 279.

Le mineur est l'individu de l'un ou de l'autre sexe qui n'a point encore atteint l'âge de 19 ans révolus.

CHAPITRE II. — De la tutelle.

SECTION I. — De la tutelle des père et mère.

ART. 280.

Le père est, durant le mariage, administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs.

Il est comptable quant à la propriété des biens dont la Loi lui donne la jouissance.

ART. 281.

Après la dissolution du mariage arrivée par la mort de l'un des époux, la tutelle des enfants mi-

neurs et non émancipés appartient de plein droit au survivant des père et mère.

ART. 282.

La mère pourra toujours demander qu'il soit nommé un tuteur à ses enfants; mais elle devra en remplir les devoirs jusqu'au moment où le tuteur sera nommé.

ART. 283.

Si la mère tutrice vient à se remarier, elle ne perdra point la jouissance des biens de ses enfants mineurs, mais l'administration de ces biens sera confiée à un curateur nommé par l'autorité tutélaire et qui exercera en même temps, concurremment avec la mère, la tutelle des enfants du premier lit.

ART. 284.

Si le père ou la mère étaient reconnus indignes ou incapables d'administrer la tutelle de leurs enfants, ils pourront en être déchus par l'autorité tutélaire, après avoir été appelés et entendus.

Le père et la mère pourront toujours se pourvoir contre cette déchéance auprès du Tribunal supérieur du Canton.

SECTION II. — De la tutelle déferée par le père ou la mère.

ART. 285.

Le droit individuel de choisir un tuteur, parent ou même non parent, n'appartient qu'au dernier mourant des père et mère.

ART. 286.

Ce droit ne peut être exercé que dans les formes suivantes:

- 1° Par acte de dernière volonté;
- 2° Par une déclaration faite devant la Justice de paix ou devant notaire.

ART. 287.

La mère remariée qui n'aura pas été maintenue dans la tutelle des enfants de son premier mariage, ne peut leur choisir un tuteur.

Elle le peut, si elle a été maintenue dans la tutelle;

mais son choix devra être confirmé par l'autorité tutélaire.

ART. 288.

Le tuteur élu par le père ou la mère n'est pas tenu d'accepter la tutelle, s'il n'est d'ailleurs dans la classe des personnes qu'à défaut de cette élection spéciale l'autorité tutélaire eût pu en charger.

SECTION III. — De la tutelle déferée par le magistrat.

ART. 289.

Lorsque l'enfant mineur et non émancipé restera sans père ni mère, ni tuteur élu par ses père et mère, comme aussi lorsque le tuteur de l'une des qualités ci-dessus exprimées se trouvera, ou dans le cas des exclusions dont il sera parlé ci-après, ou valablement excusé, il sera pourvu par l'autorité tutélaire à la nomination d'un tuteur.

ART. 290.

L'organisation de l'autorité tutélaire et les formes en lesquelles elle agit, sont réglées par des Lois spéciales.

ART. 291.

Le tuteur doit être choisi :

- 1° Parmi les plus proches parents du mineur, soit d'office, soit sur la présentation de la famille;
- 2° A défaut de parents capables, parmi tous les citoyens qui ne sont point dispensés de la tutelle par la Loi, ou qui n'en sont point exclus par elle.

ART. 292.

Nul n'est tenu d'exercer plus de trois ans les fonctions de tuteur, s'il n'est ni parent, ni allié du mineur : après six ans d'exercice, le tuteur, parent ou allié, pourra se faire décharger de la tutelle, s'il existe d'autres parents ou alliés capables de l'exercer.

ART. 293.

Si les intérêts du mineur se trouvent en opposition avec ceux du tuteur, il sera nommé au mineur un tuteur *ad hoc* qui demeurera soumis, en ce qui touche son mandat, aux obligations ordinaires des tuteurs.

*est un bon grand journal
comme aux papiers*

Hygiène de la vie au civil

ou peut accepter en office

*Le tuteur qui concerne la tutelle et la présentation
doit être choisi autant que possible aux fins de la loi
et la famille quand il n'y a pas dans une famille à l'heure
où il n'est pas de parents capables. Si par accident il n'y a pas
à même de remplir cette fonction, soit par accident, soit par la loi
l'autorité tutélaire ne devrait intervenir qu'après avoir choisi un citoyen
qui ne soit pas dans la famille et qui ne soit pas un étranger ; ce devrait être
le tuteur et sans aucun doute un étranger par exemple.
elle est destinée à protéger les intérêts du mineur, qui est un juste, qui l'état
sauvegarder. Mais si un parent ou un allié du mineur est capable
et qu'il est capable, il ne faut pas le laisser à l'écart, car il est
dans la famille, et il est capable, et il est capable, et il est capable
que l'état devrait chercher à l'empêcher aussi par que
possible*

*Quand il n'y a pas de parents capables, il faut choisir un
parent ou un allié qui ait des relations amicales avec*

pour empêcher qu'il ne soit en relations amicales avec

*un devoir pour le parent ou l'allié de chercher à l'empêcher
si il n'y a pas de parents capables. Si par accident il n'y a pas
à même de remplir cette fonction, soit par accident, soit par la loi
l'autorité tutélaire ne devrait intervenir qu'après avoir choisi un citoyen
qui ne soit pas dans la famille et qui ne soit pas un étranger ; ce devrait être
le tuteur et sans aucun doute un étranger par exemple.
elle est destinée à protéger les intérêts du mineur, qui est un juste, qui l'état
sauvegarder. Mais si un parent ou un allié du mineur est capable
et qu'il est capable, il ne faut pas le laisser à l'écart, car il est
dans la famille, et il est capable, et il est capable, et il est capable
que l'état devrait chercher à l'empêcher aussi par que possible*

On ne peut pas empêcher un citoyen d'être en relations amicales avec

SECTION IV. — Des causes qui dispensent de la tutelle.

ART. 294.

Sont dispensés de la tutelle, hormis celle de leurs parents, les fonctionnaires publics ci-après désignés :

- 1° Les conseillers d'Etat ;
- 2° Les Préfets ;
- 3° Les Présidents des Tribunaux ;
- 4° Les Juges de paix ;
- 5° Les militaires en activité permanente de service ;
- 6° Les citoyens exerçant une fonction publique permanente, si le siège de la tutelle n'est point situé dans le ressort de Justice de paix où ils exercent leurs fonctions.

ART. 295.

Les personnes désignées dans l'article précédent seront libérées des tutelles qui leur auraient été confiées avant leur entrée en fonctions.

Si elles ont accepté une tutelle postérieurement à leur entrée en fonctions, elles ne seront plus admises à s'en faire décharger pour cette cause.

ART. 296.

Nul ne peut être contraint à accepter une tutelle dont le siège ne serait pas dans le district où se trouve son domicile, à moins qu'il ne soit parent ou allié du mineur.

ART. 297.

Tout individu âgé de soixante ans accomplis peut refuser d'être tuteur. Celui qui aura été nommé avant cet âge, pourra s'en faire décharger lorsqu'il l'aura atteint.

ART. 298.

Tout individu atteint d'une infirmité grave et dûment justifiée est dispensé de la tutelle ; il pourra même s'en faire décharger, si cette infirmité est survenue depuis sa nomination.

ART. 299.

Deux tutelles sont, pour toutes personnes, une juste dispense d'en accepter une troisième.

De l'empêchement par infirmité que ces causes ~~dispensent~~ dispensent de la tutelle. On ne peut être contraint à accepter une tutelle dont le siège ne serait pas dans le district où se trouve son domicile, à moins qu'il ne soit parent ou allié du mineur. Si elles ont accepté une tutelle postérieurement à leur entrée en fonctions, elles ne seront plus admises à s'en faire décharger pour cette cause.

Les ecclésiastiques. Ici de fonctions ecclésiastiques que peuvent exercer les membres du clergé. Les ecclésiastiques qui exercent des fonctions ecclésiastiques sont dispensés de la tutelle. Les ecclésiastiques qui exercent des fonctions civiles sont dispensés de la tutelle. Les ecclésiastiques qui exercent des fonctions militaires sont dispensés de la tutelle.

Celui qui, époux ou père, sera déjà chargé d'une tutelle, ne pourra être tenu d'en accepter une seconde, excepté celle de ses enfants.

ART. 300.

Ceux qui ont cinq enfants légitimes, sont dispensés de toute tutelle autre que celle des dits enfants.

Les enfants morts ne seront comptés qu'autant qu'ils auront laissé eux-mêmes des enfants actuellement existants.

ART. 301.

La survenance d'enfants pendant la tutelle ne pourra autoriser à l'abdiquer.

ART. 302.

Si le tuteur nommé est présent au jugement qui lui défère la tutelle, il devra sur-le-champ proposer ses moyens d'excuse, sous peine d'être déclaré non recevable dans toute réclamation ultérieure.

ART. 303.

Si le tuteur nommé n'était pas présent au jugement, il devra présenter ses moyens d'excuse à l'autorité tutélaire dans les huit jours qui suivront la notification du jugement : après ce délai, il sera déclaré non recevable.

ART. 304.

Si ses moyens d'excuse sont rejetés, il pourra se pourvoir auprès du Tribunal du district, en la forme qui sera prescrite par les Lois de procédure ou les Lois spéciales sur la matière.

Toutefois il sera tenu d'administrer provisoirement la tutelle, pendant le litige.

ART. 305.

Il sera pourvu par les Lois spéciales aux dispositions pénales qui atteindront ceux qui refuseront sans motifs légitimes de remplir les fonctions de tuteur, lorsqu'elles leur auront été légalement déferées.

SECTION V. — *De l'incapacité, des exclusions et destitutions de tutelle.*

ART. 306.

Les membres de l'autorité tutélaire ne peuvent

exercer aucune tutelle dans le ressort où ils exercent leurs fonctions, hors celle de leurs enfants et petits-enfants.

ART. 307.

Ne peuvent être tuteurs :

- 1° Les mineurs, excepté le père ou la mère ;
- 2° Les interdits ;
- 3° Les femmes, autres que la mère ;
- 4° Tous ceux qui ont ou dont les père et mère ont avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune ou une partie notable de ses biens sont compromis.

ART. 308.

La condamnation à une peine infamante emporte de plein droit l'exclusion de la tutelle. Elle emporte de même destitution, dans le cas où il s'agirait d'une tutelle antérieurement déferée.

ART. 309.

Sont aussi exclus de la tutelle et même destituables, s'ils sont en exercice :

- 1° Les gens d'une inconduite notoire ;
- 2° Ceux dont la gestion attesterait l'incapacité ou l'infidélité.

ART. 310.

L'autorité tutélaire prononce la destitution de tuteur, soit d'office, soit sur la demande formellement exprimée d'un ou plusieurs parents ou alliés du mineur, jusques et y compris le degré de cousin germain.

ART. 311.

Toute destitution devra être motivée : elle ne pourra être prononcée qu'après avoir entendu le tuteur ou qu'il aura été légalement appelé.

ART. 312.

Tout jugement de destitution est susceptible de recours aux Tribunaux supérieurs.

SECTION VI. — *De l'administration du tuteur.*

ART. 313.

Le tuteur prendra soin de la personne du mineur et le représentera dans tous les actes civils.

Il pourvoira à son éducation, administrera ses biens en bon père de famille et répondra des dommages-intérêts qui pourront résulter d'une mauvaise gestion.

Il ne peut, ni acheter les biens du mineur, ni les prendre à ferme, à moins que l'autorité tutélaire ne l'y ait spécialement autorisé, ni accepter la cession d'aucun droit ou créance contre son pupille.

ART. 314.

Dans toute tutelle, la première opération sera de dresser un inventaire complet et juridique des biens et dettes du mineur.

Dans les cas de peu d'importance, l'inventaire sera simplement dressé par le tuteur, assisté de tel membre de l'autorité tutélaire que celle-ci aura désigné.

ART. 315.

S'il est dû par le mineur quelque chose au tuteur, celui-ci devra le déclarer dans l'inventaire, à peine de déchéance.

L'autorité tutélaire lui adressera une réquisition à cet effet, et elle sera mentionnée ainsi que la réponse.

ART. 316.

Les père et mère, tant qu'ils ont la jouissance légale des biens de leurs enfants, ne sont point tenus aux formalités prescrites par l'art. précédent.

Toutefois, s'il y avait à craindre que les biens des enfants fussent en péril, sans cependant qu'il y eût des causes assez graves pour faire prononcer la déchéance de tutelle, l'autorité tutélaire pourra, après avoir entendu les père ou mère, ordonner en tout temps qu'il soit procédé à l'inventaire des biens : elle devra l'ordonner si le père ou la mère survivant vient à contracter un second mariage.

ART. 317.

L'autorité tutélaire décidera, sur la demande du tuteur, s'il y a lieu à l'autoriser à s'aider dans sa gestion d'un ou de plusieurs administrateurs particuliers, salariés et gérant sous sa responsabilité.

Si l'autorisation est accordée, l'autorité tutélaire déterminera, sur la proposition du tuteur, le nom-

bre des administrateurs et le salaire qui pourra être accordé à chacun d'eux.

ART. 318.

Le tuteur, même le père ou la mère, ne peut emprunter pour le mineur, ni aliéner ou hypothéquer ses biens immeubles, ni acquérir pour lui des biens immeubles, sans l'autorisation préalable de l'autorité tutélaire.

Cette autorisation ne devra être accordée que pour cause d'une nécessité absolue ou d'un avantage évident.

ART. 319.

L'autorité tutélaire peut toujours déterminer le mode d'après lequel seront vendus les immeubles du mineur : la vente n'est définitive et l'acte ne peut en être passé qu'après l'homologation de la dite autorité.

ART. 320.

Il est interdit, sous peine de tous dommages-intérêts, aux greffiers et notaires, de prêter leur ministère à la stipulation d'actes relatifs aux opérations énoncées aux art. 318 et 319, sans s'être fait représenter les autorisations et homologations prévues dans ces articles.

ART. 321.

Les formalités exigées par les art. 318 et 319 pour l'aliénation des biens du mineur, ne s'appliquent point au cas où un jugement aurait ordonné la vente, sur la provocation d'un co-propriétaire indivis, ou ordonné l'expropriation de l'immeuble.

Seulement, et en ces cas, la vente ne pourra avoir lieu qu'aux enchères publiques, selon les formes prescrites par la Loi et avec l'admission nécessaire des non-intéressés.

Les formalités dont il s'agit ne s'appliqueront pas davantage dans les cas d'expropriation d'un immeuble pour cause d'utilité publique : mais alors le tuteur devra prendre l'avis de l'autorité tutélaire, avant de renoncer à la révision.

ART. 322.

Le tuteur ne pourra accepter ou répudier une suc-

cession échue au mineur, sans une autorisation de l'autorité tutélaire, qui déterminera si elle doit être acceptée purement et simplement ou sous bénéfice d'inventaire.

Les formalités à remplir par le conjoint survivant, en qualité de tuteur de ses enfants, touchant la succession du conjoint décédé, seront réglées au Titre des successions.

ART. 323.

Dans le cas où la succession répudiée au nom du mineur n'aurait point été acceptée par un autre, elle pourra toujours être reprise, avec autorisation, tant que sa liquidation n'aura pas été opérée, mais sans pouvoir attaquer les actes faits jusqu'au moment de la reprise.

ART. 324.

La donation entre vifs faite au mineur ne pourra être acceptée par le tuteur qu'après homologation de l'autorité tutélaire. La donation pour cause de mort, si elle est sans conditions, pourra être acceptée par le tuteur.

ART. 325.

Le tuteur ne pourra ester en droit pour le mineur, tant comme demandeur que comme défendeur, sans y être autorisé : mais cette restriction ne lui interdit pas les actes conservatoires qu'exigeraient les intérêts du mineur.

ART. 326.

L'autorisation sera nécessaire au tuteur pour provoquer un partage ; mais il pourra, sans cette autorisation, répondre à une demande en partage dirigée contre le mineur.

ART. 327.

Pour obtenir à l'égard du mineur tout l'effet qu'il aurait entre majeurs, le partage devra être homologué par l'autorité tutélaire.

Le refus d'homologation sera motivé et susceptible d'être attaqué par la voie du recours aux Tribunaux supérieurs.

La donation faite par le mineur au nom de la femme par le tuteur, sans homologation ou formalités requises, n'est pas valable, si elle a été faite, sans son approbation ?

*acceptée
au mineur*

Le recours aux Tribunaux n'est pas général ?

ART. 328.

Le tuteur ne pourra compromettre et transiger au nom du mineur qu'après autorisation ; le compromis ou la transaction ne sera valable qu'après avoir été homologué par l'autorité tutélaire.

*fait au nom d'un mineur
l'homologation*

SECTION VII. — Des comptes de tutelle.

ART. 329.

Tout tuteur, autre que le père et la mère, est tenu de rendre ses comptes dès qu'il en est requis, mais au moins tous les trois ans.

Requies, le plus tard possible.

ART. 330.

Le père ou la mère, à moins qu'ils ne soient déchus de la tutelle, ne sont tenus de rendre compte de la tutelle qu'à leurs enfants devenus majeurs ou à leurs ayants-droit.

ART. 331.

Le tuteur qui, après trois sommations faites de quinze en quinze jours, ne rendra pas ses comptes, pourra être poursuivi à teneur des dispositions pénales sur la matière.

ART. 332.

Seront cités pour être présents à la reddition des comptes, le pupille dès l'âge de 16 ans et le nouveau tuteur, si l'ancien doit être remplacé.

Le nouveau tuteur aura qualité pour débattre contradictoirement, au nom du mineur, le compte rendu par le tuteur qui se retire.

ART. 333.

Tout compte de tutelle devra être appuyé des quittances et autres pièces justificatives : les créances, l'inventaire des biens et le compte précédent devront y être annexés.

ART. 334.

Il sera alloué au tuteur toutes dépenses suffisamment justifiées et dont l'objet sera utile.

ART. 335.

Une indemnité sera allouée au tuteur.

Elle sera réglée par l'autorité tutélaire qui prendra pour base de son appréciation le travail du tuteur, l'importance de la tutelle et la fortune du mineur.

ART. 336.

Le tuteur ne peut être tenu de faire des avances au mineur ; ses avances ne lui produiront jamais intérêt, à moins qu'elles n'aient été spécialement autorisées et sous cette condition.

ART. 337.

Un traité qui pourra survenir entre le tuteur et le mineur devenu majeur ou ses ayants-droit, ne dispense point le tuteur de rendre ses comptes conformément aux prescriptions de la présente section.

ART. 338.

Le reliquat dû par le tuteur au pupille ou par celui-ci au tuteur lors du compte définitif rendu par ce dernier, portera intérêt à dater du jour de la libération du tuteur.

L'autorité tutélaire pourra ordonner, cas échéant, les mesures nécessaires pour assurer le paiement du reliquat à celui auquel il est dû.

Il devra toujours le faire pour assurer le paiement du reliquat dû au pupille.

ART. 339.

Si le compte rendu donne lieu à des contestations, elles seront poursuivies et jugées selon les règles fixées par une Loi spéciale sur la matière, qui déterminera en même temps les recours à exercer près des Tribunaux supérieurs selon l'importance des contestations.

ART. 340.

Le tuteur légalement déchargé d'une tutelle est irrévocablement affranchi de toutes réclamations relatives à sa gestion, à l'exception de réclamations concernant des erreurs de calcul qui pourront être redressées en faveur de la partie lésée pendant l'année qui suivra la libération du tuteur.

*L'art. 339 est en vigueur
dans les pays où
il n'y a pas de
tribunaux supérieurs.*

CHAPITRE III. — De l'émancipation.

ART. 341.

Le mineur est émancipé de plein droit par le mariage.

Le mariage est annulé

ART. 342.

Le mineur, même non marié, peut être émancipé par son père, ou, à défaut de son père, par sa mère, lorsqu'il aura atteint l'âge de dix-sept ans révolus.

ART. 343.

La demande en émancipation s'introduira par la déclaration du père ou de la mère devant l'autorité tutélaire, ou par celle du tuteur et des deux plus proches parents du mineur s'il n'a ni père ni mère : si le mineur n'a ni père ni mère, ni parents, le tuteur pourra présenter la demande en émancipation en l'appuyant sur un préavis de la Commune à laquelle appartient son pupille, ou du conseil d'Etat si le mineur est sans commune.

ART. 344.

Un mineur ne peut être émancipé sans son consentement formellement exprimé devant l'autorité tutélaire.

ART. 345.

L'autorité tutélaire, après avoir recueilli les renseignements convenables, prononcera s'il y a lieu à l'émancipation.

Sa décision motivée sera transmise directement au Tribunal supérieur avec les pièces à l'appui.

ART. 346.

Si l'émancipation est prononcée, le jugement sera rendu public en la forme ordinaire.

ART. 347.

Le mineur émancipé jouit de tous les droits qui appartiennent au majeur.

TITRE XI.

De la majorité, de l'interdiction et de la curatelle.

CHAPITRE I. — De la majorité.

ART. 348.

La majorité est fixée à dix-neuf ans accomplis ; à cet âge, on est capable de tous les actes de la vie civile, sauf la restriction portée au Titre du mariage.

CHAPITRE II. — De l'interdiction.

ART. 349.

Le majeur qui est dans un état habituel de démence, de fureur ou d'imbécillité, doit être interdit, même lorsque cet état présente des intervalles lucides.

ART. 350.

L'interdiction peut être prononcée par l'autorité tutélaire, soit sur la demande du conjoint, soit sur celle des parents ou de la Commune à laquelle appartient celui dont on demande l'interdiction, soit enfin sur celle du ministère public.

ART. 351.

Avant de prononcer sur une demande en interdiction, l'autorité tutélaire dressera une enquête pour constater la vérité des faits sur lesquels sera fondée la demande : dans cette enquête seront entendues toutes personnes, parentes ou non parentes, que le juge croira propres à donner des renseignements sur l'état de celui ou celle dont l'interdiction est provoquée.

Le défendeur sera entendu, tant à huis clos devant l'autorité tutélaire, qu'à l'audience et en présence des autres témoins.

ART. 352.

Si l'état de celui dont on provoque l'interdiction exigeait sa séquestration provisoire, le conseil d'Etat pourra l'autoriser au vu du rapport d'un médecin.

Dans ce cas, la Justice de paix déterminera s'il y a lieu à entendre le défendeur ou à le faire entendre par un commissaire.

ART. 353.

Le défendeur aura le droit de se faire assister d'un curateur de son choix pendant l'instruction, moyennant que ce curateur ait les qualités exigées pour remplir cette fonction ; à défaut d'une demande d'assistance, ou dans le cas d'une présentation qui ne serait point agréée, il lui sera nommé d'office un curateur *ad hoc*.

ART. 354.

Le jugement rendu, le procès-verbal d'enquêtes et les pièces à l'appui seront transmis au Tribunal de première instance dans les huit jours de la date du jugement.

ART. 355.

Toutes parties intéressées pourront pendant cette huitaine présenter au Tribunal et par écrit les observations qu'elles jugeront nécessaires, et demander un supplément d'enquêtes en indiquant spécialement les faits qu'elles entendent prouver et les nouveaux témoins dont elles désirent l'audition.

ART. 356.

Le Tribunal statuera sans recours sur la demande en supplément d'enquêtes, y fera procéder s'il y a lieu, et prononcera la réforme ou la confirmation du premier jugement.

Le jugement du Tribunal de première instance sera transmis avec les pièces au Tribunal supérieur, qui le confirmera ou le réformera sans autre instruction. Sa sentence sera prononcée à l'audience et publiée, si l'interdiction est accordée.

ART. 357.

Si le cas paraît l'exiger, l'autorité tutélaire pourra nommer dès l'introduction de la demande un curateur provisoire au défendeur pour l'administration de ses biens, sans préjudice aux dispositions de l'art. 353.

Cette nomination sera rendue publique et assimilera le défendeur aux mineurs pendant toute la durée de l'instruction.

Le curateur provisoire remplira, cas échéant, les fonctions du curateur d'office prévu à l'art. 353.

ART. 358.

Nonobstant la nomination du curateur d'office et *ad hoc*, prévu art. 353, le défendeur demeurera maître de ses droits, si un curateur provisoire ne lui a point été nommé.

ART. 359.

L'interdit est assimilé au mineur pour sa personne et pour ses biens : les Lois sur la tutelle des mineurs s'appliqueront à la tutelle des interdits.

Toutefois le mari sera toujours de plein droit le tuteur de sa femme interdite.

ART. 360.

L'interdiction cesse avec les causes qui l'ont déterminée; mais elle devra être levée en la même forme qu'elle a été prononcée.

CHAPITRE. III. — De la curatelle.

ART. 361.

Toute personne majeure qui, sans être précisément dans l'un des cas prévus par le Chapitre précédent, serait cependant jugée prodigue ou incapable d'administrer ses biens, pourra être placée sous curatelle.

Il sera procédé à son égard de la même manière qu'il a été prescrit dans le précédent Chapitre, sans cependant qu'il puisse être donné au défendeur un curateur provisoire, sinon sur sa demande ou de son consentement.

Toutefois, si dans la huitaine du jugement rendu par le Tribunal de première instance, il n'est pas intervenu d'appel de la part du défendeur ou du ministère public, le jugement demeurera définitif.

ART. 362.

Toute personne majeure qui croirait utile à ses intérêts d'être placée sous curatelle, soit à cause de son âge, de maladies, ou pour tout autre motif analogue, pourra demander un curateur à l'autorité tutélaire, et lui présenter la personne qu'elle désirera voir revêtir de cette fonction.

ART. 363.

Si la demande est accueillie, le curateur présenté devra toujours être agréé, à moins qu'il ne soit exclu de la tutelle à teneur des dispositions contenues au Chapitre II, Section V du Titre.

ART. 364.

Nul n'est tenu d'accepter une curatelle déferée dans le cas prévu aux deux articles précédents.

ART. 365.

Toute personne majeure qui, à teneur de l'art. 362, aura été pourvue d'un curateur, pourra en tout temps rentrer dans ses droits et demander à être libérée de la curatelle. Sa demande lui sera toujours accordée; mais le curateur qui aura accepté cette curatelle volontaire, ne pourra, à moins d'excuses légales, en être déchargé avant trois années sans le consentement du pupille.

ART. 366.

Les Lois sur la tutelle des mineurs s'appliquent à la curatelle des majeurs.

LIVRE II.

Des biens et des différentes modifications de la propriété.

TITRE I^{er}.

De la distinction des biens.

ART. 367.

Tous les biens sont meubles ou immeubles.

CHAPITRE I^{er}. — Des immeubles.

ART. 368.

Les biens sont immeubles ou par leur nature, ou par leur destination, ou par l'objet auquel ils s'appliquent.

ART. 369.

Les fonds de terre et les bâtiments sont immeubles par leur nature.

ART. 370.

Les moulins ou autres usines fixées sur des piliers et faisant partie du bâtiment, sont aussi immeubles par leur nature.

ART. 371.

Les récoltes pendantes par les racines et les fruits des arbres non encore recueillis sont pareillement immeubles.

Dès que les grains sont coupés et les fruits détachés, quoique non enlevés, ils sont meubles.

Si une partie seulement de la récolte est coupée, cette partie seule est meuble.

ART. 372.

Les bois, taillis ou futaies, ne deviennent meubles qu'au fur et à mesure que les arbres sont abattus.

ART. 373.

Les tuyaux servant à la conduite des eaux dans une maison ou autre héritage, sont immeubles et font partie du fonds auquel ils sont attachés.

ART. 374.

Sont immeubles par destination, tous effets mobiliers que le propriétaire a attachés au fonds à perpétuelle demeure.

ART. 375.

Le propriétaire est censé avoir attaché à son fonds des objets mobiliers à perpétuelle demeure, quand ils y sont scellés en plâtre ou à chaux ou à ciment, ou lorsqu'ils ne peuvent être détachés sans être fracturés ou détériorés, ou sans briser ou détériorer la partie du fonds à laquelle ils sont attachés.

Les glaces d'un appartement sont censées mises à perpétuelle demeure, lorsque le parquet sur lequel elles sont attachées fait corps avec la boiserie.

Il en est de même des tableaux et autres ornements.

Quant aux statues, elles sont immeubles lorsqu'elles sont placées dans une niche pratiquée exprès pour les recevoir, encore qu'elles puissent être enlevées sans fractures ou détériorations.

ART. 376.

Sont aussi immeubles par destination les ustensiles nécessaires à l'exploitation des usines, telles que forges, papiers, moulins, etc.

ART. 377.

Sont immeubles par l'objet auxquels ils s'appliquent :

L'usufruit des choses immobilières ;

Les servitudes ou services fonciers ;

Les actions qui tendent à revendiquer un immeuble.

CHAPITRE II. — Des meubles.

ART. 378.

Les biens sont meubles par leur nature ou par la détermination de la Loi.

ART. 379.

Sont meubles par leur nature, les corps qui peuvent se transporter d'un lieu à un autre, soit qu'ils se meuvent par eux-mêmes, comme les animaux, soit qu'ils ne puissent changer de place que par l'effet d'une force étrangère, comme les choses inanimées.

ART. 380.

Sont meubles par la détermination de la Loi, les obligations et actions qui ont pour objet des sommes exigibles ou des effets mobiliers, les actions ou intérêts dans les compagnies de finance, de commerce ou d'industrie, encore que des immeubles dépendants de ces entreprises appartiennent aux compagnies, à moins que ces immeubles ne fussent eux-mêmes l'objet du commerce ou de l'industrie. Ces ac-

ions ou intérêts sont réputés meubles à l'égard de chaque associé seulement, tant que dure la Société.

Sont aussi meubles par la détermination de la Loi, les rentes perpétuelles (*) ou viagères.

ART. 381.

Les bateaux, bacs, bains sur bateaux et généralement toutes usines non fixées par des piliers et ne faisant point partie de la maison, sont meubles.

ART. 382.

Les matériaux provenant de la démolition d'un édifice, ceux assemblés pour en construire un nouveau, sont meubles jusqu'à ce qu'ils soient employés par l'ouvrier dans une construction.

ART. 383.

Le mot *meuble*, employé seul dans les dispositions de la Loi ou de l'homme, sans autre addition ni désignation, ne comprend pas l'argent comptant, les pierreries, les dettes actives, les livres, les médailles, les instruments des sciences, des arts et métiers, le linge de corps, les chevaux, équipages, armes, grains, vins, foin et autres denrées; il ne comprend pas aussi ce qui fait l'objet d'un commerce.

Néanmoins le mot *meuble* comprend toutes ces choses, lorsque dans un acte il est employé par opposition au mot *immeuble*.

ART. 384.

Les mots *meubles meublants* ne comprennent que les meubles destinés à l'usage et à l'ornement des appartements, comme tapisseries, lits, sièges, glaces, pendules, tables, porcelaines et autres objets de cette nature.

Les statues et tableaux qui font partie du meuble d'un appartement y sont aussi compris, mais non les collections de tableaux qui peuvent être dans les galeries ou pièces particulières.

Il en est de même des porcelaines: celles seulement qui font partie de la décoration d'un appartement, sont comprises sous la dénomination de *meubles meublants*.

ART. 385.

L'expression *biens meubles*, celles de *mobilier* et d'*effets mobiliers*, comprennent généralement tout ce qui est censé meuble d'après les règles ci-dessus établies.

La vente ou le don d'une maison meublée ne comprend que les meubles meublants.

(*) Toute rente perpétuelle est essentiellement rachetable (Liv. III).

*l'argent comptant, qui n'est pas employé en commerce
admission au mariage*

*Communément exigence de la loi, grand de
meubles et effets.*

ART. 386.

La vente ou le don d'une maison, avec tout ce qui s'y trouve, ne comprend pas l'argent comptant ni les dettes actives et autres droits dont les titres peuvent être déposés dans la maison; tous les autres effets mobiliers y sont compris.

CHAPITRE III. — Des biens dans leur rapport avec ceux qui les possèdent.

ART. 387.

Les particuliers ont la libre disposition des biens qui leur appartiennent, sous les modifications établies par les Lois.

Les biens qui n'appartiennent pas à des particuliers, sont administrés et ne peuvent être aliénés que dans les formes et suivant les règles qui leur sont propres.

ART. 388.

Les chemins, routes et rues, les rivières, les cours d'eau, les lacs, les rives et les rivages, les ports et généralement toutes les portions du territoire neuchâtelois qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée, sont considérés comme dépendances du domaine public.

ART. 389.

Les biens communaux sont ceux à la propriété ou au produit desquels les membres d'une Commune ont un droit acquis.

ART. 390.

Tous les biens vacants et sans maîtres et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers, ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent au domaine public.

ART. 391.

On peut avoir sur les biens ou un droit de propriété, ou un simple droit de jouissance, ou seulement des services fonciers à prétendre.

TITRE II.

De la propriété.

ART. 392.

La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les Lois ou par les Règlements.

ART. 393.

Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité.

ART. 394.

La propriété d'une chose, soit mobilière, soit immobilière, donne droit sur tout ce qu'elle produit et sur ce qui s'y unit accessoirement, soit naturellement, soit artificiellement.

Ce droit s'appelle *droit d'accession*.

CHAPITRE I. — Du droit d'accession sur ce qui est produit par la chose.

ART. 395.

Les fruits naturels ou industriels de la terre,
Les fruits civils,
Le croît des animaux,
appartiennent au propriétaire par droit d'accession.

ART. 396.

Les fruits produits par la chose n'appartiennent au propriétaire qu'à la charge de rembourser les frais des labours, travaux et semences faits par des tiers.

ART. 397.

Le simple possesseur ne fait les fruits siens que dans le cas où il possède de bonne foi : dans le cas contraire, il est tenu de rendre les produits avec la chose du propriétaire qui la revendique.

ART. 398.

Le possesseur est de bonne foi quand il possède comme propriétaire, en vertu d'un titre translatif de propriété dont il ignore les vices.

Il cesse d'être de bonne foi, du moment où ces vices lui sont connus.

CHAPITRE II. — Du droit d'accession sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose.

ART. 399.

Tout ce qui s'unit et s'incorpore à la chose appartient au propriétaire, suivant les règles qui seront ci-après établies.

SECTION I. — *Du droit d'accession relativement aux choses immobilières*

ART. 400.

La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous.

Le propriétaire peut faire au dessus toutes les plantations et constructions qu'il juge à propos, sauf les exceptions établies au Titre des servitudes ou services fonciers.

Il peut faire au dessous toutes les constructions et fouilles qu'il jugera à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir, sauf les modifications résultant des droits de l'Etat et des Lois et Règlements relatifs aux mines, ainsi que des Lois et Règlements de police.

ART. 401.

Toutes constructions, plantations et ouvrages sur un terrain ou dans l'intérieur, sont présumés faits par le propriétaire à ses frais et lui appartenir, si le contraire n'est prouvé; sans préjudice de la propriété qu'un tiers pourrait avoir acquise ou pourrait acquérir par prescription, soit d'un souterrain sous le bâtiment d'autrui, soit de toute autre partie du bâtiment.

ART. 402.

Le propriétaire du sol qui a fait des constructions, plantations et ouvrages avec des matériaux qui ne lui appartaient pas, doit en payer la valeur; il peut aussi être condamné à des dommages-intérêts, s'il y a lieu; mais le propriétaire des matériaux n'a pas le droit de les enlever.

ART. 403.

Lorsque les plantations, constructions et ouvrages ont été faits par un tiers et avec ses matériaux, le propriétaire du fonds a droit ou de les retenir ou d'obliger ce tiers à les enlever.

Si le propriétaire du fonds demande la suppression des plantations et constructions, elle est aux frais de celui qui les a faites, sans aucune indemnité pour lui; il peut même être condamné à des dommages-

intérêts, s'il y a lieu, pour le préjudice que peut avoir éprouvé le propriétaire du fonds.

Si le propriétaire préfère conserver ces plantations et constructions, il doit le remboursement de la valeur des matériaux et du prix de la main-d'œuvre, sans égard à la plus ou moins grande augmentation de valeur que le fonds a pu recevoir. Néanmoins, si les plantations, constructions et ouvrages ont été faits par un tiers évincé, qui n'aurait pas été condamné à la restitution des fruits, attendu sa bonne foi, le propriétaire ne pourra demander la suppression des dits ouvrages, plantations et constructions : mais il aura le choix ou de rembourser la valeur des matériaux et du prix de main-d'œuvre, ou de rembourser une somme égale à celle dont le fonds a augmenté de valeur, quel que soit d'ailleurs le prix des matériaux et de la main-d'œuvre.

ART. 404.

Les attérissements et accroissements qui se forment successivement et imperceptiblement aux fonds riverains d'une rivière, s'appellent *alluvion*.

L'alluvion profite au propriétaire riverain, à la charge de laisser le marchepied ou chemin de hallage, conformément à l'usage ou aux Règlements.

ART. 405.

Il en est de même des relais que forme l'eau courante qui se retire insensiblement de l'une de ses rives en se portant sur l'autre : le propriétaire de la rive découverte profite de l'alluvion, sans que le riverain du côté opposé y puisse venir réclamer le terrain qu'il a perdu.

ART. 406.

L'alluvion n'a pas lieu à l'égard des lacs et des étangs : alors même que le volume de l'eau vient à diminuer, leurs propriétaires conservent toujours le terrain que l'eau recouvre, savoir :

Pour les étangs, quand l'eau est à la hauteur de la décharge ;

Pour les lacs quand l'eau est à sa plus grande hauteur.

Réciproquement, le propriétaire de l'étang ou du lac n'acquiert aucun droit sur les terres riveraines que son eau vient à couvrir dans des crues extraordinaires.

ART. 407.

Si une rivière ou un courant d'eau enlève par une force subite une partie considérable et reconnaissable d'un terrain riverain, et la porte vers un terrain inférieur ou sur la rive opposée, le propriétaire de la partie enlevée peut réclamer sa propriété, mais il est tenu de former sa demande dans l'année : après ce délai, il n'y sera plus recevable, à moins que le propriétaire du terrain auquel la partie enlevée a été unie, n'eût pas encore pris possession de celle-ci.

ART. 408.

Si la violence des eaux ou quelque autre événement a enlevé une partie du terrain et l'a portée sur le fonds d'autrui, le propriétaire de ce fonds conservera l'étendue de ses anciennes limites ; mais le propriétaire du terrain enlevé, si ce terrain est reconnaissable, peut, dans les six mois, en reprendre ce qui lui appartient, toutefois en indemnisant le propriétaire du fonds couvert de tous dommages causés par l'enlèvement des terres.

ART. 409.

Les îles ou îlots formés dans le lit des rivières appartiennent à l'Etat, si l'envahissement des terrains riverains par l'eau n'est pas la cause de leur formation.

Ces îles ou îlots appartiennent aux propriétaires riverains dans la proportion du terrain qu'ils auront perdu, s'ils ont été formés par l'envahissement des eaux ; cependant l'Etat peut toujours faire opérer sans indemnité aux propriétaires riverains les travaux nécessaires pour replacer la rivière dans son lit primitif.

ART. 410.

Si une rivière, en se formant un bras nouveau, coupe et embrasse le champ d'un propriétaire riverain et en fait une île, ce propriétaire conserve la propriété de son champ, encore qu'il soit devenu une île.

ART. 411.

Si une rivière se forme un nouveau cours en abandonnant son ancien lit, les propriétaires des champs nouvellement occupés prennent à titre d'indemnité l'ancien lit abandonné, dans la proportion du terrain qui leur a été enlevé.

SECTION II. — *Du droit d'accession relativement aux choses mobilières.*

ART. 412.

Le droit d'accession, quand il a pour objet deux choses mobilières appartenant à deux maîtres différents, est entièrement subordonné aux principes de l'équité naturelle.

Les règles suivantes serviront d'exemple au juge pour se déterminer dans les cas non prévus, suivant les circonstances particulières.

ART. 413.

Lorsque deux choses appartenant à différents maîtres qui ont été unies de manière à former un tout, sont néanmoins séparables, en sorte que l'une puisse subsister sans l'autre, le tout appartient au maître de la chose qui forme la partie principale, à la charge de payer à l'autre la valeur de la chose qui a été unie.

ART. 414.

Est réputée partie principale celle à laquelle l'autre n'a été unie que pour l'usage, l'ornement ou le complément de la première.

ART. 415.

Néanmoins, quand la chose unie est beaucoup plus précieuse que la chose principale, et quand elle a été employée à l'insu du propriétaire, celui-ci peut demander que la chose unie soit séparée pour lui être rendue, même quand il pourrait en résulter quelque dégradation de la chose à laquelle elle a été jointe.

ART. 416.

Si de deux choses unies pour former un seul tout, l'une ne peut point être regardée comme l'accessoire de l'autre, celle-là est réputée principale qui est la

adjoinctum

plus considérable en valeur, ou en volume si les valeurs sont à peu près égales.

ART. 417.

Si un artisan ou une personne quelconque a employé une matière qui ne lui appartenait pas, à former une chose d'une nouvelle espèce, soit que la matière puisse ou non reprendre sa première forme, celui qui en était le propriétaire a le droit de réclamer la chose qui en a été formée en remboursant le prix de la main-d'œuvre.

Spécialisation

ART. 418.

Si cependant la main-d'œuvre était tellement importante qu'elle surpassât de beaucoup la valeur de la matière employée, l'industrie serait alors réputée la partie principale, et l'ouvrier aurait le droit de retenir la chose travaillée en remboursant le prix de la matière au propriétaire.

ART. 419.

Lorsqu'une personne a employé en partie la matière qui lui appartenait et en partie celle qui ne lui appartenait pas, à former une chose d'une espèce nouvelle, sans que ni l'une ni l'autre des deux matières soit entièrement détruite, mais de manière qu'elles ne puissent pas se séparer sans inconvénient, la chose est commune aux deux propriétaires, en raison, quant à l'un, de la matière qui lui appartenait : quant à l'autre, en raison à la fois de la matière qui lui appartenait et du prix de sa main-d'œuvre.

ART. 420.

Lorsqu'une chose a été formée par le mélange de plusieurs matières appartenant à différents propriétaires, mais dont aucune ne peut être regardée comme la matière principale, si les matières peuvent être séparées, celui à l'insu duquel les matières ont été mélangées peut en demander la division.

Coopération

Si les matières ne peuvent plus être séparées sans inconvénient, ils en acquièrent en commun la propriété dans la proportion de la quantité, de la qualité et de la valeur des matières appartenant à chacun d'eux.

ART. 421.

Si la matière appartenant à l'un des propriétaires était de beaucoup supérieure à l'autre par la quantité et le prix, en ce cas, le propriétaire de la matière supérieure en valeur pourrait réclamer la chose provenue du mélange, en remboursant à l'autre la valeur de sa matière.

ART. 422.

Lorsque la chose reste en commun entre les propriétaires des matières dont elle a été formée, elle doit être vendue au profit commun.

ART. 423.

Dans tous les cas où le propriétaire dont la matière a été employée à son insu à former une chose d'une autre espèce, peut réclamer la propriété de cette chose, il a le choix de demander la restitution de la matière en même nature, quantité, poids, mesure et bonté, ou sa valeur.

ART. 424.

Ceux qui auront employé des matières appartenant à d'autres et à leur insu, pourront aussi être condamnés à des dommages-intérêts, s'il y a lieu, sans préjudice des poursuites criminelles ou correctionnelles, selon les cas.

TITRE III.

De l'usufruit, de l'usage et de l'habitation.

CHAPITRE I. — De l'usufruit.

ART. 425.

L'usufruit est le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété, comme le propriétaire lui-même, mais à la charge d'en conserver la substance.

ART. 426.

L'usufruit est établi par la Loi ou par la volonté de l'homme.

ART. 427.

L'usufruit peut être établi ou purement, ou à certains jours, ou à condition.

ART. 428.

Il peut être établi sur toute espèce de biens, meubles ou immeubles.

SECTION I. — Des droits de l'usufruitier.

ART. 429.

L'usufruitier a le droit de jouir de toute espèce de fruits, soit naturels, soit industriels, soit civils, que peut produire l'objet dont il a l'usufruit.

ART. 430.

Les fruits naturels sont ceux qui sont le produit spontané de la terre; le produit et le croît des animaux sont aussi des fruits naturels.

Les fruits industriels d'un fonds sont ceux qu'on obtient par la culture.

Les fruits civils sont les loyers des maisons, les intérêts des sommes exigibles, les arrérages des rentes.

Les prix des baux à ferme sont aussi rangés dans la classe des fruits civils.

ART. 431.

Les fruits naturels et industriels, pendants par branches ou par racines au moment où l'usufruit est ouvert, appartiennent à l'usufruitier.

Ceux qui sont dans le même état au moment où l'usufruit finit, appartiennent au propriétaire sans récompense de part ni d'autre des labours et des semences, mais aussi sans préjudice de la portion des fruits qui pourrait être acquise au colon partiaire (*granger, moiteressier*), s'il en existait un au commencement ou à la fin de l'usufruit.

ART. 432.

Les fruits civils sont réputés s'acquérir jour par jour et appartiennent à l'usufruitier, à proportion de la durée de son usufruit. Cette règle s'applique aux prix des baux à ferme comme aux loyers des maisons et autres fruits civils.

ART. 433.

Si l'usufruit comprend des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer, comme l'argent, les

L'usufruit est un droit réel

grains, les liqueurs, l'usufruitier a le droit de s'en servir, mais à la charge d'en rendre pareille quantité, qualité et valeur, ou leur estimation, à la fin de l'usufruit.

ART. 434.

Si l'usufruit comprend des choses qui, sans se consommer de suite, se détériorent peu à peu par l'usage, comme du linge, des meubles meublants, l'usufruitier a le droit de s'en servir pour l'usage auquel elles sont destinées, et n'est obligé de les rendre, à la fin de l'usufruit, que dans l'état où elles se trouvent, non détériorées par son dol ou par sa faute.

ART. 435.

Si l'usufruit comprend des bois taillis, l'usufruitier est tenu d'observer l'ordre et la quotité des coupes, conformément à l'aménagement ou à l'usage constant des propriétaires, sans indemnité toutefois en faveur de l'usufruitier ou de ses héritiers pour les coupes ordinaires, soit de taillis, soit de baliveaux, soit de futaies, qu'il n'aurait pas faites pendant sa jouissance.

Les arbres qu'on peut tirer d'une pépinière, sans la dégrader, ne font aussi partie de l'usufruit qu'à la charge par l'usufruitier de se conformer aux usages des lieux pour le remplacement.

ART. 436.

L'usufruitier profite encore, toujours en se conformant aux époques et à l'usage des anciens propriétaires, des parties de bois de haute futaie qui ont été mises en coupes réglées, soit que ces coupes se fassent périodiquement sur une certaine étendue de terrain, soit qu'elles se fassent d'une certaine quantité d'arbres pris indistinctement sur toute la surface du domaine.

ART. 437.

Si les bois compris dans l'usufruit ne se trouvent point dans les conditions prévues aux art. 435 et 436, l'usufruitier pourra couper annuellement une quantité de bois qui soit tout à la fois en rapport avec l'état de la forêt et avec le capital qu'elle représente, sans

cependant que cette quantité puisse jamais dépasser l'intérêt du capital représenté par la forêt, ni excéder le produit naturel de cette forêt, alors même que ce produit serait inférieur à l'intérêt du capital représenté.

ART. 438.

Si, dans le cas prévu à l'article précédent, la quantité n'a point été déterminée de gré à gré au commencement de l'usufruit, l'usufruitier ne pourra faire des coupes dans la forêt avant que l'étendue de son droit n'ait été contradictoirement déterminée par le Tribunal du district, après l'audition de tels experts qu'il aura jugé convenable de nommer, sous peine de tous dommages-intérêts et même de déchéance de l'usufruit sur la forêt dans le cas où l'usufruitier en aurait mésusé.

ART. 439.

L'usufruitier peut, soit user annuellement du droit qui lui aura été reconnu, soit cumuler ses droits annuels en une seule coupe; mais s'il n'a pas usé annuellement des droits qui lui auront été reconnus, ou si, avant que l'usufruit ait pris fin, il n'a pas effectué la coupe cumulative, ni lui ni ses héritiers n'auront d'indemnité à réclamer pour les coupes qu'ils auraient pu faire.

ART. 440.

Les arbres fruitiers qui meurent, ceux même qui sont arrachés ou brisés par accident, appartiennent à l'usufruitier, à la charge de les remplacer par d'autres.

ART. 441.

L'usufruitier peut jouir par lui-même, donner à ferme à un autre, ou même vendre ou céder son droit à titre gratuit. S'il donne à ferme, le propriétaire et le fermier pourront réciproquement, à la fin de l'usufruit, résilier le bail en se conformant aux règles prescrites pour les congés par le présent Code.

ART. 442.

L'usufruitier jouit de l'augmentation survenue par alluvion à l'objet dont il a l'usufruit.

*Le cas prévu
+ sans exception majeure
L'usufruitier a une contestation la propriété
l'usufruitier a eu l'usage de procéder
sans qu'il y ait eu aucune exception majeure
dans l'usufruit.*

ART. 443.

Il jouit des droits de servitude, de passage et généralement de tous les droits dont le propriétaire peut jouir, et il en jouit comme le propriétaire lui-même.

ART. 444.

Il jouit aussi de la même manière que le propriétaire des mines et carrières qui sont en exploitation à l'ouverture de l'usufruit; néanmoins, s'il s'agit d'une exploitation qui ne puisse être faite sans une concession, l'usufruitier ne pourra en jouir qu'après en avoir obtenu la permission.

ART. 445.

Il jouit des tourbières comprises dans l'usufruit, qu'elles soient ou non en exploitation, de la même manière qu'il a été prescrit, art. 437, 438 et 439, pour les bois.

ART. 446.

Il n'a aucun droit aux mines et carrières non encore ouvertes, ni au trésor qui pourrait être découvert pendant la durée de l'usufruit.

ART. 447.

Le propriétaire ne peut, par son fait, ni de quelque manière que ce soit, nuire aux droits de l'usufruitier.

De son côté, l'usufruitier ne peut, à la cessation de l'usufruit, réclamer aucune indemnité pour les améliorations qu'il prétendrait avoir faites, encore que la valeur de la chose en fût augmentée.

Il peut cependant, ou ses héritiers, enlever les glaces, tableaux et autres ornements qu'il aurait fait placer, mais à la charge de rétablir les lieux dans leur premier état.

SECTION II. — Des obligations de l'usufruitier.

ART. 448.

L'usufruitier prend les choses dans l'état où elles sont; il peut être requis par le propriétaire de dresser inventaire des biens meubles et de l'état des immeubles, comme aussi il peut requérir le propriétaire de procéder contradictoirement à cet inventaire.

et promises

De qui?

*Le propriétaire a le droit de nuire au usufruitier
à l'exception de ce qui est expressément stipulé*

ART. 449.

Il donne caution de jouir en bon père de famille, s'il n'en est dispensé par l'acte ou la disposition législative qui a constitué l'usufruit; cependant les père et mère ayant l'usufruit légal du bien de leurs enfants, le vendeur ou le donateur sous réserve d'usufruit ne sont pas tenus de donner caution.

Les obligations de l'époux survivant, en ce qui touche les garanties à donner pour l'usufruit, sont réglées au Livre III du présent Code.

ART. 450.

Si l'usufruitier ne trouve pas de caution, les immeubles sont donnés à ferme; les sommes comprises dans l'usufruit sont placées, les denrées sont vendues et le prix en provenant est pareillement placé.

Les intérêts de ces sommes et les prix des fermes appartiennent à l'usufruitier.

ART. 451.

A défaut de caution de la part de l'usufruitier, le propriétaire peut exiger que les meubles qui dépérissent par l'usage soient vendus pour le prix en être placé comme celui des denrées, et alors l'usufruitier jouit de l'intérêt pendant son usufruit. Cependant l'usufruitier pourra demander et les juges pourront ordonner, suivant les circonstances, qu'une partie des meubles nécessaires pour son usage lui soit délaissée, sous sa simple caution juratoire et à la charge de les représenter à l'extinction de l'usufruit.

ART. 452.

Le retard de donner caution ne prive pas l'usufruitier des fruits auxquels il peut avoir droit; ils lui sont dus du moment où l'usufruit a été ouvert.

ART. 453.

L'usufruitier n'est tenu qu'aux réparations d'entretien.

Les grosses réparations demeurent à la charge du propriétaire, à moins qu'elles n'aient été occasionnées par le défaut de réparations d'entretien depuis l'ouverture de l'usufruit, auquel cas l'usufruitier en est aussi tenu.

*L'usufruitier ne peut pas demander la restitution des fruits
lorsqu'il n'a pas donné caution - il ne peut pas demander la restitution
des fruits qu'il a perçus sans caution. Les fruits perçus sans caution
sont perdus pour lui.*

ART. 454.

Les grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières ;

Celui des digues et des murs de soutènement et de clôture aussi en entier ; la reconstruction à neuf des aqueducs servant aux usines.

Toutes les autres réparations sont d'entretien.

ART. 455.

Ni le propriétaire, ni l'usufruitier, ne sont tenus de rebâtir ce qui est tombé de vétusté ou ce qui a été détruit par cas fortuit.

ART. 456.

L'usufruitier est tenu pendant sa jouissance de toutes les charges annuelles de l'héritage, telles que les contributions et autres qui, dans l'usage, sont censées charge des fruits.

ART. 457.

A l'égard des charges qui peuvent être imposées sur la propriété pendant la durée de l'usufruit, l'usufruitier et le propriétaire y contribuent ainsi qu'il suit :

Le propriétaire est obligé de les payer, et l'usufruitier doit lui tenir compte des intérêts.

Si elles sont avancées par l'usufruitier, il a la répétition du capital à la fin de l'usufruit.

ART. 458.

Le legs fait par un testateur d'une rente viagère ou pension alimentaire doit être acquitté par l'usufruitier dans son intégrité, si l'usufruit porte sur la totalité des biens : elle est acquittée par l'usufruitier qui ne jouit que d'une quotité des biens, dans la proportion de sa jouissance.

ART. 459.

L'usufruitier de l'universalité des biens ou d'une quote-part des biens doit contribuer au paiement des dettes avec le propriétaire ainsi qu'il suit :

On estime la valeur des biens sujets à usufruit ; on fixe ensuite la contribution aux dettes à raison de cette valeur.

*Sont en général des grosses réparations
les digues, soutènements, murs.*

*Il n'y a pas de contribution
et de cas fortuit car l'usufruitier
l'usufruit.*

*Si l'usufruitier ne jouit pas
de la totalité des biens, il ne
peut pas être tenu de payer
les dettes des biens qui ne
sont pas sous son usufruit.*

Si l'usufruitier veut avancer la somme pour laquelle les biens doivent contribuer, le capital lui en est restitué à la fin de l'usufruit, sans aucun intérêt.

Si l'usufruitier ne veut pas faire cette avance, le propriétaire a le choix, ou de payer cette somme, et, dans ce cas, l'usufruitier lui tient compte des intérêts pendant la durée de l'usufruit, ou de faire vendre jusqu'à due concurrence une portion des biens soumis à l'usufruit.

ART. 460.

L'usufruitier n'est tenu que des frais de procès qui concernent la jouissance et des autres condamnations auxquelles ces procès pourraient donner lieu.

ART. 461.

Si pendant la durée de l'usufruit, un tiers commet quelque usurpation sur le fonds ou attente autrement aux droits du propriétaire, l'usufruitier est tenu de le dénoncer à celui-ci et de faire les actes conservatoires nécessaires : faute de ce, il est responsable de tout le dommage qui peut en résulter pour le propriétaire, comme il le serait de dégradations commises par lui-même.

ART. 462.

Si l'usufruit n'est établi que sur un animal qui vient à périr sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est pas tenu d'en rendre un autre, ni d'en payer l'estimation.

ART. 463.

Si le troupeau sur lequel un usufruit a été établi périt entièrement par accident ou par maladie et sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est tenu envers le propriétaire que de lui rendre compte des cuirs ou de leur valeur.

Si le troupeau ne périt pas entièrement, l'usufruitier est tenu de remplacer, jusqu'à concurrence du croît, les têtes des animaux qui ont péri.

SECTION III. — Comment l'usufruit prend fin.

ART. 464.

L'usufruit s'éteint :

Par la mort naturelle;

Par l'expiration du temps pour lequel il a été accordé;

Par la consolidation ou la réunion sur la même tête des deux qualités d'usufruitier et de propriétaire;

Par le non-usage du droit pendant trente ans;

Par la perte totale de la chose sur laquelle l'usufruit est établi.

ART. 465.

Si cependant la chose perdue était assurée contre l'événement qui l'a détruite, soit par l'usufruitier, soit par le propriétaire, l'usufruitier aura la jouissance de l'indemnité payée, si les primes d'assurance ont été payées par lui.

Le propriétaire ne peut s'opposer au paiement des primes d'assurance par l'usufruitier.

ART. 466.

Dans le cas où il y aurait lieu à l'application de l'article précédent, le propriétaire pourra exiger le emploi sur un immeuble équivalent de l'indemnité payée, ou le placement de cette indemnité, sans qu'il soit loisible à l'usufruitier d'en opérer ou d'en recevoir le remboursement.

ART. 467.

Si le propriétaire veut appliquer le paiement de l'indemnité au rétablissement de l'objet détruit et assuré, l'usufruitier ne peut s'y opposer, ni réclamer d'indemnité pour le temps pendant lequel il sera privé de sa jouissance; mais l'intérêt est dû à l'usufruitier depuis le moment où l'indemnité est disponible jusqu'à celui où auront commencé les travaux de rétablissement. Il lui sera encore dû après l'échéance du temps reconnu nécessaire pour l'accomplissement des travaux, si, à cette époque, ces travaux n'étaient pas achevés et l'usufruitier mis en jouissance de l'objet rétabli.

ART. 468.

L'usufruit peut aussi cesser par l'abus que l'usufruitier fait de sa jouissance, soit en commettant des dégradations sur le fonds, soit en le laissant dépérir faute d'entretien.

Les créanciers de l'usufruitier peuvent intervenir dans les contestations, pour la conservation de leurs droits; ils peuvent offrir la réparation des dégradations commises et des garanties pour l'avenir.

renonciation - déchéance pour non-usage - prescription -

Les juges peuvent, suivant la gravité des circonstances, ou prononcer l'extinction absolue de l'usufruit ou n'ordonner la rentrée du propriétaire dans la jouissance de l'objet qui en est grevé, que sous la charge de payer annuellement à l'usufruitier ou à ses ayants-cause une somme déterminée jusqu'à l'instant où l'usufruit aurait dû cesser.

ART. 469.

L'usufruit qui n'est pas accordé à des particuliers ne dure que trente ans.

ART. 470.

L'usufruit accordé jusqu'à ce qu'un tiers ait atteint un âge fixe, dure jusqu'à cette époque, encore que le tiers soit mort avant l'âge fixé.

ART. 471.

La vente de la chose sujette à usufruit ne fait aucun changement dans le droit de l'usufruitier; il continue de jouir de son usufruit s'il n'y a pas formellement renoncé.

ART. 472.

Les créanciers de l'usufruitier peuvent faire annuler la renonciation qu'il aurait faite à leur préjudice.

ART. 473.

Si une partie seulement de la chose soumise à usufruit est détruite, l'usufruit se conserve sur ce qui reste, sans préjudice des dispositions contenues aux articles 465, 466 et 467.

ART. 474.

Si l'usufruit n'est établi que sur un bâtiment et que ce bâtiment soit détruit par un incendie ou un autre accident, ou qu'il s'écroule de vétusté, l'usufruitier n'aura le droit de jouir ni du sol, ni des matériaux.

Si l'usufruit était établi sur un domaine dont le bâtiment faisait partie, l'usufruitier jouirait du sol et des matériaux.

Le tout, indépendamment des droits réservés par les articles 465, 466 et 467.

CHAPITRE II. — De l'usage et de l'habitation.

ART. 475.

Les droits d'usage et d'habitation s'établissent et se perdent de la même manière que l'usufruit.

ART. 476.

On ne peut en jouir comme dans le cas de l'usufruit, sans donner préalablement caution et sans faire des états

ou inventaires, à moins de conventions ou de dispositions législatives contraires.

ART. 477.

L'usager et celui qui a un droit d'habitation, doivent jouir en bons pères de famille.

ART. 478.

Les droits d'usage et d'habitation se règlent par le titre qui les a établis et reçoivent, d'après ses dispositions, plus ou moins d'étendue.

ART. 479.

Si le titre ne s'explique pas sur l'étendue de ces droits, ils sont réglés ainsi qu'il suit :

ART. 480.

Celui qui a l'usage des fruits d'un fonds ne peut en exiger qu'autant qu'il lui en faut pour ses besoins et ceux de sa famille.

Il peut en exiger pour les besoins même des enfants qui lui sont survenus depuis la concession de l'usage.

ART. 481.

L'usager ne peut céder ni louer son droit à un autre.

ART. 482.

Celui qui a un droit d'habitation dans une maison, peut y demeurer avec sa famille, quand même il n'aurait pas été marié à l'époque où ce droit lui a été donné.

ART. 483.

Le droit d'habitation se restreint à ce qui est nécessaire pour l'habitation de celui à qui ce droit est concédé et de sa famille.

ART. 484.

Le droit d'habitation ne peut être ni cédé, ni loué.

ART. 485.

Si l'usager absorbe tous les fruits du fonds, ou s'il occupe la totalité de la maison, il est assujéti aux frais de culture, aux réparations d'entretien et au paiement des contributions comme l'usufruitier.

S'il ne prend qu'une partie des frais, ou s'il n'occupe qu'une partie de la maison, il contribue au prorata de ce dont il jouit.

ART. 486.

L'usage des bois est réglé par la pratique locale et les Lois spéciales sur la matière.

l'usager ne peut céder ni louer son droit à un autre

TITRE IV.

Des servitudes ou services fonciers.

ART. 487.

Une servitude est une charge imposée sur un fonds pour l'usage et l'utilité d'un fonds appartenant à un autre propriétaire.

ART. 488.

La servitude n'établit aucune prééminence d'un fonds sur l'autre.

ART. 489.

Elle dérive, ou de la situation naturelle des lieux, ou des obligations imposées par la Loi, ou du fait de l'homme.

CHAPITRE I. — Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux.

ART. 490.

Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement, sans que la main de l'homme y ait contribué.

Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement.

Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur. Il peut réunir ses eaux dans des fossés ou aqueducs, et les faire écouler de cette manière sur le fonds qui doit les recevoir, moyennant que la servitude de celui-ci n'en soit point aggravée.

ART. 491.

Celui qui a une source dans son fonds, peut en user à sa volonté, sauf le droit que le propriétaire du fonds inférieur pourrait avoir acquis par titre ou par prescription.

ART. 492.

La prescription dans ce cas ne peut s'acquérir que par une jouissance non interrompue pendant l'espace de trente années, à compter du moment où le propriétaire du fonds inférieur a fait et terminé sur le fonds supérieur des ouvrages apparents, destinés à

Herbaya Dominant - Herbag Servant.

*Le case payai en l'acte par le travail de fonds
supérieur*

faciliter la chute et le cours de l'eau dans sa propriété.

ART. 493.

Le propriétaire de la source ne peut en changer le cours lorsqu'il fournit aux habitants d'une commune, village ou hameau, l'eau qui leur est nécessaire ; mais si les habitants n'en ont pas acquis ou prescrit l'usage, le propriétaire peut réclamer une indemnité, laquelle est réglée par experts.

ART. 494.

Celui dont la propriété borde une eau courante qui n'appartient point au domaine public, peut s'en servir à son passage pour l'irrigation de ses propriétés.

Celui dont cette eau traverse le fonds, peut de même en user dans l'intervalle qu'elle y parcourt, mais à la charge de la rendre, à la sortie de son fonds, à son cours ordinaire.

ART. 495.

Les dispositions de l'article précédent ne peuvent préjudicier aux droits acquis des moulins ou autres usines.

ART. 496.

S'il s'élève une contestation entre les propriétaires auxquels ces eaux peuvent être utiles, les Tribunaux, en prononçant, doivent concilier l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la propriété, et, dans tous les cas, les règlements particuliers et locaux sur le cours et l'usage des eaux doivent être observés.

ART. 497.

A défaut de Lois spéciales, la police et l'usage des rivières et cours d'eau qui font partie du domaine public, sont réglés par le pouvoir administratif.

ART. 498.

Tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës ; le bornage se fait à frais communs.

ART. 499.

Tout propriétaire peut clore son fonds à l'extrême limite, sauf l'exception portée aux art. 531 et 532.

CHAPITRE II. — Des servitudes établies par la Loi.

ART. 500.

Les servitudes établies par la Loi ont pour objet l'utilité publique ou communale, ou l'utilité des particuliers.

ART. 501.

Celles établies pour l'utilité publique ou communale ont pour objet le marchepied le long des cours d'eau, la construction ou réparation des chemins et autres ouvrages publics ou communaux.

Tout ce qui concerne cette espèce de servitude, est déterminé par des lois ou des règlements particuliers.

ART. 502.

La Loi assujettit les propriétaires à différentes obligations l'un à l'égard de l'autre, indépendamment de toute convention.

ART. 503.

Partie de ces obligations est réglée par les Lois sur la police rurale et les usages locaux.

Les autres sont relatives au mur et au fossé mitoyens, au cas où il y a lieu à contre-mur, aux vues sur la propriété du voisin, à l'égout des toits, au droit de passage.

SECTION I. — Du mur et du fossé mitoyens.

ART. 504.

Dans les villes et les campagnes, tout mur servant de séparation entre bâtiments jusqu'à l'héberge ou entre cours et jardins, et même entre enclos dans les champs, est présumé mitoyen s'il n'y a titre ou marque du contraire.

ART. 505.

Il y a marque de non-mitoyenneté, lorsque la sommité du mur est droite et à plomb de son parement d'un côté, et présente de l'autre un plan incliné;

Lors encore qu'il n'y a que d'un côté ou un chaperon, ou des filets et corbeaux de pierre qui y auraient été mis en bâtissant le mur.

Dans ces cas, le mur est censé appartenir exclusi-

point. ou les bâtiments jusqu'à l'héberge ou entre cours et jardins.

vement au propriétaire du côté duquel sont l'égoût ou les corbeaux et filets de pierre.

ART. 506.

Les dispositions de l'article précédent ne sont point exclusives de toute autre preuve de non-mitoyenneté.

ART. 507.

La réparation et la reconstruction du mur mitoyen sont à la charge de tous ceux qui y ont droit et proportionnellement au droit de chacun.

ART. 508.

Cependant tout co-propriétaire d'un mur mitoyen peut se dispenser de contribuer aux réparations et reconstructions en abandonnant le droit de mitoyenneté, pourvu que le mur mitoyen ne soutienne pas un bâtiment ou un terrain qui lui appartienne.

ART. 509.

Tout co-propriétaire peut faire bâtir contre un mur mitoyen et y faire placer des poutres ou solives jusqu'à la moitié de son épaisseur.

ART. 510.

Tout co-propriétaire peut faire exhausser le mur mitoyen ; mais il doit payer seul la dépense de l'exhaussement, celle que la surcharge pourrait occasionner et les réparations d'entretien au-dessus de la hauteur de la clôture commune.

ART. 511.

Si le mur mitoyen n'est pas en état de supporter l'exhaussement, celui qui veut l'exhausser doit le faire reconstruire en entier à ses frais, et l'excédant d'épaisseur doit se prendre de son côté.

ART. 512.

Le voisin qui n'a pas contribué à l'exhaussement, peut en acquérir la mitoyenneté en payant la moitié de la dépense qu'il a coûtée, et la valeur de la moitié du sol fourni pour l'excédant d'épaisseur, s'il y en a.

ART. 513.

Celui qui possède déjà la mitoyenneté d'une partie d'un mur, peut toujours acquérir la mitoyenneté de

Et qu'il n'est pas nécessaire pour acquiescer à la réparation et la reconstruction.

Il n'y a pas de mitoyenneté en fait pour lui ?

la partie qu'il veut encore rendre mitoyenne, en remboursant la moitié de la valeur du mur et du sol sur lequel cette autre partie est construite.

ART. 514.

L'un des voisins ne peut pratiquer dans le corps d'un mur mitoyen aucun enfoncement, ni y appliquer ou appuyer aucun ouvrage sans le consentement de l'autre, ou sans avoir, à son refus, fait régler par experts les moyens nécessaires pour que le nouvel ouvrage ne soit pas nuisible aux droits de l'autre.

ART. 515.

Lorsque les différents étages d'une maison appartiennent à différents propriétaires, si les titres de propriété ne règlent pas le mode de réparations et reconstructions, elles doivent être faites ainsi qu'il suit :

Les gros murs et le toit sont à la charge de tous les propriétaires, chacun en proportion de la valeur de l'étage qui lui appartient.

Le propriétaire de chaque étage fait le plancher sur lequel il marche.

Le propriétaire du premier étage fait l'escalier qui y conduit ; le propriétaire du second étage fait, à partir du premier, l'escalier qui conduit chez lui et ainsi de suite.

ART. 516.

Lorsqu'on reconstruit un mur mitoyen ou une maison, les servitudes actives et passives se continuent à l'égard du nouveau mur ou de la nouvelle maison, sans toutefois qu'elles puissent être aggravées, et pourvu que la reconstruction se fasse avant que la prescription soit acquise.

ART. 517.

Tous fossés entre deux fonds sont présumés mitoyens, s'il n'y a titre ou marque du contraire.

ART. 518.

Il y a marque de non-mitoyenneté lorsque la levée ou le rejet de la terre se trouve d'un côté seulement du fossé. La présente disposition n'exclut point d'autres preuves de non-mitoyenneté.

*Supplément y est ajouté et ainsi constaté par les experts
notaires l'art. 517*

*Sur l'authenticité de l'acte constaté, les deux
belongues*

et approuvé par moi notaire d'office

ART. 519.

Le fossé est censé appartenir exclusivement à celui du côté duquel le rejet se trouve.

ART. 520.

Le fossé mitoyen doit être entretenu à frais communs.

ART. 521.

Toute haie qui sépare des fonds est réputée mitoyenne, à moins qu'il n'y ait qu'un seul des fonds en état de clôture, ou s'il n'y a titre ou possession suffisante contraire.

ART. 522.

Il n'est permis de planter qu'à la distance de 20 pieds (6 mètres) de la ligne séparative des deux fonds, savoir :

1° Des arbres de haute tige qui ne sont point arbres fruitiers;

2° Des châtaigniers et des noyers.

Les autres arbres fruitiers ne peuvent être plantés qu'à la distance de dix pieds (3 mètres) de la même ligne, les espaliers exceptés.

Les haies vives et les autres arbres ne pourront être plantés à une distance moindre de un pied et demi (0 mètres, 45).

ART. 523.

Le voisin peut exiger que les arbres et haies plantés à une moindre distance soient arrachés.

Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin, peut contraindre celui-ci à couper ces branches.

Si ce sont les racines qui avancent, il a le droit de les couper lui-même.

ART. 524.

Les arbres qui se trouvent dans la haie mitoyenne sont mitoyens comme la haie, et chacun des deux propriétaires a droit de requérir qu'ils soient abattus.

*Font. faire abattre de suite
mitoyens et s'indemniser pour
J'ai un air pour un seul
mitoyen*

*La ligne n'est séparative qu'à un
pied et demi -*

pas mitoyen

Nul ne peut faire creuser un puits , une citerne , une fosse d'aisance , faire construire une forge ou un four près d'un mur mitoyen ou non , qu'à la distance de 6 pieds (1 mètre , 80) pour les trois premiers objets , et de 3 pieds (0 mètres , 90) pour les deux derniers , à moins qu'il n'établisse du côté de son fonds un mur ou contre-mur suffisant pour empêcher que ces ouvrages ne nuisent aux voisins.

Nul ne peut adosser une étable ou établir contre un mur mitoyen ou non un magasin de sel, ou amas de matières corrosives, à moins qu'il ne construise du côté de son fonds un mur ou contre-mur, comme il est dit dans l'art. précédent.

SECTION III. — *Des vues sur la propriété de son voisin.*

L'un des voisins ne peut, sans le consentement de l'autre, pratiquer dans le mur mitoyen aucune fenêtre ou ouverture en quelque manière que ce soit.

On ne peut avoir des vues droites ou fenêtres d'aspect, ni balcons ou autres semblables saillies sur le fonds de son voisin, clos ou non clos, s'il n'y a trois pieds (0 mètres, 90) de distance entre le mur où on les pratique et le dit fonds.

On ne peut avoir des vues par côté ou obliques sur le fonds voisin, s'il n'y a deux pieds ($0^m, 60$) de distance.

La distance dont il est parlé dans les deux art. précédents se compte depuis le parement extérieur du mur où l'ouverture se fait ; s'il y a balcon ou autres saillies semblables, depuis leur ligne extérieure jusqu'à la ligne de séparation des propriétés.

La vedez conyunto por la de Arminio.

Les montures qui m. courent, qui m'ont été données sans
celles qui courent une seule chose avec elles et l'air
les uns

Just sign for me from public to the person concerned
concerning the computer situation?



La distance pour le voir de côté de ce point - point
de l'autre ou montant de la fenêtre, et n'ayant de-
jà le point de vue - d'ailleurs les juges
de la cour ne me suis pas séparé de l'héritage
par une espèce de l'indépendance, ne pouvant avoir de ce point de vue



ART. 530.

Le droit de vue directe ne donne point au propriétaire qui le possède, la faculté d'étendre cette servitude, soit en ouvrant de nouveaux jours, soit en agrandissant ceux qui existent.

Cette servitude ne peut empêcher le propriétaire du fonds asservi de construire contre la partie du mur dans laquelle des jours n'existent pas, ou au-dessous des jours établis, ou même devant les jours, mais dans ce dernier cas, en laissant un intervalle de 3 pieds (0 m. 90 c.) en avant et de chaque côté des jours.

ART. 531.

Le droit de vue n'emporte pas celui d'établir des volets extérieurs ou autres objets faisant saillie sur le fonds voisin, à moins que ce droit n'ait été également acquis par titre ou par prescription.

ART. 532.

Les vues obliques ne pourront constituer en aucun cas une servitude sur le fonds voisin.

SECTION IV. — De l'égout des toits.

ART. 533.

Tout propriétaire doit établir ses toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin.

SECTION V. — Du droit de passage.

ART. 534.

Le propriétaire dont les fonds sont enclavés et qui n'a aucune issue sur la voie publique, peut réclamer un passage sur les fonds de ses voisins pour l'exploitation de son fonds, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut occasionner.

ART. 535.

Le passage doit régulièrement être pris du côté où le trajet est le plus court du fonds enclavé à la voie publique.

ART. 536.

Néanmoins il doit être fixé dans l'endroit le moins

Par l'usage

Praticable

*En 1802 par l'usage commandant un passage.
Mustang - chemin public in
praticable*

*Si l'indemnité est
du passage la
g. est par le passage ?*



dommageable à celui sur le fonds duquel il est accordé.

ART. 537.

L'action en indemnité, dans le cas prévu par l'article 534, est prescriptible, et le passage doit être continué, quoique l'action en indemnité ne soit plus recevable.

CHAPITRE III. — Des servitudes établies par le fait de l'homme.

SECTION I^{re}. — Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les biens.

ART. 538.

Il est permis aux propriétaires d'établir sur leurs propriétés, ou en faveur de leurs propriétés, telle servitude que bon leur semble, pourvu néanmoins que les services établis ne soient imposés ni à la personne, ni en faveur de la personne, mais seulement à un fonds et pour un fonds, et pourvu que ces services n'aient d'ailleurs rien de contraire à l'ordre public.

L'usage et l'étendue des servitudes ainsi établies se règlent par le titre qui les constitue; à défaut de titre, par les règles ci-après.

ART. 539.

Les servitudes sont établies ou pour l'usage des bâtiments, ou pour celui des fonds de terre.

Celles de la première espèce s'appellent *urbaines*, soit que les bâtiments auxquels elles sont dues soient situés à la ville ou à la campagne.

Celles de la seconde espèce se nomment *rurales*.

ART. 540.

Les servitudes sont ou continues ou discontinues.

Les servitudes continues sont celles dont l'usage est ou peut être continué sans avoir besoin du fait actuel de l'homme : tels sont les conduits d'eau, les égouts, les vues et autres de cette espèce.

Les servitudes discontinues sont celles qui ont besoin du fait actuel de l'homme pour être exercées : tels sont les droits de passage, puisage, pacage et autres semblables.

ART. 541.

Les servitudes sont apparentes ou non apparentes.

Les servitudes apparentes sont celles qui s'annoncent par des ouvrages extérieurs, tels qu'une porte, une fenêtre, un aqueduc.

Augmenter son domaine à la fin de l'année

Les servitudes non apparentes sont celles qui n'ont pas de signe extérieur de leur existence, comme, par exemple, la prohibition de bâtir sur un fonds ou de ne bâtir qu'à une hauteur déterminée.

SECTION II. — *Comment s'établissent les servitudes.*

ART. 542.

Les servitudes continues et apparentes s'acquièrent par titre ou par la possession de trente ans.

ART. 543.

Les servitudes continues non apparentes et les servitudes discontinues apparentes ou non apparentes ne peuvent s'établir que par titres.

La possession même immémoriale ne suffit pas pour les établir, sans cependant qu'on puisse attaquer aujourd'hui les servitudes de cette nature déjà acquises par la possession.

ART. 544.

La destination du père de famille vaut titre à l'égard des servitudes continues et apparentes.

ART. 545.

Il n'y a destination du père de famille que lorsqu'il est prouvé que les deux fonds actuellement divisés ont appartenu au même propriétaire, et que c'est par lui que les choses ont été mises dans l'état duquel résulte la servitude.

ART. 546.

Si le propriétaire de deux fonds entre lesquels il existe un signe apparent de servitude, dispose de l'un des fonds sans que le contrat contienne aucune convention relative à la servitude, elle continue d'exister activement ou passivement en faveur du fonds aliéné ou sur le fonds aliéné.

ART. 547.

Le titre constitutif de la servitude, à l'égard de celles qui ne peuvent s'acquérir par la prescription, ne peut être remplacé que par un titre récognitif de la servitude et émané du propriétaire du fonds asservi.

ART. 548.

Quand on établit une servitude, on est censé accorder tout ce qui est nécessaire pour en user.

Ainsi, la servitude de puiser de l'eau à la fontaine d'autrui emporte nécessairement le droit de passage.

fontaine - aqueduc

*prohibition de bâtir
voir supra*

SECTION III. — *Des droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due.*

ART. 549.

Celui auquel est due une servitude, a droit de faire tous les ouvrages nécessaires pour en user et pour la conserver.

ART. 550.

Ces ouvrages sont à ses frais et non à ceux du propriétaire du fonds assujetti, à moins que le titre d'établissement de la servitude ne dise le contraire.

ART. 551.

Dans le cas même où le propriétaire du fonds assujetti est chargé, par le titre, de faire à ses frais les ouvrages nécessaires pour l'usage ou la conservation de la servitude, il peut toujours s'affranchir de la charge en abandonnant le fonds assujetti au propriétaire du fonds auquel la servitude est due.

ART. 552.

Si le fonds pour lequel la servitude a été établie vient à être divisé, la servitude reste due pour chaque portion, sans néanmoins que la condition du fonds assujetti soit aggravée. Ainsi, par exemple, s'il s'agit d'un droit de passage, tous les co-propriétaires seront obligés de l'exercer par le même endroit.

ART. 553.

Le propriétaire du fonds débiteur de la servitude ne peut rien faire qui tende à en diminuer l'usage ou à le rendre plus incommode. — Ainsi, il ne peut changer l'état des lieux ni transporter l'exercice de la servitude dans un endroit différent de celui où elle a été primitivement assignée.

Mais, cependant, si cette assignation primitive était devenue plus onéreuse au propriétaire du fonds assujetti, ou si elle l'empêchait d'y faire des réparations avantageuses, il pourrait offrir au propriétaire de l'autre fonds un endroit aussi commode pour l'exercice de ses droits, et celui-ci ne pourrait pas le refuser.

ART. 554.

De son côté, celui qui a un droit de servitude ne peut en user que suivant son titre, sans pouvoir faire ni dans le fonds qui doit la servitude, ni dans le fonds à qui elle est due, de changement qui aggrave la condition du premier.

pag. 94

*L'usage primitif ne peut pas être établi sur
servitudes ? L'usage primitif d'un bien hypothéqué
qui ?*

— l'usage primitif ne peut pas être établi

SECTION IV. — *Comment les servitudes s'éteignent.*

ART. 555.

Les servitudes cessent lorsque les choses se trouvent en tel état qu'on ne puisse plus en user.

ART. 556.

Elles revivent si les choses sont rétablies de manière qu'on puisse en user, à moins qu'il ne se soit déjà écoulé un espace de temps suffisant pour faire présumer l'extinction de la servitude, ainsi qu'il est dit à l'article 559.

ART. 557.

Toute servitude est éteinte lorsque le fonds à qui elle est due et celui qui la doit, sont réunis dans la même main.

ART. 558.

La servitude est éteinte par le non-usage pendant trente ans.

ART. 559.

Les trente ans commencent à courir, selon les diverses espèces de servitudes, ou du jour où l'on a cessé d'en jouir, lorsqu'il s'agit de servitudes discontinues, ou du jour où il a été fait un acte contraire à la servitude, lorsqu'il s'agit de servitudes continues.

ART. 560.

Le mode de la servitude peut se prescrire comme la servitude même et de la même manière.

ART. 561.

Si le fonds en faveur duquel la servitude est établie, appartient à plusieurs, par indivis, la jouissance de l'un empêche la prescription à l'égard de tous.

ART. 562.

Si, parmi les co-propriétaires, il s'en trouve un contre lequel la prescription n'ait pu courir, comme un mineur, il aura conservé le droit de tous les autres.

ART. 563.

De son côté, celui qui a un droit de servitude ne peut en user que suivant son titre, sans pouvoir faire ni dans le fonds qui doit la servitude, ni dans le fonds à qui elle est due, des changements qui aggravent la condition du premier.

LIVRE III.

Des différentes manières dont on acquiert la propriété.

Dispositions générales.

ART. 563.

La propriété des biens s'acquiert et se transmet par succession, par donation entre-vifs, par testament, par donation à cause de mort et par l'effet des obligations.

ART. 564.

La propriété s'acquiert aussi par accession ou incorporation et par prescription.

ART. 565.

Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat.

ART. 566.

Il est des choses qui n'appartiennent à personne et dont l'usage est commun à tous.

Des lois de police règlent la manière d'en jouir.

ART. 567.

La faculté de chasser et de pêcher est également réglée par des lois particulières.

ART. 568.

La propriété d'un trésor appartient à celui qui le trouve dans son propre fonds; si le trésor est trouvé dans le fonds d'autrui, il appartient pour moitié à celui qui l'a découvert et pour l'autre moitié au propriétaire du fonds.

Le trésor est toute chose cachée ou enfouie sur laquelle personne ne peut justifier sa propriété, et qui est découverte par le pur effet du hasard.

ART. 569.

Les choses perdues dont le maître ne se présente pas, les objets trouvés dans les eaux ou rejetés par elles, n'appartiennent à celui qui les a trouvés qu'après avoir satisfait aux règlements particuliers sur la matière.

TITRE I^{er}.

Des Successions.

CHAPITRE I. — De l'ouverture des successions et de la saisine des héritiers.

ART. 570.

Les successions s'ouvrent par la mort naturelle.

ART. 571.

Si plusieurs personnes, respectivement appelées à la succession l'une de l'autre, périssent dans un même événement, sans qu'on puisse reconnaître laquelle est décédée la première, la présomption de survie est déterminée par les circonstances du fait et, à leur défaut, par la force de l'âge et du sexe.

ART. 572.

Si ceux qui ont péri ensemble, avaient moins de quinze ans, le plus âgé sera présumé avoir survécu.

S'ils étaient tous au-dessus de 60 ans, le moins âgé sera présumé avoir survécu.

Si les uns avaient moins de quinze ans et les autres plus de soixante, les premiers seront présumés avoir survécu.

ART. 573.

Si ceux qui ont péri ensemble, avaient quinze ans accomplis et moins de soixante, le mâle est toujours présumé avoir survécu, lorsqu'il y a égalité d'âge, ou si la différence qui existe n'excède pas une année.

S'ils étaient du même sexe, la présomption de survie qui donne ouverture à la succession dans l'ordre de la nature, doit être admise ; ainsi le plus jeune est présumé avoir survécu au plus âgé.

ART. 574.

La Loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes : à leur défaut, les biens passent aux enfants naturels, ensuite à l'époux survivant, et, s'il n'y en a pas, à l'Etat.

ART. 575.

Les héritiers légitimes, les enfants naturels, l'époux survivant et l'Etat ne sont saisis de la succession qu'après en avoir pris possession dans les formes qui seront déterminées.

CHAPITRE II. — Des qualités requises pour succéder.

ART. 576.

Pour succéder, il faut nécessairement exister à l'instant de l'ouverture de la succession.

Ainsi, sont incapables de succéder :

- 1° Celui qui n'est pas encore conçu ;
- 2° L'enfant qui n'est pas né viable.

ART. 577.

Sont indignes de succéder et comme tels exclus des successions :

- 1° Celui qui serait condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt ;
- 2° Celui qui a porté contre le défunt une accusation infamante, jugée calomnieuse ;
- 3° Celui qui serait convaincu d'avoir soustrait, soit une donation à cause de mort, soit le testament du défunt.

ART. 578.

L'héritier exclu de la succession pour cause d'indignité, est tenu de rendre tous les fruits et les revenus dont il aurait eu la jouissance, s'il avait été mis en possession de la succession.

ART. 579.

Les enfants de l'indigne, venant à la succession de leur chef et sans le secours de la représentation, ne sont pas exclus pour la faute de leur père ; mais celui-ci ne peut en aucun cas réclamer sur les biens de cette succession l'usufruit que la Loi accorde aux père et mère sur les biens de leurs enfants.

ART. 580.

L'action pour faire exclure ou déchoir un héritier comme indigne doit être intentée dans l'année qui suivra le jour de l'ouverture de la succession, sous peine de péremption.

CHAPITRE III. — Des divers ordres de succession.

SECTION I. — Dispositions générales.

ART. 581.

Les successions sont déférées aux enfants et descendants du défunt, à ses ascendants et à ses parents

300 jours après l'ouverture de la succession

2 L'indignité ne produit son effet qu'après l'expiration d'un an à compter de la condamnation

+ capital

3 L'usufruitier majeur, qui voudrait se constituer un usufruit sur l'usufruit de son père, ne peut le faire qu'avec l'autorisation du tribunal

*l'indigne est l'indigne après l'expiration d'un an à compter de la condamnation ?
Mais on peut tout au moins se constituer un usufruit sur l'usufruit de son père, si l'on a l'autorisation du tribunal*

à la fin de l'année

collatéraux, dans l'ordre et d'après les règles ci-après déterminées.

ART. 582.

La Loi considère la nature et l'origine des biens, pour en régler la succession.

ART. 583.

La Loi distingue trois sortes de biens :

Les biens d'acquêts ;

Les biens paternels ;

Les biens maternels.

ART. 584.

Les biens d'acquêts sont ceux que le défunt avait gagnés par son industrie ou qui lui étaient parvenus par héritages, legs ou donations, de personnes auxquelles il n'était point attaché par des liens de parenté.

Le produit d'un bien, quelle que soit l'origine de ce bien, est toujours réputé acquêt.

ART. 585.

Les biens *paternels* sont ceux qui sont advenus au défunt, de son père, du chef de son père ou de ses parents paternels.

ART. 586.

Les biens *maternels* sont ceux qui sont advenus au défunt, de sa mère, du chef de sa mère ou de ses parents maternels.

ART. 587.

Tous les biens composant une succession sont réputés biens d'acquêts, jusqu'à preuve contraire.

La preuve est à la charge de l'héritier qui réclame la distinction. Elle lui est interdite s'il n'a pas qualité pour hériter le bien dont il voudrait constater l'origine.

ART. 588.

Les biens qui se retrouvent en nature dans la succession ou dont l'origine a été conservée par un emploi spécial, sont seuls susceptibles de distinction.

Le emploi ne se présume jamais.

ART. 589.

L'acquisition d'un immeuble, la création d'une créance ne constituent point un emploi, alors même que l'origine des capitaux employés viendrait à être justifiée, si d'ailleurs l'intention d'opérer un emploi n'est pas expressément énoncée dans les actes.

ART. 590.

Le plus proche parent paternel hérite des biens paternels ; le plus proche parent maternel hérite des biens maternels ; le plus proche parent en degré hérite des biens d'acquêts.

S'il y a concours de parents au même degré, ils partagent par tête.

ART. 591.

Soit qu'il s'agisse de démêler l'origine des biens ou d'en faire la dévolution, tous les parents du défunt du côté de son père seront réputés *parents paternels*, et tous les parents du défunt du côté de sa mère seront réputés *parents maternels*, sans aucune nouvelle division entre les parents paternels et les parents maternels du père ou de la mère du défunt.

ART. 592.

La Loi ne reconnaît aucun privilège aux parents germains sur les parents consanguins ou utérins : ils arrivent tous avec des droits égaux à la succession, selon que ces droits résultent de l'espèce de leur parenté et de la nature ou de l'origine des biens composant la succession.

Ainsi les biens dévolus concurremment à un parent germain et à un parent consanguin ou utérin se partageront par égales portions.

ART. 593.

La proximité de parenté s'établit par le nombre des générations ; chaque génération s'appelle *un degré*.

ART. 594.

La suite des degrés forme la ligne : on appelle *ligne directe* la suite des degrés entre personnes qui descendent l'une de l'autre ; *ligne collatérale*, la suite des degrés entre personnes qui ne descendent pas les

unes des autres, mais qui descendent d'un auteur commun.

On distingue la ligne directe en ligne directe descendante et ligne directe ascendante.

La première est celle qui lie le chef avec ceux qui descendent de lui; la deuxième est celle qui lie une personne avec ceux dont elle descend.

ART. 595.

En ligne directe, on compte autant de degrés qu'il y a de générations entre les personnes: ainsi le fils est à l'égard du père au premier degré; le petit-fils au second, et réciproquement du père et de l'aïeul à l'égard des fils et petits-fils.

ART. 596.

En ligne collatérale les degrés se comptent par les générations, depuis l'un des parents jusques et non compris l'auteur commun, et depuis celui-ci jusqu'à l'autre parent.

Ainsi deux frères sont au deuxième degré; l'oncle et le neveu sont au troisième degré; les cousins germains au 4^{me}; ainsi de suite.

ART. 597.

Après le 6^e degré inclusivement, l'héritier n'est plus admis à réclamer la distinction des biens: la succession est alors déferée au plus proche en degré.

SECTION II. De la représentation.

ART. 598.

La représentation est une fiction de la Loi, dont l'effet est de faire entrer les représentants dans la place, dans le degré et dans les droits du représenté.

ART. 599.

La représentation a lieu à l'infini dans la ligne descendante.

Elle est admise dans tous les cas, soit que les enfants du défunt concourent avec les descendants d'un enfant prédécédé, soit que, tous les enfants du défunt étant morts avant lui, les descendants des dits enfants se trouvent entre eux en degrés égaux ou inégaux.

*Jein de qui l'avis
à la commission*

ART. 600.

La représentation n'a pas lieu en faveur des ascendants ; le plus proche, dans chacune des deux lignes, exclut toujours le plus éloigné.

ART. 601.

En ligne collatérale, la représentation est admise en faveur des enfants et descendants de frères ou sœurs du défunt, soit qu'ils viennent à sa succession concurremment avec des oncles ou tantes, soit que, tous les frères et sœurs du défunt étant prédécédés, la succession se trouve dévolue à leurs descendants en degrés égaux ou inégaux.

ART. 602.

Dans tous les cas où la représentation est admise, le partage s'opère par souche : si une même souche a produit plusieurs branches, la subdivision se fait aussi par souche dans chaque branche, et les membres de la même branche partagent entre eux par tête.

ART. 603.

On ne représente pas des personnes vivantes.

On peut représenter celui à la succession duquel on a renoncé.

SECTION III. — Des successions déférées aux descendants.

ART. 604.

Les enfants ou leurs descendants succèdent à leurs père et mère, aïeuls, aïeules, ou autres ascendants, sans distinction de sexe ni de primogéniture, et encore qu'ils soient issus de différents mariages.

Ils succèdent par égales portions et par tête, quand ils sont tous au premier degré et appelés de leur chef ; ils succèdent par souche, lorsqu'ils viennent tous ou en partie par représentation.

SECTION IV. — Des successions déférées aux ascendants.

ART. 605.

Le père hérite des biens paternels et la mère des biens maternels de leur enfant décédé sans postérité ; tous deux héritent par égales portions des biens d'acquêts.

Has de cas de représentation le plus proche en degré exclut le plus éloigné.

Supplément à l'art. 603.

1^{re} Disposition

2^{de} Plus de deux - art. ascendants

3^{de} Ascendants

4^{de} Collatéraux

(représentation par souche)

ART. 606.

Si le père ou la mère est décédé, le survivant hérite de la totalité des biens d'acquêts, et les biens paternels ou maternels qui auraient été dévolus au père ou à la mère prédécédé, passent aux héritiers auxquels la Loi les réserve ; mais le père ou la mère survivant en conserve l'usufruit.

Cependant, si le défunt n'a laissé ni frères ni sœurs, ni descendants d'eux, le père ou la mère survivant héritera en outre des biens d'acquêts du conjoint prédécédé qui se retrouveraient dans la succession du défunt.

ART. 607.

Les ascendants, autres que le père et la mère, sont exclus de la succession de leurs petits-fils et arrière-petits-fils, décédés sans postérité, par les frères et sœurs du défunt, ou leurs descendants.

Toutefois ils succèdent, à l'exclusion de tous autres, aux choses par eux données à leurs petits-fils décédés sans postérité, lorsque les objets donnés se retrouvent en nature dans la succession ; ils recueillent le prix qui peut en être dû, si les objets ont été aliénés.

ART. 608.

S'il n'y a ni frères, ni sœurs, ni descendants d'eux, les ascendants, autres que le père et la mère, arrivent à la succession de leurs petits-fils ou arrière-petits-fils, selon qu'ils y sont appelés par leur degré de parenté et l'origine des biens, mais sans préjudice de la réserve en leur faveur contenue dans l'article précédent.

SECTION V. — *Des successions collatérales.*

ART. 609.

En cas de prédécès des père et mère d'une personne morte sans postérité, ses frères et sœurs ou leurs descendants sont appelés à sa succession, à l'exclusion des ascendants et des autres collatéraux.

Ils succèdent, ou de leur chef, ou par représentation, ainsi qu'il a été réglé dans la Section II du présent chapitre.

Chapitre IV. Des successions irrégulières.

Section 1^{re} — Des droits des enfants naturels sur les biens de leur père et mère, et de la succession des enfants naturels décédés sans postérité.

Art: 613.

Les enfants naturels ne sont point héritiers; la loi ne leur accorde de droit sur les biens de leur père ou mère décédés que lorsqu'ils ont été légalement reconnus; elle ne leur accorde aucun droit sur les biens des parents de leur père ou mère.

Art: 614.

Le droit de l'enfant naturel sur les biens de ses père ou mère décédés, est réglé ainsi qu'il suit:

Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, le droit s'exerce sur la quotité disponible; il est de $\frac{2}{3}$ de la portion héréditaire que l'enfant naturel aurait eue sur cette quotité, s'il eût été légitime.

Le droit est de $\frac{1}{2}$ lorsque les père ou mère ne laissent pas de descendants, mais bien des descendants au 1^{er} degré ou des frères ou sœurs: il est de $\frac{3}{4}$ lorsque le père ou la mère ne laissent ni descendants, ni ascendants au 1^{er} degré, ni frères ni sœurs.

Art: 615.

L'enfant naturel a droit à la totalité des biens, lorsque ses père ou mère ne laissent pas de parents au degré successible.

Art: 616.

En cas de prédécès de l'enfant naturel, ses enfants ou descendants peuvent réclamer les droits fixés par les articles précédents.

Art: 617.

L'enfant naturel ou ses descendants sont tenus d'imputer sur ce qu'ils ont droit de prétendre tout ce qu'ils ont reçu du père ou de la mère dont la succession est ouverte et qui serait sujet à rapport, d'après les règles posées à la section 2 du chapitre 3 du titre 3 du présent livre.

Art: 618

Art. 618.

Toute réclamation leur est interdite, lorsqu'ils ont reçu du ~~si-~~
-sant de leur père ou de leur mère, la moitié de ce qui leur est attribué
par les articles précédents, avec déclaration expresse, de la part de leur
père ou mère, que leur intention est de réduire l'enfant naturel
à la portion qu'ils lui ont assignée.

Dans le cas où cette portion serait inférieure à la moitié de
ce qui devrait revenir à l'enfant naturel, il ne pourra réclamer
que le supplément nécessaire pour parfaire cette moitié.

Art. 619.

Le père ou la mère peuvent toujours en outre, soit par tes-
tament, soit par un acte spécial olographe ou authentique ré-
-duire l'enfant naturel à la moitié dont il est parlé dans
l'article précédent.

Art. 620.

Les dispositions des art. . . . ne sont pas appli-
-cables aux enfants adultérins ou incestueux. La loi ne leur accorde
que des aliments dont la quotité est réglée selon les forces de la
succession.

Art. 621.

Les héritiers peuvent remettre à l'enfant naturel sa part de biens
en nature, conformément aux règles posées dans le chapitre des
partages, ou lui en livrer la valeur à leur choix.

Si, dans le partage de la succession, il y a lieu de tenir compte
de la nature et de l'origine des biens, chaque espèce de bien contribue,
proportionnellement à sa valeur, à former la part de l'enfant naturel.

Art. 622.

Le droit de l'enfant naturel s'exerce sur la succession de son père ou
de sa mère sans préjudice aux droits du conjoint survivant, tels qu'ils
^{ont} sont réglés ^{ultérieurement} dans le présent code

Art. 623.

La succession de l'enfant naturel décédé sans postérité est dévolue
au père ou à la mère qui l'a reconnu; ou par moitié à tous les deux,
s'il a été reconnu par l'un et par l'autre.

Art. 624.

En cas de prédécès des père & mère de l'enfant naturel, les biens qu'il en avait reçus passent aux frères ou sœurs légitimes, s'ils se trouvent en nature dans sa succession. Tous les autres biens passent aux frères et sœurs naturels ou à leurs descendants.

Section 2 Art. 625.

Art: transitoire:

Les dispositions de la section 1^{re} du Chapitre II du Titre 1^{er} du livre 3 concernant les droits des enfants naturels sur les biens de leurs père & mère prédécédés, ne seront point applicables aux enfants naturels adjugés au père ou reconnus par lui antérieurement à l'époque où le Code sera devenu exécutoire, alors même que la succession du père s'ouvrira postérieurement à cette époque.

Mais ils exerceront leurs droits dans la succession de la mère prédécédée célibataire sans postérité légitime, quelle que soit l'époque de leur naissance, si la succession s'ouvre après l'époque où le Code sera devenu exécutoire.

ART. 611.

ART. 612

CHAPITRE IV. — Des successions irrégulières.

ART. 613.

ART. 614.

ART. 615.

ART. 646.

14

Numérisé par BPUN

ART. 617.

Les dispositions de l'article 615 ne sont pas applicables aux enfants incestueux ou adultérins.

ART. 618.

La succession de l'enfant naturel décédé sans postérité est dévolue au père ou à la mère qui l'a reconnu, ou par moitié à tous les deux, s'il a été reconnu par l'un et par l'autre.

ART. 619.

En cas de prédécès des père et mère de l'enfant naturel, les biens qu'il en avait reçus passent aux frères ou sœurs légitimes, s'ils se retrouvent en nature dans sa succession. Tous les autres biens passent aux frères et sœurs naturels ou à leurs descendants.

SECTION II. — *Des droits du conjoint survivant et de l'Etat.*

ART. 620.

Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré succés-
sible, ni enfants naturels, ou que sa succession n'a point été
réclamée, les biens de cette succession appartiennent au
conjoint non divorcé qui lui survit.

ART. 621.

A défaut de conjoint survivant, la succession est acquise
à l'Etat.

TITRE II.

**Des donations entre-vifs, des testaments et
des donations à cause de mort.**

CHAPITRE I. — *Dispositions générales.*

ART. 622.

On ne pourra disposer de ses biens à titre gratuit
que par donation entre-vifs, par testament ou par
donation à cause de mort, dans les formes ci-après
établies.

ART. 623.

La donation entre-vifs est un acte par lequel le
donateur se dépouille actuellement et irrévocablement
de la chose donnée, en faveur du donataire qui l'ac-
cepte.

ART. 624.

Le testament est un acte par lequel le testateur dispose de ses biens pour le temps où il n'existera plus, en instituant un héritier.

ART. 625.

La donation à cause de mort est un acte par lequel le donateur a disposé de quelques-uns de ses biens pour le temps où il n'existera plus, mais sans instituer d'héritier.

ART. 626.

Le testament et la donation à cause de mort sont des actes essentiellement révocables.

ART. 627.

Les substitutions sont prohibées.

Toute disposition par laquelle le donataire, l'héritier institué ou le légataire, sera chargé de conserver et de rendre à un tiers, sera nulle, même à l'égard du donataire, de l'héritier institué ou du légataire.

ART. 628.

La disposition par laquelle un tiers serait appelé à recueillir l'hérédité, le legs ou la donation à cause de mort, dans le cas où l'héritier institué, le légataire ou le donataire ne le recueillerait pas, ne sera point regardée comme une substitution et sera valable.

ART. 629.

Il en sera de même de la disposition entre-vifs, à cause de mort ou testamentaire, par laquelle l'usufruit sera donné à l'un et la nue propriété à l'autre.

ART. 630.

Sera réputé héritier institué et ne pourra demander l'investiture qu'en cette qualité, celui en faveur duquel le défunt aura disposé de la totalité de ses biens, quelle que soit d'ailleurs la dénomination de la disposition à cause de mort.

ART. 631.

Dans toute disposition entre-vifs, à cause de mort

(Le codicille n'est pas l'institution d'héritier)

(legs universel au gendre)

ou testamentaire, les conditions impossibles, celles qui sont contraires aux Lois ou aux mœurs, seront réputées non écrites.

CHAPITRE II. — De la capacité de disposer ou de recevoir par donation entre-vifs, par testament ou par donation à cause de mort.

ART. 632.

Pour faire une donation entre-vifs, un testament ou une donation à cause de mort, il faut être sain d'esprit.

ART. 633.

Toutes personnes peuvent disposer et recevoir, soit par donation entre-vifs, soit par testament, soit par donation à cause de mort, excepté celles que la Loi en déclare incapables.

ART. 634.

Le mineur, (âgé de moins de 19 ans), ne peut disposer par testament ou à cause de mort.

ART. 635.

La femme mariée ne pourra donner entre-vifs sans l'assistance ou le consentement spécial de son mari, ou sans y être autorisée par justice.

Elle n'aura besoin, ni du consentement du mari, ni d'autorisation de la justice pour disposer par testament ou par donation à cause de mort.

ART. 636.

Celui qui est placé sous curatelle pour cause de prodigalité, ne peut donner entre-vifs.

ART. 637.

Les époux ne peuvent, durant le mariage, faire aucune donation entre-vifs en faveur l'un de l'autre.

ART. 638.

Pour être capable de recevoir entre-vifs, il suffit d'être conçu au moment de la donation.

Pour être capable de recevoir par testament ou donation à cause de mort, il suffit d'être conçu à l'époque du décès du testateur ou donateur.

Néanmoins, les donations ou le testament n'auront leur effet qu'autant que l'enfant sera né viable.

ART. 639.

Toute donation entre-vifs faite en fraude des créanciers est nulle.

ART. 640.

Les dispositions entre-vifs ou pour cause de mort au profit d'un hospice, des pauvres, des communes ou établissements d'utilité publique, n'auront leur effet qu'autant que leur acceptation aura été autorisée par le Conseil d'Etat.

ART. 641.

Toute disposition au profit d'un incapable sera nulle, soit qu'on la déguise sous la forme d'un contrat onéreux, soit qu'on la fasse sous le nom de personnes interposées.

Seront réputées personnes interposées, les père et mère, les enfants et descendants et l'époux de la personne incapable.

ART. 642.

La remise totale ou partielle de biens faite, à titre gratuit, par un ascendant à l'un de ses descendants est assimilée aux donations entre-vifs et soumise aux mêmes règles et aux mêmes formes.

CHAPITRE III. — De la portion de biens disponible, de la légitime et de la réduction.

SECTION I. — De la portion de biens disponible.

ART. 643.

Les libéralités, soit par acte entre-vifs, soit par testament ou donation à cause de mort, ne pourront excéder la moitié des biens du disposant, s'il laisse un ou plusieurs enfants au moment de son décès. Il pourra disposer de la totalité de ses biens s'il ne laisse point d'enfant.

La portion non disponible des biens constitue la légitime des enfants, quel que soit leur nombre.

ART. 644.

Sont compris dans l'art. précédent, sous le nom d'enfants, les descendants en quelque degré que ce soit.

quand l'acte est soumis au Conseil d'Etat
et dans tous les cas de la loi

supplément d'un immeuble (congrat)
de l'acte de vente
100 000

(minors sans tutelle - celui qui n'est pas en état de
les indigne de succéder -)

- Comte Français -

1/2 pour le gendre - 1/3 pour 2 - 1/4 pour d'autres

de la part

1/2 - quand il y a un ascendant dans lequel l'acte
1/4 - s'il n'y a d'ascendants que dans un ligne

incriminés et en fait compris que
(voir) pour l'enfant qui se représente dans
la succession de son père

le part de l'enfant d'un indigne et d'un renouveau
et de la part de l'ascendant de son père

Les ascendants sont compris dans une ligne qui quand de
l'acte de vente

Les enfants d'un indigne et d'un renouveau ?

ART. 645.

Dans le sens de l'art. 643, la Loi entend par le mot *biens*, les biens *nets*, déduction faite des dettes ou charges dont ils peuvent être grevés.

ART. 646.

Si la disposition par acte entre-vifs, par donation à cause de mort ou par testament, a pour objet un usufruit ou une rente viagère dont la valeur excède la quotité disponible, les héritiers au profit desquels la Loi réserve la légitime, auront l'option, ou d'exécuter cette disposition, ou de faire l'abandon de la propriété de la quotité disponible.

ART. 647.

La quotité disponible donnée en tout ou en partie, soit par acte entre-vifs, soit par testament ou donation à cause de mort, aux enfants ou descendants successeurs du donateur ou testateur, n'est point sujette au rapport par le donataire ou légataire arrivant à la succession, à moins que le contraire ne soit exprimé dans l'acte.

ART. 648.

La légitime ne peut être grevée d'aucune charge, ni à titre d'usufruit, ni par l'effet d'aucune condition onéreuse.

SECTION II. — *De la réduction des donations et legs.*

ART. 649.

Les dispositions, soit entre-vifs, soit par testament, soit à cause de mort, qui excéderont la quotité disponible, seront réductibles à cette quotité lors de l'ouverture de la succession, mais les actes qui les contiennent ne seront point déclarés nuls.

ART. 650.

La réduction des dispositions entre-vifs ne pourra être demandée que par ceux au profit desquels la Loi fait une réserve, par leurs héritiers ou ayants-cause.

ART. 651.

La réduction se détermine en formant une masse

leplaine. Insuffisance ascendante vers l'ovaire
dans les années de ascendance ophidienne - une
fois de suite ophidienne - pendant l'implantation
personnes en contact honteux -

for Khammoua, for consumption? ?
for Khammoua also

de tous les biens existants au décès du donateur ou testateur ; on y réunit fictivement ceux dont il a été disposé par donation entre-vifs ou à cause de mort, d'après leur état à l'époque des donations et leur valeur au temps du décès du donateur ; on calcule sur tous ces biens, après en avoir déduit les dettes, quelle est la quotité dont il a pu disposer.

ART. 652.

Après avoir établi, conformément à l'article précédent, la quotité à laquelle doit être déterminée la légitime, si le donateur est décédé ab intestat, on opérera d'abord sur les donations à cause de mort, puis sur les donations entre-vifs, la réduction nécessaire pour compléter cette légitime, en commençant par la dernière donation de chaque espèce et ainsi de suite, en remontant des dernières aux plus anciennes.

ART. 653.

S'il s'agit d'une succession testamentaire, la réduction sera d'abord opérée au centime le franc sur tous les legs contenus dans le testament : si cette réduction, après avoir épuisé la valeur de tous les legs, est encore insuffisante, on procédera à l'égard des donations à cause de mort et des donations entre-vifs, comme il est dit dans l'art. précédent.

ART. 654.

Néanmoins, dans tous les cas où le testateur aura expressément déclaré qu'il entend que tel legs ou telle donation à cause de mort soit acquitté de préférence aux autres, cette préférence aura lieu ; et le legs ou la donation qui en sera l'objet, ne sera réduit qu'autant que la valeur des autres ne remplirait pas la réserve légale.

En aucun cas, les donations entre-vifs ne peuvent être réduites avant que les legs et donations aient été épuisés.

ART. 655.

Si la donation entre-vifs réductible a été faite à l'un des successibles, il pourra retenir sur les biens donnés la valeur de la portion qui lui appartiendrait, comme héritier, dans les biens non disponibles, s'ils sont de la même nature.

*déduits des insaisissables ?
Bijoux consommables ?*

*Le don à la réserve qui s'en fait la
quotité.*

Une réduction à une succession testamentaire.

*La loi donne aux héritiers, de la même
manière ?*

*(pourquoi pas les autres en
même temps ?)*

à la suite des donations

ART. 656.

Le donataire devra restituer les fruits de ce qui excèdera la portion disponible, à partir du jour de la demande.

ART. 657.

Les immeubles à recouvrer par l'effet de la réduction ou de la nullité de la donation, le seront sans charge de dettes ou hypothèques créées par le donataire. (Voir article 15 de la Loi sur les hypothèques).

ART. 658.

L'action en réduction ou revendication pourra être exercée par les héritiers contre les tiers-détenteurs des immeubles faisant partie des donations, et aliénés par les donataires, de la même manière et dans le même ordre que contre les donataires eux-mêmes, et discussion préalablement faite de leurs biens. Cette action devra être exercée suivant l'ordre des dates des aliénations, en commençant par la plus récente.

ART. 659.

Dans toute succession déclarée vacante ou acceptée sous bénéfice d'inventaire, les legs ou donations à cause de mort ne pourront déployer d'effets utiles qu'après le paiement intégral des dettes du défunt, sans préjudice des droits réservés aux créanciers par l'article 639, concernant les donations entre-vifs.

SECTION III. — *De l'exhérédation et de la réduction à la légitime.*

ART. 660.

L'héritier auquel la Loi réserve une légitime, peut en être exhérédé pour cause d'indignité.

L'exhérédation ne peut avoir lieu que par testament et doit être motivée; à défaut, elle n'aura aucun effet.

ART. 661.

L'héritier à réserve peut être réduit à sa légitime par testament, sans que les motifs de cette réduction y soient énoncés.

ART. 662.

L'héritier réduit à sa légitime est toujours réputé *héritier institué* de cette portion de la succession et exhérédé du reste, quels que soient les termes dont a pu se servir le testateur.

ART. 663.

L'exhérédation générale ou spéciale des autres héritiers n'est jamais nécessaire.

CHAPITRE IV. — Des donations entre-vifs.

SECTION I^{re}. — De la forme des donations entre-vifs.

ART. 664.

Tous actes portant donations entre-vifs seront passés devant notaire, en la forme ordinaire des contrats et en présence de cinq témoins.

Les dispositions de l'article 709 sont applicables aux actes de donations entre-vifs.

ART. 665.

Le donataire doit intervenir dans l'acte, soit personnellement, soit par un fondé de pouvoirs porteur d'une procuration authentique et spéciale : l'acte contiendra, sous peine de nullité, sa déclaration expresse qu'il accepte la donation.

ART. 666.

La donation dûment acceptée, à teneur de l'article précédent, sera parfaite par le seul consentement des parties, et la propriété des objets donnés sera transférée au donataire, sans qu'il soit besoin d'autre tradition.

ART. 667.

La femme mariée, le mineur, l'interdit et les personnes morales désignées dans l'article 640, ne pourront accepter une donation qu'après y avoir été autorisés conformément à la Loi.

ART. 668.

Le sourd-muet qui saura écrire, pourra accepter lui-même ou par un fondé de pouvoirs : il devra accepter par l'intermédiaire d'un curateur nommé à cet effet, s'il ne sait pas écrire.

autres que les pères et mères de famille

Art. 698

ART. 669.

La donation entre-vifs ne pourra comprendre que les biens présents du donateur ; si elle comprend des biens à venir, elle sera nulle à cet égard.

ART. 670.

Toute donation entre-vifs, faite sous des conditions dont l'exécution dépend de la seule volonté du donateur, sera nulle.

ART. 671.

Elle sera pareillement nulle, si elle a été faite sous la condition d'acquitter d'autres dettes ou charges que celles qui existaient à l'époque de la donation ou qui seraient exprimées, soit dans l'acte de donation, soit dans l'état qui devrait y être annexé.

ART. 672.

En cas que le donateur se soit réservé la liberté de disposer d'un effet compris dans la donation ou d'une somme fixe sur les biens donnés, s'il meurt sans en avoir disposé, le dit effet ou la dite somme appartiendra aux héritiers du donateur, nonobstant toutes clauses et stipulations à ce contraire.

ART. 673.

Tout acte de donation d'effets mobiliers ne sera valable que pour les effets dont un état estimatif signé du donateur et du donataire, ou de ceux qui acceptent pour lui, aura été annexé à la minute de la donation.

ART. 674.

Il est permis au donateur de faire la réserve à son profit ou de disposer, au profit d'un autre, de la jouissance ou de l'usufruit des biens meubles ou immeubles donnés.

SECTION II. — *Des exceptions à la règle de l'irrévocabilité des donations entre-vifs.*

ART. 675.

La donation entre-vifs ne pourra être révoquée que pour cause d'inexécution des conditions sous lesquelles elle aura été faite, pour cause d'ingratitude et pour cause de survenance d'enfant.

ART. 676.

Dans le cas de la révocation pour cause d'inexécution des conditions, les biens rentreront dans les mains du donateur, libres de toutes charges et hypothèques du chef du donataire, et le donateur aura contre les tiers-détenteurs des immeubles donnés tous les droits qu'il aurait contre le donataire lui-même.

ART. 677.

La donation entre-vifs ne pourra être révoquée pour cause d'ingratitude que dans les cas suivants :

- 1° Si le donataire a attenté à la vie du donateur ;
- 2° S'il s'est rendu coupable envers lui de sévices, délits ou injures graves ;
- 3° S'il lui refuse des aliments.

ART. 678.

La révocation pour cause d'inexécution des conditions, ou pour cause d'ingratitude, n'aura jamais lieu de plein droit.

ART. 679.

La demande en révocation pour cause d'ingratitude devra être formée dans l'année, à compter du jour du délit imputé par le donateur au donataire, ou du jour que le délit aura pu être connu du donateur.

Cette révocation ne pourra être demandée par le donateur contre les héritiers du donataire, ni par les héritiers du donateur contre le donataire, à moins que dans ce dernier cas l'action n'ait été intentée par le donateur ou qu'il ne soit décédé dans l'année du délit.

ART. 680.

La révocation pour cause d'ingratitude ne préjudiciera ni aux aliénations faites par le donataire, ni aux hypothèques et autres charges réelles qu'il aura pu imposer sur l'objet de la donation, pourvu que le tout soit antérieur à la formation de la demande en révocation.

Dans le cas de révocation, le donataire sera condamné à restituer la valeur des objets aliénés, eu égard au temps de la demande, et les fruits à compter du jour de cette demande.

*Obligations qui sont de mariage
1° L'obligation de vivre et d'être
2° L'obligation de se nourrir et de se loger
quant les donations sont faites en faveur d'un mariage
et que l'on ne peut en faire que 2*

*Comme l'acte qui annule la formation
de la demande en révocation*

ART. 681.

Les donations en faveur de mariage ne sont point révocables pour cause d'ingratitude.

ART. 682.

Toutes donations entre-vifs par personnes qui n'avaient point d'enfants ou de descendants actuellement vivants dans le temps de la donation, de quelque valeur que ces donations puissent être et à quelque titre qu'elles aient été faites, et encore qu'elles fussent mutuelles ou rémunératoires, même celles qui auraient été faites en faveur de mariage par autres que les ascendants aux conjoints, ou par les conjoints l'un à l'autre, demeureront révoquées de plein droit par la survenance d'un enfant légitime du donateur, même posthume, ou par la légitimation d'un enfant naturel par mariage subséquent, s'il est né depuis la donation.

ART. 683.

Cette révocation aura lieu, encore que l'enfant du donateur ou de la donatrice fût conçu au temps de la donation.

ART. 684.

La donation sera pareillement révoquée, lors même que le donataire serait entré en possession des biens donnés et qu'il y aurait été laissé par le donateur depuis la survenance de l'enfant; sans néanmoins que le donataire soit tenu de restituer les fruits par lui perçus, de quelque nature qu'ils soient, si ce n'est du jour que la naissance de l'enfant ou sa légitimation par mariage subséquent lui aura été notifiée par exploit ou autre acte en bonne forme; et ce, quand même la demande pour rentrer dans les biens donnés n'aurait été formée que postérieurement à cette notification.

ART. 685.

Les biens compris dans la donation révoquée de plein droit rentreront dans le patrimoine du donateur, libres de toutes charges et hypothèques du chef du donataire, sans qu'ils puissent demeurer affectés, même subsidiairement, à la restitution des propres de

*Tout acte donation, même, rémunératoire, mutuel, est
sujette à révocation*

Unité, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12

la femme de ce donataire et des conventions matrimoniales ; ce qui aura lieu quand même la donation aurait été faite en faveur du mariage et insérée dans le contrat, et que le donateur se serait obligé comme caution, par la donation, à l'exécution du contrat de mariage.

ART. 686.

Les donations ainsi révoquées ne pourront revivre ou avoir de nouveau leur effet, ni par la mort de l'enfant du donateur, ni par aucun acte confirmatif : et si le donateur veut donner les mêmes biens au même donataire, soit avant ou après la naissance de l'enfant, par la naissance duquel la donation avait été révoquée, il ne le pourra faire que par une nouvelle disposition.

ART. 687.

Toute clause ou convention par laquelle le donateur aurait renoncé à la révocation de la donation pour survenance d'enfant, sera regardée comme nulle et ne pourra produire aucun effet.

ART. 688.

Le donataire, ses héritiers ou ayants-cause, ou autres détenteurs des choses données, ne pourront opposer la prescription pour faire valoir la donation révoquée par la survenance d'enfant, qu'après une possession de trente années qui ne pourront commencer à courir que du jour de la naissance du dernier enfant du donateur, même posthume.

CHAPITRE V. — Des donations faites par contrat de mariage aux époux et aux enfants à naître du mariage.

ART. 689.

Toute donation entre-vifs de biens présents, quoique faite par contrat de mariage aux époux ou à l'un d'eux, sera soumise aux règles générales prescrites pour les donations.

ART. 690.

Toute donation entre-vifs, faite en faveur de mariage ou par contrat de mariage aux époux ou à l'un d'eux, est toujours réputée faite aux époux et aux enfants à naître du mariage.

He Donat au Code de mariage

marriage

up à l'acte de mariage, qu'il en soit fait un acte de mariage.

ART. 691.

La donation peut valablement contenir la clause de retour des biens au donateur, pour le cas où il survivrait au donataire et à sa postérité.

ART. 692.

En cas que le donateur par contrat de mariage ou en faveur du mariage se soit réservé la liberté de disposer d'un effet compris dans la donation de ses biens présents ou d'une somme fixe à prendre sur ces mêmes biens, l'effet ou la somme, s'il meurt sans en avoir disposé, seront censés compris dans la donation et appartiendront au donataire ou à ses héritiers.

ART. 693.

Les donations faites par contrat de mariage sont toujours réputées acceptées par la signature des époux au contrat, alors même que la déclaration d'acceptation n'y serait pas expressément mentionnée.

ART. 694.

Toute donation faite en faveur du mariage sera caduque si le mariage ne s'ensuit pas.

ART. 695.

Toutes donations faites aux époux en faveur du mariage ou par leur contrat de mariage seront, lors de l'ouverture de la succession du donateur, réductibles à la portion dont la Loi lui permettait de disposer.

CHAPITRE VI. -- Des dispositions entre époux, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage.

ART. 696.

Les époux pourront, par contrat de mariage, se faire réciproquement, ou l'un des deux à l'autre, telle donation de biens présents qu'ils jugeront à propos, sous les modifications ci-après énoncées.

ART. 697.

Toute donation faite entre époux par contrat de mariage sera censée faite sous la condition de survie

du donataire, si le contraire n'est formellement exprimé, et sera d'ailleurs soumise aux règles générales concernant les donations.

ART. 698.

L'époux ne pourra disposer par contrat de mariage en faveur de l'autre époux que de la quotité de ses biens dont la Loi lui permet de disposer: il ne pourra disposer que de la moitié de cette quotité, s'il avait des enfants d'un précédent mariage.

ART. 699.

Toutes donations contraires aux dispositions de l'art. précédent seront réductibles.

ART. 700.

Les époux ne pourront, pendant le mariage, se faire aucune donation entre-vifs, sous quelque forme que ce puisse être; ils ne pourront se faire aucune donation mutuelle et réciproque par un seul et même testament.

Toute donation entre-vifs indirecte, déguisée ou faite à des personnes interposées, sera nulle.

CHAPITRE VII. — Des dispositions à cause de mort.

SECTION I. — Des testaments.

ART. 701.

Toute personne pourra disposer par testament.

ART. 702.

Un testament ne pourra être fait dans le même acte par deux ou plusieurs personnes, soit au profit d'un tiers, soit à titre de disposition réciproque et mutuelle.

ART. 703.

Un testament ne pourra être olographe, ou fait par acte public, ou nuncupatif.

ART. 704.

Le testament olographe ne sera point valable s'il n'est écrit en entier, daté et signé de la main du testateur; il n'est assujéti à aucune autre forme.

de l'époux (n'importe lequel)

Donner cette quotité à la quotité disponible?

ART. 705.

Le testament par acte public est celui qui est reçu par un notaire selon la forme prescrite, en présence de cinq témoins.

ART. 706.

Les dispositions du testateur doivent être indiquées au notaire par le testateur lui-même, et il doit lui être donné lecture de l'acte en présence des témoins.

Il est fait du tout mention expresse.

ART. 707.

Ce testament doit être signé par le testateur sur la minute ; s'il déclare qu'il ne sait ou ne peut signer, il sera fait dans l'acte mention expresse de la déclaration, ainsi que de la cause qui l'empêche de signer.

ART. 708.

Le testament doit être signé par les témoins.

ART. 709.

Ne pourront être pris pour témoins du testament par acte public, ni ceux qui n'entendraient pas la langue du testateur, ni les légataires, à quelque titre qu'ils soient, ni l'héritier institué, ni leurs parents ou alliés, ni ceux du testateur jusqu'au sixième degré inclusivement.

Le notaire appelé à recevoir le testament ne peut être ni parent du testateur, ni des légataires, ni des témoins jusqu'au sixième degré inclusivement, ni héritier institué, ni légataire.

ART. 710.

Le testament nuncupatif est celui qui est reçu par cinq témoins auxquels le testateur fait connaître verbalement ses volontés.

Les dispositions de l'art. précédent, en ce qui touche la qualité des témoins, sont applicables aux testaments nuncupatifs.

ART. 711.

Le testateur doit exprimer lui-même ses volontés en présence des témoins.

Le testament nuncupatif est celui qui est reçu par cinq témoins.

quatrième

Le testament nuncupatif est celui qui est reçu par cinq témoins. Les dispositions de l'art. précédent, en ce qui touche la qualité des témoins, sont applicables aux testaments nuncupatifs.

ART. 712.

Après avoir entendu les dispositions du testateur, les témoins doivent, mais hors de sa présence, les rédiger par écrit, les signer, les dater et en effectuer le dépôt immédiatement entre les mains du Juge de paix ; cette rédaction ne peut être signée par le testateur lui-même, à peine de nullité.

ART. 713.

A l'ouverture de la succession, les témoins seront appelés devant le juge compétent et attesteront sous la foi du serment en présence des intéressés, que le testament tel qu'ils l'ont rédigé est l'expression libre et sincère des volontés du testateur : qu'ils les ont entendu exprimer par sa propre bouche et que le testateur leur a paru sain d'esprit.

ART. 714.

Le testament nuncupatif n'est permis que dans les cas où le testateur se trouverait dans un danger imminent de mort, sans pouvoir ni écrire ses volontés, ni appeler un notaire pour les recevoir.

Il est nul de plein droit, alors même qu'il n'aurait point été révoqué, si le testateur a vécu plus de six semaines après le jour où le testament a été fait.

ART. 715.

Les témoins appelés pour être présents aux testaments devront être du sexe masculin, majeurs, jouissant de leurs droits civils et domiciliés dans le Canton.

ART. 716.

Il est loisible au testateur de modifier par un codicille ses dispositions testamentaires.

Le codicille peut être fait, soit par acte séparé, olographe ou notarial, soit au pied du testament ou de son expédition.

ART. 717.

Le codicille, soit olographe, soit notarial, est soumis, quant à sa forme, aux mêmes règles que les testaments olographes ou par actes authentiques. Il ne peut contenir une institution d'héritier.

hugues de lailler

?

*Un codicille privé n'est pas valide si on l'a
mis joint ?*

ART. 718.

Le codicille n'a qu'une valeur relative et subordonnée à celle du testament auquel il se rattache : il devient nécessairement caduc ou nul, si le testament lui-même est déclaré tel.

ART. 719.

Un Neuchâtelois qui se trouvera en pays étranger, pourra faire ses dispositions testamentaires, soit en la forme olographe, selon qu'il est prescrit à l'article 704, soit par acte public avec les formes usitées dans le lieu où cet acte sera passé.

SECTION II. — *Des legs.*

ART. 720.

Tout legs pur et simple donnera au légataire, du jour du décès du testateur, un droit à la chose léguée, droit transmissible à ses héritiers ou ayants-cause.

Néanmoins le légataire ne pourra se mettre en possession de la chose léguée, ni en prétendre les fruits ou intérêts, qu'à compter du jour où il en aura formé la demande aux héritiers, ou de celui où la remise aura été volontairement consentie.

ART. 721.

Les intérêts ou fruits de la chose léguée courent au profit du légataire, dès le jour du décès et sans qu'une demande en délivrance ait été formée :

1° Lorsque le testateur aura expressément déclaré sa volonté à cet égard dans le testament ;

2° Lorsqu'une rente viagère ou une pension aura été léguée à titre d'aliments.

ART. 722.

La chose léguée sera délivrée avec les accessoires nécessaires et dans l'état où elle se trouvera au jour du décès du testateur.

ART. 723.

Lorsque celui qui a légué la propriété d'un immeuble, l'a ensuite augmenté par des acquisitions, ces acquisitions fussent-elles contiguës, ne seront pas

censées, sans une nouvelle disposition, faire partie du legs.

Il en sera autrement des embellissements ou des constructions nouvelles faites sur le fonds légué, ou d'un enclos dont le testateur aurait augmenté l'enceinte.

ART. 724.

Si, avant le testament ou depuis, la chose léguée a été hypothéquée pour une dette de la succession, ou même pour la dette d'un tiers, ou si elle est grevée d'un usufruit, celui qui doit acquitter le legs n'est point tenu de la dégager, à moins qu'il n'ait été chargé de le faire par une disposition expresse du testateur.

ART. 725.

Toute aliénation, celle même par vente avec faculté de rachat ou par échange, que fera le testateur de tout ou partie de la chose léguée, emportera la révocation du legs pour tout ce qui a été aliéné, encore que l'aliénation postérieure soit nulle et que l'objet soit rentré dans la main du testateur.

ART. 726.

Le legs sera caduc, si la chose léguée a totalement péri pendant la vie du testateur.

Il en sera de même si elle a péri depuis sa mort, sans le fait et la faute de l'héritier, quoique celui-ci ait été mis en retard de la délivrer, lorsqu'elle eût également dû périr entre les mains du légataire.

ART. 727.

Lorsque le testateur aura légué la chose d'autrui, le legs sera nul, soit que le testateur ait connu ou non qu'elle ne lui appartenait pas.

ART. 728.

Lorsque le legs sera d'une chose indéterminée, l'héritier ne sera pas obligé de la donner de la meilleure qualité, et il ne pourra l'offrir de la plus mauvaise.

ART. 729.

Le legs fait au créancier ne sera pas censé fait en compensation de sa créance, ni le legs fait au domestique en compensation de ses gages.

ART. 730.

Le légataire ne sera point tenu des dettes de la succession, mais le legs pourra être réduit conformément aux règles posées dans les articles 649 et suivants, et demeurera soumis à l'action des créanciers hypothécaires, cas échéant.

SECTION III. — Des exécuteurs testamentaires.

ART. 731.

Le testateur pourra nommer un ou plusieurs exécuteurs testamentaires.

ART. 732.

La femme mariée, les mineurs, celui qui ne peut s'obliger, ne peuvent être exécuteurs testamentaires.

ART. 733.

Les exécuteurs testamentaires feront apposer les scellés, s'il y a des héritiers mineurs ou interdits, ou absents.

Ils feront faire, en présence des héritiers ou de leurs représentants légaux, ou eux dûment appelés, l'inventaire de la succession.

Ils veilleront à ce que le testament soit exécuté, et ils pourront, en cas de contestation sur son exécution, intervenir pour en soutenir la validité.

Ils devront compte de leur gestion.

ART. 734.

Les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire ne passent point à ses héritiers.

ART. 735.

Les frais faits par l'exécuteur testamentaire pour l'accomplissement de son mandat seront à la charge de la succession.

SECTION IV. — De la révocation, de la caducité et de la nullité des testaments.

ART. 736.

Tout testament est révoqué de plein droit par un testament postérieur, soit que le testament postérieur contienne, soit qu'il ne contienne pas de clauses révocatoires.

Le testateur peut cependant dans un testament postérieur confirmer ou réserver certaines dispositions d'un testament précédent.

ART. 737.

Un testament peut encore être révoqué par un acte olographe ou authentique portant déclaration du changement de volonté.

ART. 738.

Les testaments antérieurs demeurent révoqués, alors même que le testament postérieur viendrait à être déclaré caduc ou nul, à moins que le testateur n'ait dérogé à cette règle en exprimant une intention contraire.

ART. 739.

La survenance d'un enfant légitime, même posthume, ou la légitimation d'un enfant naturel par le mariage subséquent, rend le testament caduc.

ART. 740.

Toute disposition testamentaire sera caduque, si celui en faveur de qui elle est faite n'a pas survécu au testateur.

ART. 741.

Toute disposition testamentaire subordonnée à un événement incertain sera caduque, si l'héritier institué ou le légataire décède avant l'arrivée de l'événement.

ART. 742.

La condition qui, dans l'intention du testateur, ne fait que suspendre l'exécution de la disposition, n'empêchera pas l'héritier institué ou le légataire d'avoir un droit acquis, transmissible à ses héritiers.

ART. 743.

La disposition testamentaire sera caduque, lorsque l'héritier institué la répudiera ou se trouvera incapable de la recueillir; mais, dans le premier cas, les legs contenus dans le testament seront maintenus au profit des légataires, si le testament n'est pas d'ail-

un testament postérieur révoque un testament précédent.

*testament
qui le testament en cours d'être
révoqué ou révoqué à l'égard d'un
testament précédent et d'un testament*

révoqué par un testament postérieur.

leurs déclaré caduc pour d'autres causes. Les legs seront délivrés par l'héritier qui prendra possession de la succession.

ART. 744.

Les mêmes causes qui, suivant l'art. 675, et avec les réserves contenues aux n^{os} 1 et 2 de l'art. 677, autorisent la demande en révocation de la donation entre-vifs, seront admises pour la demande en révocation des dispositions testamentaires.

ART. 745.

Tout testament qui n'est point l'expression de la libre volonté du testateur, ou qui n'est point conforme aux dispositions du présent Titre touchant la capacité de disposer et la forme des testaments, sera déclaré nul.

ART. 746.

La nullité ou la caducité d'une disposition spéciale d'un testament n'entraîne point la nullité du testament, si d'ailleurs il peut subsister sans cette disposition.

ART. 747.

Toute disposition pour cause de mort qui ne contiendra point d'institution formelle d'héritier, ni de disposition universelle qui, à teneur de l'art. 630, puisse en tenir lieu, sera réputée donation à cause de mort.

SECTION V. — *Des donations à cause de mort.*

ART. 748.

Toute personne qui peut tester, peut disposer par donation à cause de mort.

ART. 749.

Les dispositions de la Section I^{re} et les art. 739 à 746 inclusivement de la Section IV du présent chapitre sont communes aux donations à cause de mort.

ART. 750.

La donation pour cause de mort n'est point révoquée par une donation postérieure, à moins que la révocation n'y soit contenue en termes exprès et spé-

ciaux, ou que la donation postérieure ne donne à une autre personne le même objet qui avait été donné par la donation antérieure.

ART. 751.

La donation pour cause de mort n'est point révoquée par un testament postérieur qui révoquerait par une disposition générale toutes dispositions antérieures pour cause de mort : elle doit être révoquée par une disposition spéciale, contenue soit dans un testament ou une donation postérieure, soit dans un acte séparé, olographe ou notarial.

SECTION VI. — *Du droit d'accroissement.*

ART. 752.

Si un ou plusieurs héritiers ne peuvent ou ne veulent pas recueillir leur part d'hérédité, cette part est dévolue aux autres héritiers dans la proportion de leurs droits à l'héritage, et ils ne peuvent y renoncer sans renoncer à toute la succession.

ART. 753.

Toutefois, si le testateur a divisé sa succession en portions distinctes et appelé plusieurs héritiers conjointement à l'une de ces portions, la quote-part de cette portion qui aurait été dévolue à un héritier renonçant, appartiendra aux autres héritiers conjoints.

ART. 754.

Il y aura lieu à accroissement au profit des légataires dans le cas où le legs sera fait à plusieurs conjointement.

Le legs sera réputé fait conjointement :

1° Lorsqu'il le sera par une seule et même disposition, et que le testateur n'aura pas assigné la part de chacun des colégataires dans la chose léguée ;

2° Lorsqu'une chose qui n'est pas susceptible d'être divisée sans détérioration, aura été donnée par le même acte à plusieurs personnes, même séparément.

ART. 755.

La même règle est applicable aux donations à cause de mort.

ART. 756.

Tout bien dont il aurait été disposé à titre de donation à cause de mort, de legs ou d'institution d'héritier, et qui aurait été répudié sans que la répudiation ait donné lieu à accroissement, appartiendra de plein droit aux héritiers qui auront accepté la succession.

TITRE III.

De l'acceptation des successions, de la saisine des héritiers et des partages.

Dispositions générales.

ART. 757.

En l'absence de l'un des héritiers ou de tous, ou de minorité de l'un d'eux, le Juge de paix pourra ordonner d'office l'apposition des scellés, à moins que les absents ou le tuteur n'aient demandé par écrit la suppression de cette formalité; il devra l'ordonner, s'il en est requis par l'un des héritiers, par un créancier du défunt porteur d'un titre exécutoire, ou si une succession en ligne directe n'a point été acceptée dans les trois jours, cas échéant où tous les héritiers sont domiciliés dans le pays.

ART. 758.

Il n'y a pas lieu à apposition de scellés après le décès de la femme quand le mari est survivant.

ART. 759.

Si la conservation de la succession l'exigeait, l'apposition des scellés sera remplacée par la nomination d'un curateur d'office à la masse et la confection de l'état sommaire des biens.

Il en sera toujours ainsi pour le cas de mort d'un associé relativement aux intérêts du défunt dans la société.

ART. 760.

Six semaines après l'inhumation, la veuve, le ou les héritiers invêtus peuvent requérir la levée des scellés, qui leur sera accordée de plein droit, moyennant inventaire et nomination de curateurs d'office ou tuteurs aux absents ou aux mineurs.

ART. 761.

Sont nulles de plein droit, toutes saisies de valeurs mobilières ou immobilières d'une succession, et toutes transac-

tions faites au sujet d'une succession dont l'investiture n'a pas encore été définitivement obtenue, ou que les héritiers directs n'ont point encore acceptée définitivement, ou qui n'a été acceptée que sous bénéfice d'inventaire.

CHAPITRE I^{er}. — De l'acceptation des successions et de la saisine des héritiers.

SECTION I^{re}. — De l'acceptation.

ART. 762.

Une succession peut être acceptée purement et simplement ou sous bénéfice d'inventaire.

ART. 763.

Nul n'est tenu d'accepter une succession qui lui est échue.

ART. 764.

Les femmes mariées ne peuvent pas valablement accepter une succession sans l'autorisation de leur mari ou de justice.

ART. 765.

Les successions échues aux mineurs et aux interdits ne pourront être valablement acceptées que conformément aux dispositions du Titre de la *minorité*, de la *tutelle* et de l'*émancipation*.

Toutefois le conjoint survivant pourra accepter, au nom de ses enfants mineurs, la succession du conjoint décédé, sans autorisation de justice, à moins que l'autorité tutélaire n'exige d'office la nomination d'un tuteur *ad hoc*.

ART. 766.

L'effet de l'acceptation remonte au jour de l'ouverture de la succession.

ART. 767.

Lorsque celui à qui une succession est échue, est décédé sans l'avoir acceptée, ses héritiers peuvent l'accepter de son chef, si les délais légaux ne sont point expirés.

ART. 768.

Si les héritiers ne sont pas d'accord pour accepter une succession purement et simplement ou sous bénéfice d'inventaire, elle doit être acceptée sous bénéfice d'inventaire.

ART. 769.

Le majeur n'est jamais restituable contre l'acceptation qu'il a faite d'une succession, à moins que cette acceptation

n'ait été la suite d'un dol pratiqué contre lui, ou qu'on ne découvre un testament soit une donation à cause de mort inconnus au moment de l'acceptation et dont les effets, joints aux autres charges de la succession, excéderaient sa valeur active.

ART. 770.

Le mineur, indépendamment des cas prévus dans l'article précédent, peut encore être restituable, contre l'acceptation d'une succession en ligne directe qui aurait été acceptée en son nom dans les trois jours par le conjoint survivant; mais cette restitution ne pourra lui être accordée que pendant les quarante-un jours qui suivront celui de l'inhumation et avec la condition d'accepter la succession sous bénéfice d'inventaire.

SECTION II. — De la renonciation.

ART. 771.

Est réputé avoir renoncé à une succession, tout héritier qui ne l'a point acceptée en la forme et dans les délais prescrits par la Loi.

ART. 772.

On ne vient jamais par représentation d'un héritier qui a renoncé; mais si l'héritier présomptif n'a point accepté dans les délais prescrits, le droit d'acceptation appartient au degré subséquent.

ART. 773.

Les créanciers de celui qui renonce, au préjudice de leurs droits, peuvent se faire autoriser en justice à accepter la succession du chef de leur débiteur, en son lieu et place.

Dans ce cas, l'acceptation faite par les créanciers ne profite qu'à eux et jusques à concurrence seulement de leurs créances : elle ne peut profiter à l'héritier qui a renoncé.

ART. 774.

Pour demeurer au bénéfice de la disposition précédente, les créanciers devront notifier juridiquement leur intention à leur débiteur, et cela dans les trois jours qui suivront celui de l'inhumation, s'il s'agit d'une succession directe, et dans les 41 jours, s'il s'agit d'une succession collatérale.

+ la demande en restitution contre l'enfant pendant
les 41 jours.

Tout créancier peut se faire autoriser en justice à accepter la succession du chef de leur débiteur, en son lieu et place.

Même créancier qui s'est accordé avec le débiteur pour
poursuivre l'acceptation de la succession.

Ils devront ensuite poursuivre leur demande contre leur débiteur dans la huitaine qui suivra la notification, selon la forme qui sera prescrite par une Loi de procédure.

ART. 775.

Les autres cohéritiers pourront toujours de plein droit et sans autre formalité repousser la demande en désintéressant les créanciers en cause.

ART. 776.

On ne peut, même par contrat de mariage, renoncer à la succession d'un homme vivant, ni aliéner les droits éventuels qu'on peut avoir à cette succession.

ART. 777.

Tout héritier qui aura diverti ou recélé des biens de la succession, ou qui aura fait acte d'héritier, pourra être constitué héritier par tous ceux qui y auront intérêt.

ART. 778.

Les actes purement conservatoires de surveillance et d'administration provisoire ne sont pas des actes d'héritier, si l'on n'y a pas pris le titre et la qualité d'héritier.

ART. 779.

L'enfant ou descendant qui n'accepte point la succession, doit faire rapport à la masse des valeurs qu'il a reçues du défunt à titre de donation entre-vifs, d'avancement d'hoirie ou de prêt.

ART. 780.

L'héritier qui n'aura point accepté une succession dans les délais légaux, pourra demander au Tribunal supérieur du Canton le relief de cette informalité, après avoir notifié sa demande aux héritiers invêtus et les avoir cités à comparaître ou obtenu la renonciation de l'Etat s'il s'agit d'une succession vacante.

ART. 781.

Si le relief est accordé, l'héritier pourra réclamer ses droits dans la succession, mais il ne sera point admis à contester les droits acquis aux autres cohéritiers par leur acceptation ou par l'investiture ob-

tenue, non plus que les actes conservatoires et d'administration faits par eux en leur qualité d'héritiers, à moins que la sentence du Tribunal ne lui en ait réservé la faculté

SECTION III. — *Du bénéfice d'inventaire, de ses effets, et des obligations de l'héritier bénéficiaire.*

ART. 782.

La déclaration d'un héritier qu'il entend ne prendre cette qualité que sous bénéfice d'inventaire, sera faite en la forme qui sera indiquée ci-après.

ART. 783.

Hors les cas prévus aux art. 769 et 770, l'héritier qui a accepté une succession purement et simplement, n'est plus admissible à l'accepter sous bénéfice d'inventaire.

ART. 784.

L'héritier qui aurait commis l'un des actes désignés dans l'art. 777, est déchu du bénéfice d'inventaire.

ART. 785.

L'effet du bénéfice d'inventaire est de donner à l'héritier l'avantage :

1° De n'être tenu du paiement des dettes de la succession que jusques à concurrence de la valeur des biens qu'il a recueillis, même de pouvoir se décharger du paiement des dettes en abandonnant tous les biens de la succession aux créanciers et aux légataires ;

2° De ne pas confondre ses biens personnels avec ceux de la succession et de conserver contre elle le droit de réclamer le paiement de ses créances.

CHAPITRE II. — *Des formes de l'acceptation et de celles du bénéfice d'inventaire.*

SECTION I^{re}. — *Des formes de l'acceptation.*

ART. 786.

L'envoi en possession et l'investiture constituent l'acceptation d'une succession.

ART. 787.

L'envoi en possession a pour effet de constater ju-

(En France, 30 ans pour accepter)

ridiquement la prétention de l'héritier et d'arrêter la prescription en ce qui le concerne; mais il ne lui donne aucun droit sur les biens de la succession.

L'envoi en possession n'est refusé à personne.

L'investiture saisit l'héritier qui l'obtient, des biens de la succession: elle n'est accordée qu'à l'héritier dont les droits ont été reconnus.

ART. 788.

Tout héritier, alors même que ses prétentions ne sont point contestées par des tiers, doit prouver sa qualité.

A défaut, l'investiture pourra lui être refusée.

ART. 789.

L'héritier domicilié dans le Canton doit, à peine de forclusion, demander l'envoi en possession et l'investiture devant le juge compétent du lieu où la succession s'est ouverte, le quarante et unième jour après celui où le défunt a été inhumé.

Si le quarante et unième jour se trouve un jour férié, l'envoi en possession et l'investiture seront demandés la veille.

ART. 790.

Si l'héritier est domicilié hors du Canton, il peut encore valablement former sa demande pendant l'année qui suit le quarante et unième jour après l'inhumation.

Après l'expiration de ce délai, ses droits sont prescrits.

ART. 791.

L'héritier domicilié hors du Canton, arrivant après le quarante et unième jour, doit, sous peine de nullité, notifier la demande qu'il se propose de former aux héritiers antérieurement invêtus, et les citer à comparaître pour y porter présence.

ART. 792.

Si, à teneur de l'art. précédent, l'investiture est accordée, elle ne peut plus être attaquée par les héritiers antérieurement invêtus; elle peut l'être par ceux qui se présenteraient encore utilement avant l'échéance du délai légal.

*à savoir pendant les 2 années qui suivent la fin de l'année
S'il est invêtus en ligne directe et le
S'il est invêtus en ligne collatérale, ou
S'il n'est pas invêtus en ligne directe*

ART. 793.

Si plusieurs héritiers se sont présentés successivement pendant le délai légal, ils ont tous successivement le droit de former une demande en déchéance contre ceux qui ont obtenu antérieurement l'investiture.

Le droit est prescrit, si la demande n'a pas été ouverte au plus tard dans les trente jours qui suivront celui où le demandeur a obtenu l'investiture.

ART. 794.

L'héritier en degré inférieur, l'enfant naturel, l'époux survivant, auront un délai d'un mois en sus des délais ordinaires, pour accepter la succession dans le cas où elle n'aurait point été acceptée par les héritiers présomptifs ou institués.

Le créancier admis à demander l'investiture en lieu et place de son débiteur aura le même délai, à partir du jour du jugement d'admission définitif.

ART. 795.

Si plusieurs héritiers se présentent concurremment le même jour pour réclamer une succession, l'envoi en possession sera d'abord accordé à chacun d'eux, puis ils seront successivement admis à présenter leur demande en investiture, dans le même ordre où ils auront obtenu l'envoi en possession.

Toutefois, si l'un des héritiers se présente en vertu d'un testament, il sera d'abord statué sur sa demande: en cas de concurrence entre plusieurs héritiers testamentaires, la demande relative au testament le plus récent sera instruite et jugée la première.

ART. 796.

L'héritier testamentaire doit, s'il en est requis, fournir caution pour le paiement des legs contenus au testament, avant de pouvoir être investi de la succession.

ART. 797.

La nullité d'un testament profite à tous les héritiers intéressés, alors même qu'ils n'auraient point pris part à la contestation: la nullité d'une donation ne profite qu'à ceux qui l'ont poursuivie.

L'héritier qui a obtenu la nullité d'un testament a recours contre la succession par la renonciation aux héritiers légitimes, judiciaires et naturels, qu'il a été appelé à faire.

ART. 798.

L'héritier qui n'a point obtenu l'envoi en possession d'une succession, est non recevable à former opposition contre une demande en investiture, ou à l'attaquer en déchéance après qu'elle a été obtenue.

ART. 799.

Est réputée non écrite, toute clause comminatoire d'une disposition pour cause de mort qui aurait pour effet de priver un intéressé du droit d'en contester la validité.

ART. 800.

Le donataire est tenu, à peine de forclusion, de demander l'envoi en possession et l'investiture des biens qui lui ont été donnés pour cause de mort, dans les délais et selon les formes ci-dessus prescrites pour les successions.

ART. 801.

Les héritiers en ligne directe seront dispensés de la formalité de l'envoi en possession et de l'investiture, si, dans les trois jours après celui de l'inhumation, ils déclarent au greffe de la Justice de paix qu'ils entendent se porter héritiers.

Cette déclaration sera inscrite sur un registre spécial et signée par le greffier, les déclarants ou leur fondé de pouvoirs. Elle est irrévocable, sans préjudice cependant des réserves contenues aux articles 769 et 770.

ART. 802

Si le défunt a laissé un testament, l'acceptation des héritiers en ligne directe ne pourra valablement avoir lieu que dans la forme ordinaire.

ART. 803.

Les délais et les formes pour accepter la succession d'un individu mort hors du Canton, si cette succession s'ouvre dans le Canton, sont les mêmes que pour les cas où un héritier se trouve hors du Canton.

Les délais commencent à courir du jour où le décès du défunt aura été déclaré au greffe de la Jus-

Stat. de la Justice de paix ?

tice de paix du lieu où la succession est ouverte. La publication en sera faite sur-le-champ, à la diligence du greffier, par la voie ordinaire des publications officielles.

ART. 804.

On peut accepter dans le Canton une succession ouverte à l'étranger, si cette acceptation est nécessaire pour constater la qualité d'héritier de celui qui est appelé à la recueillir.

ART. 805.

Si une succession ouverte à l'étranger comprend des immeubles situés dans ce Canton, l'héritier ne pourra prendre possession de ces immeubles qu'après en avoir obtenu l'investiture devant le Tribunal compétent du Canton.

SECTION II. — Des formes du bénéfice d'inventaire.

ART. 806.

L'acceptation sous bénéfice d'inventaire d'une succession ab intestat ou testamentaire s'opère en la même forme et d'après les mêmes règles que l'acceptation pure et simple.

L'héritier est uniquement tenu à faire suivre sa demande ou sa déclaration de ces mots : « sous bénéfice d'inventaire. »

ART. 807.

Dès qu'une succession est acceptée sous bénéfice d'inventaire, le Juge de paix ordonne l'apposition des scellés, nomme, selon le besoin, un ou plusieurs syndics à la masse et procède à l'inventaire de la succession.

ART. 808.

S'il y a lieu de croire qu'il existe des héritiers à l'étranger, la succession sera juridiquement administrée jusqu'à l'échéance du plus long délai réservé aux héritiers pour se présenter.

ART. 809.

Après l'échéance des délais légaux et l'accomplissement des formalités préalables, la liquidation de la succession sera publiée en la forme ordinaire, avec

*introduit en tant que roman par l'art. 804.
L'acceptation sous bénéfice d'inventaire s'opère en la même forme et d'après les mêmes règles que l'acceptation pure et simple.*

sommatation, sous peine de forclusion aux créanciers ou autres intéressés de produire leurs créances et réclamations ; le temps accordé pour les productions ne pourra être moindre de vingt jours ni plus long que trois mois, à partir de la première publication.

ART. 810.

La sommatation contiendra citation péremptoire aux intéressés pour assister aux opérations.

ART. 811.

La forclusion n'éteindra pas la créance, mais l'exclura de toute participation aux biens de la succession.

ART. 812.

La vérification de l'inventaire et la liquidation des créances, droits et réclamations, seront opérées en audience publique.

ART. 813.

Pendant la huitaine qui suivra le jour où la clôture de la liquidation aura été prononcée par le juge, l'héritier pourra renoncer au bénéfice d'inventaire et accepter purement et simplement la succession. Sa déclaration d'acceptation interviendra par écrit, sera signée par lui ou son fondé de pouvoirs, et sera en outre verbalisée sur-le-champ au plumeitif de la liquidation.

ART. 814.

Si l'acceptation pure et simple n'est point intervenue dans la huitaine, il sera procédé à la réalisation de la masse et le produit en sera distribué dans l'ordre suivant :

- 1° Aux créanciers privilégiés ;
- 2° A tous les autres créanciers, au centime le franc de leurs créances liquidées, sans aucune distinction ;
- 3° Aux donataires et légataires selon leurs droits.

ART. 815.

Les créanciers hypothécaires et les autres créanciers du défunt feront valoir leurs droits sur les immeubles hypothéqués, conformément aux dispositions de la Loi sur les hypothèques et de celle sur la liquidation des hypothèques.

Il n'y a pas de doute que l'héritier ne puisse renoncer au bénéfice d'inventaire.

ART. 816.

Le solde actif de la succession appartiendra aux héritiers.

ART. 817.

Il est toujours loisible à l'héritier bénéficiaire d'arrêter la liquidation de la masse, en désintéressant les créanciers.

ART. 818.

Tout créancier peut exiger la liquidation de la masse, même alors que l'héritier bénéficiaire aurait ultérieurement accepté purement et simplement, à moins que le paiement de sa créance ou des garanties jugées suffisantes ne lui soient offerts.

ART. 819.

Les créanciers personnels de l'héritier n'ont aucun accès sur les biens de la masse et ne peuvent intervenir concurremment avec les créanciers du défunt : ils doivent agir conformément aux Lois ordinaires contre leur débiteur.

SECTION III. — Des successions vacantes.

ART. 820.

Lorsque, après l'échéance des délais réservés aux héritiers, à l'enfant naturel et à l'époux survivant, une succession n'est réclamée par personne, cette succession est réputée vacante.

ART. 821.

Le Tribunal du district dans lequel la succession s'est ouverte, prononce son adjudication à l'Etat et en ordonne la liquidation, conformément aux règles prescrites pour les successions acceptées sous bénéfice d'inventaire.

CHAPITRE III. — Des partages et rapports.

SECTION I. — De l'action en partage et de sa forme.

ART. 822.

Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision, et le partage peut toujours être provoqué, nonobstant prohibitions et conventions contraires.

Une partie peut être admise à la liquidation, cette circonstance empêche-t-elle la demande en partage ou bien actuellement partageant-elle ?

On peut cependant convenir de suspendre le partage pendant un temps limité : cette convention ne peut être obligatoire au-delà de cinq ans, mais elle peut être renouvelée.

ART. 823.

Le partage peut être demandé, même quand l'un des cohéritiers aurait joui séparément de partie des biens de la succession, s'il n'y a un acte de partage ou possession suffisante pour acquérir la prescription.

ART. 824.

L'action en partage, à l'égard des cohéritiers mineurs ou interdits, peut être exercée par leurs tuteurs spécialement autorisés.

ART. 825.

Le mari peut, sans le consentement de sa femme, mais après avoir requis son concours, provoquer le partage.

Les cohéritiers de la femme ne peuvent provoquer le partage définitif qu'en mettant en cause le mari et la femme.

ART. 826.

L'action en partage et les contestations qui s'élèvent dans le cours des opérations, les demandes relatives à la garantie des lots et celles en rescision de partage, sont soumises à l'autorité judiciaire compétente du lieu de l'ouverture de la succession.

ART. 827.

L'estimation des meubles et immeubles est faite par des experts choisis par les intéressés ou nommés d'office, si les intéressés n'ont pu s'entendre pour y pourvoir.

Le procès-verbal des experts doit présenter les bases de l'estimation ; il doit indiquer les objets qui peuvent être commodément partagés et ceux qui ne peuvent l'être sans inconvénient ; il doit encore, cas échéant, indiquer de quelle manière les objets susceptibles de division peuvent être partagés.

ART. 828.

Chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession :

celle convention engage l'un des cohéritiers à un partage

L'interdit marié, comme interdicté judiciaire, est susceptible de demander le partage, en suscevant de

quand aux autres.

et autrement.

Grâce

néanmoins, si la vente est nécessaire pour l'acquit des dettes et charges de la succession, ou si les immeubles ne peuvent se partager commodément, il doit être procédé à la vente, soit à l'amiable, soit aux enchères publiques : ce dernier mode sera obligatoire s'il y a dissentiment entre les cohéritiers sur le choix.

ART. 829.

Chaque cohéritier fait à la masse les rapports auxquels il est tenu et le rapport des sommes dont il est débiteur.

Si le rapport n'est pas fait en nature, les cohéritiers auxquels il est dû, prélèvent une portion égale sur la masse de la succession.

Les prélèvements se font, autant que possible, en objets de même nature, qualité et bonté, que les objets non rapportés en nature.

ART. 830.

Après que les diverses opérations ci-dessus désignées ont été faites, l'état des dettes et charges établi, les moyens d'y pourvoir arrêtés, il est procédé sur ce qui reste dans la masse à la composition d'autant de lots égaux qu'il y a d'héritiers co-partageants ou de souches co-partageantes.

ART. 831.

Dans la formation et composition des lots, on doit éviter, autant que possible, de morceler les héritages et de diviser les exploitations ; et il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur.

ART. 832.

L'inégalité des lots en nature se compense par un retour, soit en rente, soit en argent.

ART. 833.

Les lots sont faits par l'un des cohéritiers, s'ils peuvent convenir entre eux sur le choix et si celui qu'ils avaient choisi accepte la commission. Dans le cas contraire, les lots sont faits par un expert nommé par le juge.

Ils sont ensuite tirés au sort.

ART. 834.

Avant de procéder au tirage des lots, chaque co-partageant est admis à proposer ses réclamations contre leur formation.

ART. 835.

Les règles établies pour la division des masses à partager sont également observées dans la subdivision à faire entre les souches co-partageantes.

ART. 836.

Tout partage dûment signé par tous les intéressés et homologué par l'autorité tutélaire, s'il y a des mineurs, est définitif.

ART. 837.

Toute personne, même parente du défunt qui n'est pas son successible et à laquelle un cohéritier aurait cédé son droit à la succession, peut être écartée du partage, soit par tous les cohéritiers, soit par un seul en lui remboursant le prix de sa cession.

Le créancier intervenant peut également être écarté, soit en lui offrant paiement, soit en lui offrant caution suffisante.

ART. 838.

Après le partage, remise doit être faite à chacun des co-partageants, des titres particuliers aux objets qui lui seront échus.

Les titres d'une propriété divisée restent à celui qui a la plus grande part, à la charge d'en aider ceux de ses co-partageants qui y auraient intérêt, quand il en sera requis.

Les titres communs à toute l'hérédité sont remis à celui que tous les héritiers ont choisi pour en être le dépositaire, à la charge d'en aider les co-partageants à toute réquisition.

S'il y a difficulté sur ce choix, il est réglé par le juge.

ART. 839.

Les partages peuvent être faits par acte sous seing privé ou par acte notarial ; mais s'il y a des immeubles à partager en nature, le partage fait sous seing privé doit être enregistré dans la quinzaine de sa date au greffe de la Justice de paix.

L'acte de partage pour être valable doit être fait par un notaire ou par un juge de paix ou par un arbitre nommé par les parties ou par le juge de paix.

L'acte de partage fait sous seing privé doit être enregistré dans la quinzaine de sa date au greffe de la Justice de paix.

SECTION II. — Des rapports.

ART. 840.

Il n'y a lieu à rapport que dans le partage des successions dévolues à des descendants. Ils sont déterminés comme il suit.

ART. 841.

Quiconque est détenteur d'un objet reconnu pour avoir appartenu au défunt, en doit le rapport à la masse, s'il n'établit ses droits légitimes à la possession de l'objet.

ART. 842.

Le rapport est dû de ce qui a été employé pour l'établissement d'un des cohéritiers ou pour le paiement de ses dettes.

Mais les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, ceux de noces et présents d'usage, ne doivent pas être rapportés.

ART. 843.

Les profits que l'héritier a pu retirer de conventions passées avec le défunt, si ces conventions ne présentaient aucun avantage indirect lorsqu'elles ont été faites, ne sont point sujets à rapport.

ART. 844.

Pareillement il n'est pas dû de rapport pour les associations faites sans fraude entre le défunt et l'un de ses héritiers, lorsque les conditions en ont été réglées par un acte authentique ou par un acte sous seing privé dont l'authenticité n'est pas contestée.

ART. 845.

Le rapport est dû de toutes sommes, valeurs mobilières, immeubles ou meubles qui auraient été remis à l'un des héritiers par le défunt, à moins que l'héritier ne prouve qu'il les a reçus à titre de don par préciput et hors part, et moyennant que dans ce cas la valeur des dons n'excède pas la quotité disponible.

Le rapport de l'excédant se fait en nature, si le retranchement de cet excédant peut s'opérer commodément.

Le rapport (collatio) remonte au droit romain, qui ne distinguait pas les successions dévolues à des descendants de celles dévolues à des ascendants. Les héritiers ab intestat, qui n'ont pas de descendants, ne sont pas tenus de rapporter. Les héritiers ab intestat, qui ont des descendants, sont tenus de rapporter. Les héritiers ab intestat, qui ont des descendants, sont tenus de rapporter. Les héritiers ab intestat, qui ont des descendants, sont tenus de rapporter.

Le rapport est dû de ce qui a été employé pour l'établissement d'un des cohéritiers ou pour le paiement de ses dettes. Mais les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, ceux de noces et présents d'usage, ne doivent pas être rapportés.

ART. 846.

Dans le cas contraire, si l'excédant est de plus de moitié de la valeur de l'immeuble, le donataire doit rapporter l'immeuble en entier, sauf à prélever sur la masse une valeur égale à la quotité disponible. Si la portion disponible excède la moitié de la valeur de l'objet, le donataire peut le retenir, sauf à moins prendre et à récompenser ses cohéritiers en argent ou autrement.

ART. 847.

Tout immeuble remis à l'un des héritiers, même à titre onéreux, doit être rapporté si la remise n'a pas été faite par acte authentique.

Le rapport est encore dû, si l'immeuble a été remis à un prix évidemment inférieur à sa valeur réelle au moment de la remise, à moins que la différence n'ait été l'objet d'une libéralité formellement exprimée dans l'acte.

ART. 848.

Indépendamment du prix qu'il justifierait avoir payé, il est tenu compte à l'héritier qui fait le rapport d'un immeuble, des impenses faites pour sa conservation, encore que la valeur de l'immeuble n'en ait pas augmenté. Il lui est tenu compte également de l'augmentation de valeur que l'immeuble a pu acquérir par ses impenses.

ART. 849.

De son côté, l'héritier doit tenir compte des détériorations et dégradations qui ont diminué la valeur de l'immeuble, par son fait, sa faute et sa négligence.

ART. 850.

Les fruits et intérêts des choses sujettes à rapport ne sont dus qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession.

ART. 851.

Le rapport se fait en nature ou en moins prenant. Il doit toujours se faire en nature quand il est possible sous cette forme, et doit rentrer dans la masse, franc et libre de toutes charges du fait de l'héritier qui en fait le rapport, sans préjudice cependant aux droits acquis par les tiers sur l'immeuble.

L'immeuble qui a été remis par acte authentique n'est pas rapporté -

Art. 848. L'augmentation de valeur au moment du rapport -

ART. 852.

Toute valeur due par un cohéritier à la masse, à quelque titre que ce soit, est imputable sur la portion qui doit lui revenir.

SECTION III. — *Du paiement des dettes.*

ART. 853.

Les héritiers sont tenus solidairement à l'égard des tiers, des dettes et charges de la succession.

Ils contribuent entre eux au paiement, chacun dans la proportion de ce qu'il y prend.

ART. 854.

Le cohéritier qui a été appelé à payer une dette de la succession, a son recours contre tous les autres cohéritiers, chacun pour sa part proportionnelle. Si l'un des cohéritiers est insolvable, la part qu'il aurait dû payer est répartie proportionnellement entre tous les autres.

ART. 855.

Tout cohéritier a le droit d'exiger, avant qu'il soit procédé au partage de la succession entre les intéressés, que toutes les dettes et charges soient préalablement acquittées ou au moins qu'il soit pourvu à leur acquittement.

Si l'acquittement des dettes et charges rend nécessaire la réalisation de tout ou partie de la masse, cette réalisation doit être prononcée.

S'il y a dissentiment entre les cohéritiers sur le choix des objets à réaliser les premiers, le juge y pourvoit après avoir entendu les intéressés.

ART. 856.

Tout créancier du défunt peut, dans tous les cas et contre tout créancier, demander la séparation du patrimoine du défunt d'avec le patrimoine de l'héritier.

ART. 857.

Ce droit ne peut cependant plus être exercé lorsqu'il y a novation dans la créance contre le défunt, par l'acceptation de l'héritier pour débiteur.

ART. 858.

Ce droit est prescrit, s'il n'en a pas été fait usage dans la quinzaine qui suit le jour de l'investiture définitive de la succession.

La notification de la demande arrête la prescription.

J'indiquerais ?

ART. 859.

Pendant la quinzaine réservée aux créanciers du défunt, et jusqu'au jugement à intervenir, cas échéant, l'héritier ne peut valablement faire ni consentir aucun acte de nature à préjudicier aux droits des créanciers.

ART. 860.

Si la demande en séparation de patrimoine est accueillie, la liquidation de la créance s'opère conformément aux Lois de procédure sur la matière.

ART. 861.

Les créanciers de l'héritier ne sont point admis à demander la séparation des patrimoines contre les créanciers de la succession.

ART. 862.

Les créanciers d'un co-partageant, pour éviter que le partage ne soit fait en fraude de leurs droits, peuvent s'opposer à ce qu'il y soit procédé hors de leur présence; ils ont le droit d'y intervenir à leurs frais, mais ils ne peuvent attaquer un partage consommé, à moins toutefois qu'il n'y ait été procédé sans eux et au préjudice d'une opposition qu'ils auraient formée.

SECTION IV. — Des effets du partage et de la garantie des lots.

ART. 863.

Chaque cohéritier est censé avoir succédé seul et immédiatement à tous les effets compris dans son lot ou à lui échus sur licitation, et n'avoir jamais eu la propriété des autres effets de la succession.

ART. 864.

Les cohéritiers demeurent respectivement garants les uns envers les autres des troubles et évictions seulement, qui procèdent d'une cause antérieure au partage.

La garantie n'a pas lieu, si l'espèce d'éviction soufferte a été exceptée par une clause particulière et expresse de l'acte de partage; elle cesse si c'est par sa faute que le cohéritier souffre l'éviction.

ART. 865.

Chacun des cohéritiers est personnellement obligé, en proportion de sa part héréditaire, d'indemniser son cohéritier de la perte que lui a causée l'éviction.

*Si l'héritier est en communion avec les cohéritiers
de la succession pour qu'il y ait une séparation
des patrimoines.*

Chaque cohéritier

Si l'un des cohéritiers se trouve insolvable, la portion dont il est tenu, doit être également répartie entre le garant et tous les cohéritiers solvables.

ART. 866.

La garantie de la solvabilité du débiteur d'une rente ou créance ne peut être exercée que dans l'année qui suit le partage.

SECTION V. — De la rescision en matière de partage.

ART. 867.

Les partages peuvent être rescindés pour cause de violence ou de dol.

Il peut aussi y avoir lieu à rescision, lorsqu'un des cohéritiers établit à son préjudice une lésion de plus du tiers.

La simple omission d'un objet de la succession ne donne pas ouverture à l'action en rescision, mais seulement à un supplément à l'acte de partage.

ART. 868.

L'action en rescision est admise contre tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre cohéritiers, encore qu'il fût qualifié de vente, d'échange et de transaction ou de toute autre manière.

Mais, après le partage ou l'acte qui en tient lieu, l'action en rescision n'est plus admissible contre la transaction faite sur les difficultés réelles que présentait le premier acte, même quand il n'y aurait pas eu à ce sujet de procès commencé.

ART. 869.

L'action n'est pas admise contre une vente de droits successifs faite sans fraude à l'un des cohéritiers, à ses risques et périls, par ses autres cohéritiers ou par l'un d'eux.

ART. 870.

Pour juger s'il y a eu lésion, on estime les objets suivant leur valeur à l'époque du partage.

ART. 871.

Le défendeur, à la demande en rescision, peut en arrêter le cours et empêcher un nouveau partage en offrant et en fournissant au demandeur le supplément

de sa portion héréditaire, soit en numéraire, soit en nature.

ART. 872.

Le cohéritier qui a aliéné son lot en tout ou partie, n'est plus recevable à intenter l'action en rescision pour dol ou violence, si l'aliénation qu'il a faite est postérieure à la découverte du dol ou à la cessation de la violence.

ART. 873.

L'action en rescision est prescrite, si elle n'a pas été ouverte dans les deux ans à partir de la date du partage ; si l'action est fondée sur le dol ou la violence, le délai court depuis le jour de la découverte du dol, ou depuis celui de la cessation de la violence.

Articles transitoires.

Article A.

Le Conseil d'Etat est chargé de pourvoir à la promulgation de cette première partie du Code civil, et de pourvoir par arrêté aux détails d'exécution que sa mise en vigueur immédiate exigera.

Article B.

Le Juge d'ordre pourvoira par des arrêts aux mesures que la transition de l'ancienne législation à la nouvelle pourra rendre nécessaires.

Neuchâtel, octobre 1853.

Au nom du Conseil d'Etat :

Le Président,

PIAGET.

Le Secrétaire,

AIMÉ HUMBERT.



Nota. La dernière partie du projet de Code civil, contenant les contrats ou obligations conventionnelles et les matières analogues, ainsi que les hypothèques et prescriptions, pourra être distribuée dans le courant de l'hiver. Les hypothèques et expropriations sont d'ailleurs déjà réglées par deux lois qui seront reproduites en entier dans la dernière partie du Code où se trouve leur place naturelle.

Les lois usuelles et d'exécution que la promulgation du Code rendra successivement nécessaires pour son application, seront également soumises en temps utile au Grand-Conseil.

et pour résider ?

part de l'Etat - à jour de partage

*Take current to 2
ut rogis*

44 mi

8 us

26

1

Donc le Conseil a la compétence

89 signés.

PROJET

DE

CODE CIVIL

PRÉSENTÉ PAR LE CONSEIL D'ÉTAT,

A LA COMMISSION LÉGISLATIVE,

CONTENANT :

DEUXIÈME ET DERNIÈRE PARTIE

DU

LIVRE III.

1854.

NOTA.

L'exposé des motifs sera envoyé prochainement aux membres
du Conseil.

R26907366.

PROJET

DE

CODE CIVIL

PRÉSENTÉ PAR LE CONSEIL D'ÉTAT

A LA COMMISSION LÉGISLATIVE

CONTINANT

TRAVAUX ET DÉLIBÉRATIONS

DU

LIVRE III

Q2125



D

1961/943

1854

NOTA

L'exposé des motifs sera envoyé prochainement aux membres du Conseil

LE GRAND-CONSEIL

DE LA

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL

SUR LA PROPOSITION DU CONSEIL D'ÉTAT,

DÉCRÈTE :

LIVRE III.

TITRE IV.

Des contrats ou des obligations conventionnelles en général.

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions préliminaires.

ART. 881.

Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent, envers une ou plusieurs autres, à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose.

ART. 882.

Le contrat est *synallagmatique* ou *bilatéral* lorsque les contractants s'obligent réciproquement les uns envers les autres.

ART. 883.

Il est *unilatéral* lorsqu'une ou plusieurs personnes sont obligées envers une ou plusieurs autres, sans que de la part de ces dernières il y ait d'engagement.

ART. 884.

1104 Il est *commutatif* lorsque chacune des parties s'engage à donner ou à faire une chose qui est regardée comme l'équivalent de ce qu'on lui donne ou de ce qu'on fait pour elle.

Lorsque l'équivalent consiste dans la chance de gain ou de perte pour chacune des parties, d'après un événement incertain, le contrat est *aléatoire*.

ART. 885.

1105 Le contrat de *bienfaisance* est celui dans lequel l'une des parties procure à l'autre un avantage purement gratuit.

ART. 886.

1106 Le contrat à *titre onéreux* est celui qui assujettit chacune des parties à donner ou à faire quelque chose.

ART. 887.

1107 Les contrats, soit qu'ils aient une dénomination propre, soit qu'ils n'en aient pas, sont soumis à des règles générales qui sont l'objet du présent titre.

Les règles particulières à certains contrats sont établies sous les titres relatifs à chacun d'eux ; et les règles particulières aux transactions commerciales sont établies par les Lois relatives au commerce.

CHAPITRE II. — Des conditions essentielles pour la validité des conventions.

ART. 888. 1108

Quatre conditions sont essentielles pour la validité d'une convention :

- 1° Le consentement de la partie qui s'oblige ;
- 2° La capacité de contracter ;
- 3° Un objet certain qui forme la matière de l'engagement ;
- 4° Une cause licite dans l'obligation.

SECTION I^{re}. — Du consentement.

ART. 889. 1109

Il n'y a point de consentement valable, si le con-

nommé en immeuble
solennels ou non solennels
d'acquisition ou de garantie

partie acceptante et insignifiante son
acceptation, quel que soit l'objet et
mont, ou incapable ? = du parties

sentement n'a été donné que par erreur, ou s'il a été extorqué par violence ou surpris par dol.

ART. 890. 1110

L'erreur n'est une cause de nullité de la convention que lorsqu'elle tombe sur la substance même de la chose qui en est l'objet.

Elle n'est point une cause de nullité, lorsqu'elle ne tombe que sur la personne avec laquelle on a l'intention de contracter, à moins que la considération de cette personne ne soit la cause principale de la convention.

ART. 891. 1111

La violence exercée contre celui qui a contracté l'obligation est une cause de nullité, encore qu'elle ait été exercée par un tiers autre que celui au profit duquel la convention a été faite.

ART. 892. 1112

Il y a violence, lorsqu'elle est de nature à faire impression sur une personne raisonnable, et qu'elle peut lui inspirer la crainte d'exposer sa personne ou sa fortune à un mal considérable et présent.

On a égard, en cette matière, à l'âge, au sexe et à la condition des personnes.

ART. 893. 1113

La violence est une cause de nullité du contrat, non-seulement lorsqu'elle a été exercée sur la partie contractante, mais encore lorsqu'elle l'a été sur son époux ou sur son épouse, sur ses descendants ou ses ascendants.

ART. 894. 1114

La seule crainte révérentielle envers le père, la mère ou autre ascendant, sans qu'il y ait eu de violence exercée, ne suffit point pour annuler le contrat.

ART. 895. 1115

Un contrat ne peut plus être attaqué pour cause de violence, si, depuis que la violence a cessé, ce contrat a été approuvé, soit expressément, soit taci-

*Le Contratant peut être tenu d'une manière expresse
par écrit, paroles, signatures.
Il peut être tenu tacitement.*

ultra vires - mission - mandat

ad hoc ?

tement, soit en laissant passer le temps de la restitution fixé par la Loi.

ART. 896. 1116

Le dol est une cause de nullité de la convention, lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties sont telles, qu'il est évident que, sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté.

Il ne se présume pas et doit être prouvé.

ART. 897. 1117

La convention contractée par erreur, violence ou dol, n'est point nulle de plein droit : elle donne seulement lieu à une action en nullité ou en rescision.

ART. 898. 1118

La lésion ne vicie les conventions que dans les cas prévus par la Loi.

ART. 899. 1119

On ne peut, en général, s'engager, ni stipuler en son propre nom, que pour soi-même.

ART. 900. 1120

Néanmoins on peut se porter fort pour un tiers, en promettant le fait de celui-ci; sauf l'indemnité contre celui qui s'est porté fort ou qui a promis de faire ratifier, si le tiers refuse de tenir l'engagement.

ART. 901. 1121

On est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et ayants cause, à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de la convention.

SECTION II. — De la capacité des parties contractantes.

ART. 902. 1123

Toute personne peut contracter si elle n'en est pas déclarée incapable par la Loi.

ART. 903. 1124

Les incapables de contracter sont : les mineurs ;

les interdits ; les majeurs placés sous curatelle ; les femmes mariées dans les cas exprimés par la Loi, et généralement tous ceux auxquels la Loi interdit certains contrats.

ART. 904. *mineur*

Le majeur interdit ou placé sous curatelle peut cependant contracter mariage, à moins que la démence ne soit la cause de l'interdiction : mais il ne peut valablement faire un contrat de mariage sans être assisté de son curateur.

ART. 905. *1125*

Les personnes capables de s'engager ne peuvent opposer l'incapacité du mineur, de l'interdit, du majeur sous curatelle ou de la femme mariée, avec qui elles ont contracté.

SECTION III. — *De l'objet et de la matière des contrats.*

ART. 906. *1126*

Tout contrat a pour objet une chose qu'une partie s'oblige à donner, ou qu'une partie s'oblige à faire ou à ne pas faire.

ART. 907. *1127*

Le simple usage ou la simple possession d'une chose peut être, comme la chose même, l'objet du contrat.

ART. 908. *1128*

Il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui puissent être l'objet des conventions.

ART. 909. *1129*

Il faut que l'obligation ait pour objet une chose au moins déterminée quant à son espèce.

La quotité de la chose peut être incertaine, pourvu qu'elle puisse être déterminée.

ART. 910. *1130*

Les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation.

On ne peut cependant renoncer à une succession non ouverte, ni faire aucune stipulation sur une pareille succession, même avec le consentement de celui de la succession duquel il s'agit.

SECTION IV. — De la cause.

ART. 911.

L'obligation sans cause ou sur une fausse cause, ou sur une cause illicite, ne peut avoir aucun effet.

ART. 912.

La convention n'est pas moins valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée.

ART. 913.

La cause est illicite quand elle est prohibée par la Loi, quand elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

CHAPITRE III. — De l'effet des obligations.

SECTION I. — Dispositions générales.

ART. 914.

Les conventions légalement formées tiennent lieu de Loi à ceux qui les ont faites.

Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour les causes que la Loi autorise.

Elles doivent être exécutées de bonne foi.

ART. 915.

Les conventions obligent non-seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la Loi donnent à l'obligation d'après sa nature.

SECTION II. — De l'obligation de donner.

ART. 916.

L'obligation de donner emporte celle de livrer la chose et de la conserver jusqu'à livraison, à peine de dommages-intérêts envers le créancier.

1137
ART. 917.

L'obligation de veiller à la conservation de la chose, soit que la convention n'ait pour objet que l'utilité de l'une des parties, soit qu'elle ait pour objet leur utilité commune, soumet celui qui en est chargé à y apporter tous les soins d'un bon père de famille.

Cette obligation est plus ou moins étendue relativement à certains contrats, dont les effets, à cet égard, sont expliqués sous les titres qui les concernent.

1138
ART. 918.

L'obligation de livrer la chose est parfaite par le seul consentement des parties contractantes.

Elle rend le créancier propriétaire et met la chose à ses risques dès l'instant où elle a dû être livrée, encore que la tradition n'en ait point été faite, à moins que le débiteur ne soit en demeure de la livrer; auquel cas la chose reste aux risques de ce dernier.

1139
ART. 919.

Le débiteur est constitué en demeure, soit par une sommation ou par un autre acte équivalent, soit par l'effet de la convention, lorsqu'elle porte que, sans qu'il soit besoin d'acte et par la seule échéance du terme, le débiteur sera en demeure.

1140
ART. 920.

Les effets de l'obligation de donner ou de livrer un immeuble sont réglés au titre de la vente et au titre des privilèges et hypothèques.

1141
ART. 921.

Si la chose qu'on s'est obligé de donner ou de livrer à deux personnes successivement est purement mobilière, celle des deux qui en a été mise en possession réelle est préférée et en demeure propriétaire, encore que son titre soit postérieur en date, pourvu toutefois que la possession soit de bonne foi.

SECTION III. — *De l'obligation de faire ou de ne pas faire.*

1142
ART. 922.

Toute obligation de faire ou de ne pas faire se ré-

sout en dommages-intérêts, en cas d'inexécution de la part du débiteur.

1143 ART. 923.

Néanmoins le créancier a le droit de demander que ce qui aurait été fait par contravention à l'engagement soit détruit, et il peut se faire autoriser à le détruire aux dépens du débiteur, sans préjudice des dommages et intérêts.

1144 ART. 924.

Le créancier peut aussi, en cas d'inexécution, être autorisé à faire exécuter lui-même l'obligation aux dépens du débiteur.

1145 ART. 925.

Si l'obligation est de ne pas faire, celui qui y contrevient doit les dommages et intérêts par le seul fait de la contravention.

SECTION IV. — *Des dommages et intérêts résultant de l'inexécution de la convention.*

1146 ART. 926.

Les dommages et intérêts ne sont dus que lorsque le débiteur est en demeure de remplir son obligation, excepté néanmoins lorsque la chose que le débiteur s'était obligé de donner ou de faire ne pouvait être donnée ou faite que dans un certain temps qu'il a laissé passer.

1147 ART. 927.

Le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part.

1148 ART. 928.

Il n'y a lieu à aucuns dommages et intérêts lorsque, par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit, le débiteur a été empêché de donner ou de faire ce à quoi il était obligé, ou a fait ce qui lui était interdit.

1149
ART. 929.

Les dommages et intérêts dus au créancier sont, en général, de la perte qu'il a faite et du gain dont il a été privé, sauf les exceptions et modifications ci-après.

1150
ART. 930.

Le débiteur n'est tenu que des dommages-intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat, lorsque ce n'est point par son dol que l'obligation n'est point exécutée.

1151
ART. 931.

Dans le cas même où l'inexécution de la convention résulte du dol du débiteur, les dommages et intérêts ne doivent comprendre, à l'égard de la perte éprouvée par le créancier et du gain dont il a été privé, que ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention.

1152
ART. 932.

Lorsque la convention porte que celui qui manquera de l'exécuter paiera une certaine somme à titre de dommages et intérêts, il ne peut être alloué à l'autre partie une somme plus forte ni moindre.

1153
ART. 933.

Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts fixés par la Loi, sauf les règles particulières au commerce et au cautionnement.

Ces dommages et intérêts sont dus sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte.

Ils ne sont dus que du jour de la demande, excepté dans les cas où la Loi les fait courir de plein droit.

1154
ART. 934.

Les intérêts échus des capitaux peuvent produire des intérêts, ou par une demande judiciaire, ou par une convention spéciale, pourvu que, soit dans la demande, soit dans la convention, il s'agisse d'intérêts dus au moins pour une année entière.

est une convention.

*Les intérêts d'une somme empruntée par un
d'un an ou par un an et demi en nouveau
capital produisant d'intérêts ?*

1155 ART. 935.

Néanmoins les revenus échus, tels que fermages, loyers, arrérages de rentes perpétuelles ou viagères, produisent intérêt du jour de la demande ou de la convention.

La même règle s'applique aux restitutions de fruits et aux intérêts payés par un tiers au créancier en acquit du débiteur.

SECTION V. — De l'interprétation des conventions.

1156 ART. 936.

On doit dans les conventions rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes.

1157 ART. 937.

Lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet que dans le sens avec lequel elle n'en pourrait produire aucun.

1158 ART. 938.

Les termes susceptibles de deux sens doivent être pris dans le sens qui convient le plus à la matière du contrat.

1159 ART. 939.

Ce qui est ambigu s'interprète par ce qui est d'usage dans le pays où le contrat est passé.

1160 ART. 940.

On doit suppléer dans le contrat les clauses qui y sont d'usage, quoiqu'elles n'y soient pas exprimées.

1161 ART. 941.

Toutes les clauses des conventions s'interprètent les unes par les autres, en donnant à chacune le sens qui résulte de l'acte entier.

1162 ART. 942.

Dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé, et en faveur de celui qui a contracté l'obligation.

ART. 943. 1163

Quelque généraux que soient les termes dans lesquels une convention est conçue, elle ne comprend que les choses sur lesquelles il paraît que les parties se sont proposé de contracter.

ART. 944. 1164

Lorsque dans un contrat on a exprimé un cas pour l'explication de l'obligation, on n'est pas censé avoir voulu par là restreindre l'étendue que l'engagement reçoit de droit aux cas non exprimés.

SECTION VI. — *De l'effet des conventions à l'égard des tiers.*

ART. 945. 1165

Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes; elles ne peuvent nuire aux tiers.

ART. 946. 1166

Néanmoins les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leurs débiteurs, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne.

ART. 947. 1167

Ils peuvent aussi, en leur nom personnel, attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits.

Ils doivent néanmoins, quant à leurs droits énoncés au titre *des successions* et au titre *du contrat de mariage et des droits respectifs des époux*, se conformer aux règles qui y sont prescrites.

CHAPITRE IV. — Des diverses espèces d'obligations.

SECTION I. — *Des obligations conditionnelles.*

§ 1^{er}. — De la condition en général et de ses diverses espèces.

ART. 948. 1168

L'obligation est conditionnelle lorsqu'on la fait dépendre d'un événement futur et incertain, soit en la suspendant jusqu'à ce que l'événement arrive, soit en la résiliant, selon que l'événement arrivera ou n'arrivera pas.

*Une condition est un événement futur incertain
auquel la réalisation subordonne la naissance d'une obligation.*

*Conditions, et négatives
en espèces et tacites.*

J'ai fait avec X

*+ Physiquement et légalement
conclués art 1172.*

Une obligation sous la condition

*+ A. je le sais bien.
La condition potestative conclut sous l'art 1174 n'est pas celle
dont l'accomplissement dépend d'un hasard. C'est une condition mais
celle qui fait dépendre de cette même chose l'obligation
c'est-à-dire, si le hasard, rend nulle l'obligation. Si j'avais eu un autre
je n'en aurais pas eu l'obligation.*

1169 ART. 949.

La condition *casuelle* est celle qui dépend du hasard et qui n'est nullement au pouvoir du créancier ni du débiteur.

1170 ART. 950.

La condition *potestative* est celle qui fait dépendre l'exécution de la convention, d'un événement qu'il est au pouvoir de l'une ou de l'autre des parties contractantes, de faire arriver ou d'empêcher.

1171 ART. 951.

La condition *mixte* est celle qui dépend tout à la fois de la volonté d'une des parties contractantes et de la volonté d'un tiers.

1172 ART. 952.

Toute condition d'une chose impossible, ou contraire aux bonnes mœurs ou prohibée par la Loi, est nulle et rend nulle la convention qui en dépend.

1173 ART. 953.

La condition de ne pas faire une chose impossible ne rend pas nulle l'obligation contractée sous cette condition.

1174 ART. 954.

Toute obligation est nulle lorsqu'elle a été contractée sous une condition potestative de la part de celui qui s'oblige.

1175 ART. 955.

Toute condition doit être accomplie de la manière que les parties ont vraisemblablement voulu et entendu qu'elle le fût.

1176 ART. 956.

Lorsqu'une obligation est contractée sous la condition qu'un événement arrivera dans un temps fixe, cette condition est censée défaillie lorsque le temps est expiré sans que l'événement soit arrivé. S'il n'y a point de temps fixe, la condition peut toujours être accomplie, et elle n'est censée défaillie que lorsqu'il est devenu certain que l'événement n'arrivera pas.

ART. 957. 1177

Lorsqu'une obligation est contractée sous la condition qu'un événement n'arrivera pas dans un temps fixe, cette condition est accomplie lorsque ce temps est expiré sans que l'événement soit arrivé; elle l'est également si avant le terme il est certain que l'événement n'arrivera pas, et s'il n'y a pas de temps déterminé, elle n'est accomplie que lorsqu'il est certain que l'événement n'arrivera pas.

ART. 958. 1178

La condition est réputée accomplie lorsque c'est le débiteur, obligé sous cette condition, qui en a empêché l'accomplissement.

ART. 959. 1179

La condition accomplie a un effet rétroactif au jour auquel l'engagement a été contracté. Si le créancier est mort avant l'accomplissement de la condition, ses droits passent à son héritier.

ART. 960. 1180

Le créancier peut, avant que la condition soit accomplie, exercer tous les actes conservatoires de son droit.

§ 2. — De la condition suspensive.

ART. 961. 1181

L'obligation contractée sous une condition suspensive est celle qui dépend ou d'un événement futur et incertain, ou d'un événement actuellement arrivé, mais encore inconnu des parties.

Dans le premier cas, l'obligation ne peut être exécutée qu'après l'événement.

Dans le second cas, l'obligation a son effet du jour où elle a été contractée.

ART. 962. — 1182

Lorsque l'obligation a été contractée sous une condition suspensive, la chose qui fait la matière de la convention demeure aux risques du débiteur qui ne s'est obligé de la livrer que dans le cas de l'événement de la condition.

Si le créancier est mort avant l'accomplissement de la condition, ses droits passent à son héritier ?

= L'obligation est-elle sous-jurid, qui justifie qu'il y ait l'événement ?

Pourquoi donner au créancier le droit de résoudre ?

*Le créancier a le droit de résoudre l'obligation
ou d'exiger la chose dans l'état où elle se trouve.*

Pourquoi donner au créancier le droit de résoudre ?

Si la chose est entièrement perdue sans la faute du débiteur, l'obligation est éteinte.

Si la chose s'est détériorée sans la faute du débiteur, le créancier a le droit ou de résoudre l'obligation, ou d'exiger la chose dans l'état où elle se trouve, sans diminution du prix.

Si la chose s'est détériorée par la faute du débiteur, le créancier a le droit ou de résoudre l'obligation, ou d'exiger la chose dans l'état où elle se trouve, avec des dommages et intérêts.

§ 3. — De la condition résolutoire.

ART. 963.

La condition résolutoire est celle qui, lorsqu'elle s'accomplit, opère la révocation de l'obligation, et qui remet les choses au même état que si l'obligation n'avait pas existé.

Elle ne suspend point l'exécution de l'obligation ; elle oblige seulement le créancier à restituer ce qu'il a reçu, dans le cas où l'événement prévu par la condition arrive.

ART. 964.

La condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques, pour le cas où l'une des deux parties ne satisfera point à son engagement.

Dans ce cas, le contrat n'est point résolu de plein droit. La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté, a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages et intérêts.

La résolution doit être demandée en justice, et il peut être accordé au défendeur un délai selon les circonstances.

SECTION II. — Des obligations à terme.

ART. 965.

Le terme diffère de la condition, en ce qu'il ne suspend point l'engagement, dont il retarde seulement l'exécution.

ART. 966. 1186

Ce qui n'est dû qu'à terme, ne peut être exigé avant l'échéance du terme; mais ce qui a été payé d'avance, ne peut être répété.

ne peut-on pas réclamer l'acompte d'un intérêt payé
à bon droit avant terme ?

ART. 967. 1187

Le terme est toujours présumé stipulé en faveur du débiteur, à moins qu'il ne résulte de la stipulation ou des circonstances, qu'il a été aussi convenu en faveur du créancier.

Le jour est l'échéance et il faut attendre au débiteur.
Un créancier peut-il réclamer l'acompte avant l'expiration du terme ?

ART. 968. 1188

Le débiteur ne peut plus réclamer le bénéfice du terme lorsqu'il a fait faillite ou lorsque, par son fait, il a diminué les sûretés qu'il avait données par le contrat à son créancier.

SECTION III. — Des obligations alternatives.

ART. 969. 1189

Le débiteur d'une obligation alternative est libéré par la délivrance de l'une des deux choses qui étaient comprises dans l'obligation.

ART. 970. 1190

Le choix appartient au débiteur, s'il n'a pas été expressément accordé au créancier.

ART. 971. 1191

Le débiteur peut se libérer en délivrant l'une des deux choses promises; mais il ne peut pas forcer le créancier à recevoir une partie de l'une et une partie de l'autre.

ART. 972. 1192

L'obligation est pure et simple quoique contractée d'une manière alternative, si l'une des deux choses promises ne pouvait être le sujet de l'obligation.

ART. 973. 1193

L'obligation alternative devient pure et simple, si l'une des choses promises périt et ne peut plus être livrée, même par la faute du débiteur. Le prix de cette chose ne peut pas être offert à sa place.

Quand le créancier l'une des choses promises périt, l'obligation est-elle devenue pure et simple ?

Si toutes deux sont périées, et que le débiteur soit en faute à l'égard de l'une d'elles, il doit payer le prix de celle qui a péri la dernière.

1194 ART. 974.

Lorsque, dans les cas prévus par l'article précédent, le choix avait été déferé par la convention au créancier ;

Ou l'une des choses seulement est périée, et, alors, si c'est sans la faute du débiteur, le créancier doit avoir celle qui reste ; si le débiteur est en faute, le créancier peut demander la chose qui reste, ou le prix de celle qui est périée ;

Ou les deux choses sont périées, et alors, si le débiteur est en faute à l'égard des deux, ou même à l'égard de l'une d'elles seulement, le créancier peut demander le prix de l'une ou de l'autre à son choix.

1195 ART. 975.

Si les deux choses sont périées sans la faute du débiteur, et avant qu'il soit en demeure, l'obligation est éteinte, conformément à l'art..... (*de la perte de la chose due, Ch. V.*)

1196 ART. 976.

Les mêmes principes s'appliquent au cas où il y a plus de deux choses comprises dans l'obligation alternative.

SECTION IV. — *Des obligations solidaires.*

§ 1^{er}. — De la solidarité entre les créanciers.

1197 ART. 977.

L'obligation est solidaire entre plusieurs créanciers lorsque le titre donne expressément à chacun d'eux le droit de demander le paiement du total de la créance, et que le paiement fait à l'un d'eux libère le débiteur, encore que le bénéfice de l'obligation soit partageable et divisible entre les divers créanciers.

1198 ART. 978.

Il est au choix du débiteur de payer à l'un ou à l'autre des créanciers solidaires, tant qu'il n'a pas été prévenu par les poursuites de l'un d'eux.

Néanmoins la remise qui n'est faite que par l'un des créanciers solidaires, ne libère le débiteur que pour la part de ce créancier.

ART. 979. 1199

Tout acte qui interrompt la prescription à l'égard de l'un des créanciers solidaires, profite aux autres créanciers.

§ 2. — De la solidarité de la part des débiteurs.

ART. 980. 1200

Il y a solidarité de la part des débiteurs, lorsqu'ils sont obligés à une même chose, de manière que chacun puisse être contraint pour la totalité, et que le paiement fait par un seul libère les autres envers le créancier.

ART. 981. 1201

L'obligation peut être solidaire, quoique l'un des débiteurs soit obligé différemment de l'autre au paiement de la même chose; par exemple, si l'un n'est obligé que conditionnellement, tandis que l'engagement de l'autre est pur et simple, ou si l'un a pris un terme qui n'est point accordé à l'autre.

ART. 982. 1202

La solidarité ne se présume point; il faut qu'elle soit expressément stipulée.

Cette règle ne cesse que dans les cas où la solidarité a lieu de plein droit, en vertu d'une disposition de la Loi.

ART. 983. 1203

Le créancier d'une obligation contractée solidairement peut s'adresser à celui des débiteurs qu'il veut choisir.

ART. 984. 1204

Les poursuites faites contre l'un des débiteurs n'empêchent pas le créancier d'en exercer de pareilles contre les autres.

ART. 985. 1205

Si la chose due a péri par la faute ou pendant la demeure de l'un ou de plusieurs des débiteurs soli-

La prescription suspendue à l'égard d'un des créanciers, ne profite pas aux autres créanciers ?

L'incapacité d'un des débiteurs n'empêche pas la solidarité des engagements des autres

dares, les autres codébiteurs ne sont point déchargés de l'obligation de payer le prix de la chose; mais ceux-ci ne sont point tenus des dommages et intérêts.

Le créancier peut seulement répéter les dommages et intérêts, tant contre les débiteurs par la faute desquels la chose a péri, que contre ceux qui étaient en demeure.

1906 ART. 986.

Quand la prescription est interrompue contre l'un des débiteurs solidaires, elle est interrompue à l'égard de tous.

1907 ART. 987.

La demande d'intérêts formée contre l'un des débiteurs solidaires fait courir les intérêts à l'égard de tous.

1908 ART. 988.

Le codébiteur solidaire poursuivi par le créancier peut opposer toutes les exceptions qui résultent de la nature de l'obligation, et toutes celles qui lui sont personnelles, ainsi que celles qui sont communes à tous les codébiteurs.

Il ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles à quelques-uns des autres codébiteurs.

1909 ART. 989.

Lorsque l'un des débiteurs devient héritier unique du créancier, ou lorsque le créancier devient l'unique héritier de l'un des débiteurs, la confusion n'éteint la créance solidaire que pour la part et portion du débiteur ou du créancier.

1910 ART. 990.

Le créancier qui consent à la division de la dette à l'égard de l'un des codébiteurs, conserve son action solidaire contre les autres, mais sous la déduction de la part du débiteur qu'il a déchargé de la solidarité.

1911 ART. 991.

Le créancier qui reçoit divisément la part de l'un des débiteurs, sans réserver dans la quittance la solidarité ou ses droits en général, ne renonce à la solidarité qu'à l'égard de ce débiteur.

Le créancier n'est pas censé remettre la solidarité au débiteur lorsqu'il reçoit de lui une somme égale à la portion dont il est tenu, si la quittance ne porte pas que c'est *pour sa part*.

Il en est de même de la simple demande formée contre l'un des codébiteurs *pour sa part*, si celui-ci n'a pas acquiescé à la demande, ou s'il n'est pas intervenu un jugement de condamnation.

ART. 992. 1913

L'obligation contractée solidairement envers le créancier se divise de plein droit entre les débiteurs, qui n'en sont tenus entre eux que chacun pour sa part et portion.

ART. 993. 1914

Le codébiteur d'une dette solidaire, qui l'a payée en entier, ne peut répéter contre les autres que la part et portion de chacun d'eux.

Si l'un d'eux se trouve insolvable, la perte qu'occasionne son insolvabilité, se répartit, par contribution, entre tous les autres codébiteurs solvables et celui qui a fait le paiement.

ART. 994. 1915

Dans le cas où le créancier a renoncé à l'action solidaire envers l'un des débiteurs, si l'un ou plusieurs des autres codébiteurs deviennent insolvable, la portion des insolvable sera contributoirement répartie entre tous les débiteurs, même entre ceux précédemment déchargés de la solidarité par le créancier.

ART. 995. 1916

Si l'affaire pour laquelle la dette a été contractée solidairement ne concernait que l'un des coobligés solidaires, celui-ci serait tenu de toute la dette vis-à-vis des autres codébiteurs, qui ne seraient considérés par rapport à lui que comme ses cautions.

SECTION V.—*Des obligations divisibles et indivisibles.*

ART. 996. 1917

L'obligation est divisible ou indivisible selon qu'elle a pour objet une chose qui, dans sa livraison, ou un

*Un droit est divisible. Je cite l'article 1793
Un service, tel qu'indivisible
L'obligation de faire un voyage est indivisible.*

*L'obligation de construire
une maison.*

Un voyage par lequel on se procure une maison.

*La clause pénale n'est qu'une obligation
accessoire
La clause pénale n'est qu'une obligation
accessoire
La clause pénale n'est qu'une obligation
accessoire*

fait qui, dans l'exécution, est ou n'est pas susceptible de division, soit matérielle, soit intellectuelle.

ART. 997.

L'obligation est indivisible, quoique la chose ou le fait qui en est l'objet soit divisible par sa nature, si le rapport sous lequel elle est considérée dans l'obligation, ne la rend pas susceptible d'exécution partielle.

ART. 998.

Toute obligation divisible ou indivisible, doit s'exécuter entre le créancier et le débiteur comme si elle était indivisible, à moins que le contraire ne soit exprimé dans l'acte.

Les héritiers du créancier et les héritiers du débiteur sont au lieu et place de celui dont ils héritent, et ont les mêmes droits et les mêmes devoirs, sauf à régler entre eux leurs intérêts respectifs conformément à leurs droits dans la succession.

SECTION VI. — Des obligations avec clause pénale.

ART. 999.

La clause pénale est celle par laquelle une personne, pour assurer l'exécution d'une convention, s'engage à quelque chose en cas d'inexécution.

ART. 1000.

La nullité de l'obligation principale entraîne celle de la clause pénale.

La nullité de celle-ci n'entraîne point celle de l'obligation principale.

ART. 1001.

Le créancier, au lieu de demander la peine stipulée contre le débiteur qui est en demeure, peut poursuivre l'exécution de l'obligation principale.

ART. 1002.

La clause pénale est la compensation des dommages et intérêts que le créancier souffre de l'inexécution de l'obligation principale.

Il ne peut demander en même temps le principal et la peine, à moins qu'elle n'ait été stipulée pour le simple retard.

ART. 1003.

Soit que l'obligation primitive contienne, soit qu'elle ne contienne pas un terme dans lequel elle doive être accomplie, la peine n'est encourue que lorsque celui qui s'est obligé, soit à livrer, soit à prendre, soit à faire, est en demeure.

ART. 1004.

La peine peut être modifiée par le juge, lorsque l'obligation principale a été exécutée en partie.

CHAPITRE V. — De l'extinction des obligations.

ART. 1005.

Les obligations s'éteignent :

Par le paiement ;

Par la novation, par la remise volontaire ;

Par la compensation ;

Par la confusion ;

Par la perte de la chose due ;

Par la nullité ou la rescision ;

Par l'effet de la condition résolutoire qui a été expliquée au chapitre précédent ;

Et par la prescription qui fera l'objet d'un titre particulier.

SECTION I^{re}. — Du paiement.

§ 1^{er}. — Du paiement en général.

ART. 1006.

Tout paiement suppose une dette : ce qui a été payé sans être dû, est sujet à répétition.

La répétition n'est pas admise à l'égard des obligations naturelles qui ont été volontairement acquittées.

ART. 1007.

Une obligation peut être acquittée par toute personne qui y est intéressée, telle qu'un coobligé ou une caution.

L'obligation peut même être acquittée par un tiers qui n'y est point intéressé, pourvu que ce tiers agisse au nom et en l'acquit du débiteur, ou que, s'il agit en son nom propre, il ne soit pas subrogé aux droits du créancier.

Par le paiement ou l'accomplissement qui sont imposés à l'obligation.

La prescription n'éteint pas l'obligation, mais seulement, si elle s'oppose.

Le paiement est l'accomplissement de l'obligation qui forme la matière de l'obligation.

1237 ART. 1008.

L'obligation de faire ne peut être acquittée par un tiers contre le gré du créancier, lorsque ce dernier a intérêt qu'elle soit remplie par le débiteur lui-même.

1238 ART. 1009.

Pour payer valablement, il faut être propriétaire de la chose donnée en paiement et capable de l'aliéner.

Néanmoins le paiement d'une somme en argent ou autre chose qui se consomme par l'usage, ne peut être répété contre le créancier qui l'a consommée de bonne foi, quoique le paiement ait été fait par celui qui n'en était pas propriétaire ou qui n'était pas capable de l'aliéner.

1239 ART. 1010.

Le paiement doit être fait au créancier ou à quelqu'un ayant pouvoir pour lui ou qui soit autorisé par justice ou par la Loi à recevoir pour lui.

Le paiement fait à celui qui n'aurait pas pouvoir de recevoir pour le créancier, est valable, si celui-ci le ratifie ou s'il en a profité.

1240 ART. 1011.

Le paiement fait de bonne foi à celui qui est en possession de la créance, est valable, encore que le possesseur en soit par la suite évincé.

1241 ART. 1012.

Le paiement fait au créancier n'est point valable s'il était incapable de recevoir, à moins que le débiteur ne prouve que la chose payée a tourné au profit du créancier.

1242 ART. 1013.

Le paiement fait par le débiteur à son créancier au préjudice d'une saisie, d'une opposition ou d'une cession, n'est pas valable à l'égard des créanciers saisissants, opposants ou cessionnaires; ceux-ci peuvent, selon leur droit, le contraindre à payer de nouveau, sauf, en ce cas seulement, son recours contre le créancier.

ART. 1014. 1243

Le créancier ne peut être contraint de recevoir une autre chose que celle qui lui est due, quoique la valeur de la chose offerte soit égale ou même plus grande.

ART. 1015. 1244

Le débiteur ne peut point forcer le créancier à recevoir en partie le paiement d'une dette, même divisible.

ART. 1016. 1245

Le débiteur d'un corps certain et déterminé est libéré par la remise de la chose en l'état où elle se trouve lors de la livraison, pourvu que les détériorations qui y sont survenues ne viennent point de son fait ou de sa faute, ni de celle des personnes dont il est responsable, ou qu'avant ces détériorations il ne fût pas en demeure.

ART. 1017. 1246

Si la dette est d'une chose qui ne soit déterminée que par son espèce, le débiteur ne sera pas tenu, pour être libéré, de la donner de la meilleure espèce, mais il ne pourra l'offrir de la plus mauvaise.

ART. 1018. 1247

Le paiement doit être exécuté dans le lieu désigné par la convention. Si le lieu n'y est pas désigné, le paiement, lorsqu'il s'agit d'un corps certain et déterminé, doit être fait dans le lieu où était, au moment de l'obligation, la chose qui en fait l'objet.

Hors ces deux cas, le paiement doit être fait au domicile du débiteur.

ART. 1019. 1248

Les frais du paiement sont à la charge du débiteur.

§ 2. — Du paiement avec subrogation.

ART. 1020. 1249

La subrogation dans les droits du créancier, au profit d'une tierce personne qui le paie, est ou conventionnelle ou légale.

faute par commission

Domicile actuel, et non celui qu'il avait lors de la formation de l'obligation.

*La subrogation n'est point une cession étrangère
la première est une libération envers l'ancien créancier
la seconde est une acquisition de la créance.*

1950

ART. 1021.

Cette subrogation est conventionnelle :

1° Lorsque le créancier recevant son paiement d'une tierce personne, la subroge dans ses droits, actions, privilèges ou hypothèques contre le débiteur; cette subrogation doit être expresse et faite en même temps que le paiement;

2° Lorsque le débiteur emprunte une somme à l'effet de payer sa dette et de subroger le prêteur dans les droits du créancier, il faut, pour que cette subrogation soit valable, que l'acte d'emprunt et la quittance soient passés devant notaire; que dans l'acte d'emprunt il soit déclaré que la somme a été empruntée pour faire le paiement, et que dans la quittance il soit déclaré que le paiement a été fait des deniers fournis à cet effet par le nouveau créancier. Cette subrogation s'opère sans le concours de la volonté du créancier.

Sans le consentement du créancier.

1957

ART. 1022.

La subrogation a lieu de plein droit :

1° Au profit de celui qui, étant lui-même créancier, paie un autre créancier qui lui est préférable à raison de ses privilèges et hypothèques;

2° Au profit de l'acquéreur d'un immeuble qui emploie le prix de son acquisition au paiement des créanciers auxquels cet héritage était hypothéqué;

3° Au profit de celui qui, étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette, avait intérêt à l'acquitter;

4° Au profit de l'héritier bénéficiaire qui a payé de ses deniers les dettes de la succession.

1952

ART. 1023.

La subrogation établie par les articles précédents a lieu tant contre les cautions que contre les débiteurs; elle ne peut nuire au créancier lorsqu'il n'a été payé qu'en partie: en ce cas, il peut exercer ses droits, pour ce qui lui reste dû, par préférence à celui dont il n'a reçu qu'un paiement partiel.

Il n'y a aucune préférence à l'égard du créancier qui a été payé en partie par subrogation.

§ 3. — De l'imputation de paiement.

1953

ART. 1024.

Le débiteur de plusieurs dettes a le droit de déclarer, lorsqu'il paie, quelle dette il entend acquitter.

ART. 1025.

Le débiteur d'une dette qui porte intérêt ou produit des arrérages, ne peut point, sans le consentement du créancier, imputer le paiement qu'il fait sur le capital par préférence aux arrérages ou intérêts; le paiement fait sur le capital et intérêts, mais qui n'est point intégral, s'impute d'abord sur les intérêts.

ART. 1026.

Lorsque le débiteur de diverses dettes a accepté une quittance par laquelle le créancier a imputé ce qu'il a reçu sur l'une de ces dettes spécialement, le débiteur ne peut plus demander l'imputation sur une dette différente, à moins qu'il n'y ait eu dol ou surprise de la part du créancier.

ART. 1027.

Lorsque la quittance ne porte aucune imputation, le paiement doit être imputé sur la dette que le débiteur avait pour lors le plus d'intérêt d'acquitter entre celles qui sont pareillement échues; sinon, sur la dette échue, quoique moins onéreuse que celles qui ne le sont point.

Si les dettes sont d'égale nature, l'imputation se fait sur la plus ancienne; toutes choses égales, elle se fait proportionnellement.

§ 4. — Des offres de paiement et de la consignation.

ART. 1028.

Lorsque le créancier refuse de recevoir son paiement, le débiteur peut lui faire des offres réelles, et, au refus du créancier de les accepter, consigner la somme ou la chose offerte.

Les offres réelles suivies d'une consignation libèrent le débiteur; elles tiennent lieu à son égard de paiement, lorsqu'elles sont valablement faites, et la chose ainsi consignée demeure aux risques du créancier.

ART. 1029.

Pour que les offres réelles soient valables, il faut:

1° Qu'elles soient faites au créancier ayant la ca-

est pointant nul, car il n'y a pas de paiement

*à tous intérêts et paiements
présentation effective de la chose ou de la somme*

Si l'assureur fait séquestre ?

pacité de recevoir, ou à celui qui a pouvoir de recevoir pour lui ;

2° Qu'elles soient faites par une personne capable de payer ;

3° Qu'elles soient de la totalité de la somme exigible, des arrérages ou intérêts dus, des frais liquidés et d'une somme pour les frais non liquidés, sauf à la parfaire ;

4° Que le terme soit échu, s'il a été stipulé en faveur du créancier ;

5° Que la condition sous laquelle la dette a été contractée, soit arrivée ;

6° Que les offres soient faites au lieu dont on est convenu pour le paiement, et que, s'il n'y a pas de convention spéciale sur le lieu du paiement, elles soient faites ou à la personne du créancier, ou à son domicile, ou au domicile élu pour l'exécution de la convention.

1259

ART. 1030.

Pour la validité de la consignation, il faut :

1° Qu'elle ait été précédée d'une notification signifiée au créancier et contenant l'indication du jour, de l'heure, du lieu où la chose offerte sera déposée ;

2° Que le débiteur se soit dessaisi de la chose offerte, en la remettant dans le dépôt indiqué par la Loi pour recevoir les consignations, ou, à défaut, indiqué par le Juge, avec les intérêts jusqu'au jour du dépôt.

non

ART. 1031.

Les offres réelles et la consignation doivent en outre, pour être valables, avoir été faites conformément aux prescriptions des Lois de procédure.

1260

ART. 1032.

Les frais des offres réelles et de la consignation sont à la charge du créancier, si elles sont valables.

1261

ART. 1033.

Tant que la consignation n'a point été acceptée par le créancier, ou qu'elle n'est point laissée à ses risques et périls, le débiteur peut la retirer ; et, s'il la retire, ses codébiteurs ou ses cautions ne sont point libérés.

ART. 1034.

1262

Lorsque le débiteur a lui-même obtenu un jugement passé en force de chose jugée, qui a déclaré ses offres et sa consignation bonnes et valables, ou que par les règles de la procédure le dépôt se trouve aux risques et périls du créancier, le débiteur ne peut plus, même du consentement du créancier, retirer sa consignation au préjudice de ses codébiteurs ou cautions.

ART. 1035.

1263 *modifié*

Le jugement définitif qui déclare la consignation bonne et valable éteint de plein droit l'hypothèque qui aurait été consentie pour sûreté de la créance, et cela alors même que le débiteur serait ultérieurement autorisé par le créancier à retirer sa consignation. La radiation de l'hypothèque peut, en pareil cas, être poursuivie par tout intéressé.

ART. 1036.

1264

Si la chose due est un corps certain qui doit être livré au lieu où il se trouve, le débiteur doit faire sommation au créancier de l'enlever, par acte notifié à sa personne ou à son domicile, ou au domicile élu pour l'exécution de la convention. Cette sommation faite, si le créancier n'enlève pas la chose et que le débiteur ait besoin du lieu dans lequel elle est placée, celui-ci pourra obtenir de la justice la permission de la mettre en dépôt dans quelque autre lieu.

SECTION II. — De la novation.

ART. 1037.

1271

La novation s'opère de trois manières :

1° Lorsque le débiteur contracte envers son créancier une nouvelle dette qui est substituée à l'ancienne, laquelle est éteinte ;

2° Lorsqu'un nouveau débiteur est substitué à l'ancien qui est déchargé par le créancier ;

3° Lorsque, par l'effet d'un nouvel engagement, un nouveau créancier est substitué à l'ancien, envers lequel le débiteur se trouve déchargé.

Elle est objective et subjective.

est ce qui fait d'un acte de novation

1272

ART. 1038.

La novation ne peut s'opérer qu'entre personnes capables de contracter.

1273

ART. 1039.

La novation ne se présume point : il faut que la volonté de l'opérer résulte clairement de l'acte.

— Toutefois, il n'est point nécessaire que la volonté soit exprimée dans l'acte par une déclaration précise et formelle : il suffit que l'acte présente des différences propres à caractériser l'intention.

1274

ART. 1040.

La novation, par la substitution d'un nouveau débiteur, peut s'opérer sans le concours du premier débiteur.

1275

ART. 1041.

La délégation par laquelle un débiteur donne au créancier un autre débiteur qui s'oblige envers le créancier, n'opère point de novation, si le créancier n'a expressément déclaré qu'il entendait décharger son débiteur qui a fait la délégation.

1276

ART. 1042.

Le créancier qui a déchargé le débiteur par qui a été faite la délégation, n'a point de recours contre ce débiteur, si le délégué devient insolvable, à moins que l'acte n'en contienne une expresse réserve, ou que le délégué ne fût déjà en faillite ouverte au moment de la délégation.

1277

ART. 1043.

La simple indication faite par le débiteur, d'une personne qui doit payer à sa place, n'opère point novation.

Il en est de même de la simple indication faite par le créancier, d'une personne qui doit recevoir pour lui.

1278

ART. 1044.

Les privilèges et hypothèques de l'ancienne créance ne passent point à celle qui lui est substituée.

*De l'effet des novations sur l'obligation d'une dette
antérieure et s'opère pas cette dette, en constituant nouveau
pas une novation. — Or novation s'opère par acte
n'opère pas une novation.*

*La délégation en cause au créancier qui en moyen
n'opère, et s'opère pas cette dette, en constituant nouveau
quant, ce qui n'est pas la délégation.*

*La novation s'opère par acte et s'opère pas
la délégation de la novation art 1043.*

7. L'usage du créancier.

ART. 1045.

Par la novation faite entre le créancier et l'un des débiteurs solidaires, les codébiteurs sont libérés.

La novation opérée à l'égard du débiteur principal libère les cautions.

Néanmoins, si le créancier a réservé dans le premier cas l'accession des codébiteurs, ou dans le second celle des cautions, l'ancienne créance subsiste, si les codébiteurs ou les cautions refusent d'adhérer au nouvel arrangement.

SECTION III. — De la remise de la dette.

ART. 1046.

La remise volontaire du titre original sous signature privée, par le créancier au débiteur, fait preuve de la libération.

ART. 1047.

La remise volontaire du titre original passé devant notaire fait présumer la remise de la dette ou le paiement, sans préjudice de la preuve contraire.

ART. 1048.

La remise volontaire de l'expédition d'un jugement qui forme le titre du créancier, ne suffit point seule pour établir une présomption de paiement en faveur du débiteur.

Si cependant le jugement a été suivi d'actes de poursuites enregistrés sur l'expédition elle-même, sa remise produit les effets prévus dans l'article précédent.

ART. 1049.

La remise du titre original sous signature privée, du titre notarié ou du jugement à l'un des débiteurs solidaires, a le même effet au profit de ses codébiteurs.

ART. 1050.

La remise ou décharge conventionnelle au profit de l'un des codébiteurs solidaires, libère tous les autres, à moins que le créancier n'ait expressément réservé ses droits contre ces derniers.

Dans ce dernier cas, il ne peut plus répéter la dette

- Remise expresse, remise tacite -

+ Si du défaut par un des débiteurs solidaires ?
libère-t-elle les autres ?
Demande la signature - A paraître avoir deux actes
pour être ?

Il n'est plus question de la remise tacite,
ce qui peut être le cas art. 1049

que déduction faite de la part de celui auquel il a fait la remise.

1286 ART. 1051.

La remise de la chose donnée en nantissement ne suffit point pour faire présumer la remise de la dette.

1287 ART. 1052.

La remise ou décharge conventionnelle accordée au débiteur principal libère les cautions.

Celle accordée à la caution ne libère pas le débiteur principal.

Celle accordée à l'une des cautions ne libère pas les autres.

1288 ART. 1053.

Ce que le créancier a reçu d'une caution pour la décharge de son cautionnement, doit être imputé sur la dette et tourner à la décharge du débiteur principal et des autres cautions.

SECTION IV. — De la compensation.

1289 ART. 1054.

Lorsque deux personnes se trouvent débitrices l'une envers l'autre, il peut s'opérer entre elles une compensation qui éteint les deux dettes jusqu'à concurrence de la plus faible, dans les cas ci-après exprimés.

1290 ART. 1055.

La compensation s'opère de plein droit :

- 1° Entre personnes qui sont en compte courant, pour tout ce qui fait la matière du compte ;
- 2° Entre les créances actives et passives d'un créancier dans la masse de son débiteur en faillite, après que ces créances ont été reconnues et liquidées.

1291 ART. 1056.

Le juge doit toujours opérer la compensation, lorsqu'il résulte de son jugement des droits actifs tant en faveur du demandeur que du défendeur, moyennant que ces droits consistent en sommes d'argent, ou en une certaine quantité de choses fongibles de la même espèce à recevoir.

De 1289 à 1300
La compensation est l'extinction locale opposée de deux
obligations qui se solent mutuellement jusqu'à
concurrence de la plus faible des deux.
Les deux dettes doivent être exigibles.

non pas en 1294 avec 1297

ART. 1057.

On ne peut en aucun cas réclamer la compensation, lorsqu'il s'agit :

De la restitution d'une chose dont le propriétaire a été injustement dépouillé ;

De la restitution d'un dépôt ou du prêt à usage ;

D'une dette qui a pour cause des aliments déclarés insaisissables.

SECTION V. — De la confusion.

ART. 1058.

Lorsque les qualités de créancier et de débiteur se réunissent dans la même personne, il se fait une confusion de droit qui éteint les deux créances.

ART. 1059.

La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal, profite à ses cautions.

Celle qui s'opère dans la personne de la caution, n'entraîne point l'extinction de l'obligation principale.

Celle qui s'opère dans la personne du débiteur solidaire, ne profite à ses codébiteurs solidaires que pour la portion dont il était débiteur.

SECTION VI. — De la perte de la chose due.

ART. 1060.

Lorsque le corps certain et déterminé qui était l'objet de l'obligation, vient à périr, est mis hors de commerce, ou se perd de manière qu'on en ignore absolument l'existence, l'obligation est éteinte, si la chose a péri ou a été perdue sans la faute du débiteur et avant qu'il fût en demeure.

Lors même que le débiteur est en demeure et s'il n'est pas chargé des cas fortuits, l'obligation est éteinte dans le cas où la chose eût également péri chez le créancier, si elle lui eût été livrée.

Le débiteur est tenu de prouver le cas fortuit qu'il allègue.

De quelque manière que la chose volée ait péri ou ait été perdue, sa perte ne dispense pas celui qui l'a soustraite, de la restitution du prix.

Si l'une des parties a donné l'avance de la chose ou l'indemnité.

*+ Les deux parties ont-elles 1875 l'imprimé journal de l'Etat
D'un commandat d'argent à usage ? Toutes choses qui
de commandat pour usage d'argent cela est sans doute par l'art. 1875.*

*La compensation éteint deux dettes, la confusion
+ l'éteint qu'une seule obligation.*

ART. 1061.

Lorsque la chose est périe, mise hors de commerce ou perdue, sans la faute du débiteur, il est tenu, s'il y a quelques droits ou actions en indemnité par rapport à cette chose, de les céder à son créancier.

SECTION VII.—*De l'action en nullité ou en rescision des conventions.*

ART. 1062.

Dans tous les cas où l'action en nullité ou en rescission d'une convention n'est pas limitée à un moindre temps par une loi particulière, cette action dure dix ans.

Ce temps ne court, dans le cas de violence, que du jour où elle a cessé; dans le cas d'erreur ou de dol, du jour où ils ont été découverts.

Le temps ne court, à l'égard des actes faits par les femmes mariées non autorisées, que du jour de la dissolution du mariage ou de la communauté; à l'égard des actes faits par les mineurs, que du jour de la majorité ou de l'émancipation; à l'égard des actes faits par les interdits ou les majeurs sous curatelle, que du jour où l'interdiction et la curatelle ont cessé.

ART. 1063.

La femme mariée, l'interdit, le mineur, le majeur sous curatelle, ne sont point restituables contre les obligations résultant de leur délit ou quasi-délit.

ART. 1064.

Ils ne sont plus recevables à revenir contre l'engagement qu'ils auraient souscrit pendant qu'ils étaient sous tutelle ou curatelle, lorsqu'ils l'ont ratifié depuis qu'ils sont devenus maîtres de leurs droits.

ART. 1065.

Lorsque les mineurs, les interdits, les majeurs sous curatelle, les femmes mariées, sont admis en ces qualités à se faire restituer contre leurs engagements, le remboursement de ce qui aurait été, en conséquence de ces engagements, payé pendant la minorité, la tutelle ou le mariage, ne peut en être exigé,

1904 & 1915

+ les conditions postulatées de l'obligation
n'auraient.

Orant l'ancien état Jorgais, l'action en nullité n'a
pu survivre qu'après 80 ans, elle n'est donc qu'une
obligation caduque, mais qu'elle.

à moins qu'il ne soit prouvé que ce qui a été payé a tourné à leur profit.

ART. 1066. 1914

Lorsque les formalités requises à l'égard des mineurs, interdits ou majeurs sous curatelle, soit pour acquisition ou aliénation d'immeubles, soit dans un partage de succession, ont été remplies, ils sont, relativement à ces actes, considérés comme s'ils les avaient faits en majorité ou pendant qu'ils étaient maîtres de leurs droits.

CHAPITRE VI. — De la preuve des obligations et de celle du paiement.

ART. 1067. 1915

Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.

Réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation.

ART. 1068. 1916

Les règles qui concernent la preuve littérale, la preuve testimoniale, les présomptions, l'aveu de la partie et le serment, sont expliquées dans les sections suivantes.

SECTION I^{re}. — De la preuve littérale.

§ 1^{er}. — Du titre authentique.

ART. 1069. 1917

L'acte authentique est celui qui a été reçu par officiers publics ayant le droit d'instrumenter dans le lieu où l'acte a été rédigé, et avec les solennités requises.

ART. 1070. 1918

L'acte qui n'est point authentique par l'incompétence ou l'incapacité de l'officier ou par un défaut de forme, vaut entre les parties comme écriture privée, s'il a été signé par elles.

ART. 1071. 1919

L'acte authentique fait pleine foi de la convention

qu'il renferme entre les parties contractantes et leurs héritiers ou ayants cause.

§ 2. — De l'acte sous seing privé.

1822 ART. 1072.

L'acte sous seing privé, reconnu par celui auquel on l'oppose, ou légalement tenu pour reconnu, a entre ceux qui l'ont souscrit et entre leurs héritiers ou ayants cause, la même foi que l'acte authentique.

Nouveau ART. 1073.

L'acte sous seing privé est légalement tenu pour reconnu, si celui auquel on l'oppose ne déclare pas s'inscrire en faux contre l'acte.

ART. 1074.

Dans le cas d'inscription en faux, la preuve est à la charge de celui qui nie la vérité de l'écriture ou de la signature.

Nouveau ART. 1075.

En cas d'inscription en faux, l'action civile peut toujours être suspendue à la réquisition du ministère public, et le faux être déféré par lui aux tribunaux criminels, s'il y a lieu.

1820 ART. 1076.

Les actes sous seing privé qui contiennent des dispositions synallagmatiques, ne sont valables qu'autant qu'ils ont été faits en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct.

Il suffit d'un original pour toutes les personnes qui ont le même intérêt.

Chaque original doit contenir la mention du nombre des originaux qui ont été faits.

Néanmoins, le défaut de mention que les originaux ont été faits doubles, triples, etc., etc., ne peut être opposé par celui qui a exécuté de sa part la convention portée dans l'acte.

1828 ART. 1077.

Les actes sous seing privé n'ont de dates contre les tiers que du jour de la mort de celui ou de l'un de ceux qui les ont souscrits, ou du jour où leur exis-

tence est constatée dans des actes dressés par des officiers publics, tels que légalisations, procès-verbaux de scellés ou d'inventaire, etc., etc.,

La disposition qui précède n'exclut pas d'autres preuves de la vérité de la date. Elle n'est point applicable aux dispositions pour cause de mort.

ART. 1078.

Les registres des marchands ne font point, contre des personnes non marchandes, preuve des fournitures qui y sont portées, sauf ce qui sera dit à l'égard du serment.

ART. 1079.

Les livres des marchands font preuve contre eux ; mais celui qui en veut tirer un avantage, ne peut les diviser en ce qu'ils contiennent de contraire à sa prétention.

ART. 1080.

Les deux articles précédents ne préjudicient point à ce qui pourrait être statué dans les Lois relatives au commerce.

ART. 1081.

Les registres et papiers domestiques ne font point un titre pour celui qui les a écrits ; ils font foi contre lui :

1° Dans tous les cas où ils énoncent formellement un paiement reçu ;

2° Lorsqu'ils contiennent la mention expresse que la note a été faite pour suppléer le défaut du titre en faveur de celui au profit duquel ils énoncent une obligation.

ART. 1082.

L'écriture mise par le créancier à la suite, en marge ou au dos d'un titre qui est toujours resté en sa possession, fait foi, quoique non signée ni datée par lui, lorsqu'elle tend à établir la libération du débiteur.

Il en est de même de l'écriture mise par le créancier au dos, en marge ou à la suite du double d'un titre ou d'une quittance, pourvu que ce double soit entre les mains du débiteur.

§ 3. — Des tailles.

ART. 1083.

Les tailles corrélatives à leurs échantillons font foi entre les personnes qui sont dans l'usage de constater ainsi les fournitures qu'elles font ou reçoivent en détail.

§ 4. — Des copies de titre.

ART. 1084.

La copie d'un acte ou titre sous seing privé, alors même qu'elle aurait été faite par un officier public qui attesterait l'avoir levée sur l'original, ne fait foi que si elle est admise par celui auquel on l'oppose, ou si un jugement rendu contradictoirement entre les intéressés a statué qu'elle tiendrait lieu de l'original perdu ou détruit.

ART. 1085.

La copie d'un acte authentique, produite pour tenir lieu de l'expédition originale perdue ou détruite, ne fait foi que si elle a été expédiée en vertu d'un jugement contradictoirement rendu entre les intéressés, et levée sur la minute par l'officier public qui avait reçu l'acte, ou par celui qui avait qualité pour en délivrer une expédition.

ART. 1086.

S'il est constaté que la minute n'existe plus, la simple copie de l'acte authentique, perdu ou détruit, peut, selon son caractère, servir de commencement de preuve dans l'action ouverte en reconnaissance du droit que conférait l'acte.

§ 5. — Des actes récongnitifs et confirmatifs.

ART. 1087.

Les actes récongnitifs et confirmatifs n'ont point pour effet d'établir une obligation, mais seulement de reconnaître et confirmer une obligation déjà existante.

ART. 1088.

Les actes récongnitifs ne dispensent point de la re-

présentation du titre primordial, à moins que sa teneur n'y soit spécialement relatée.

Ce qu'ils contiennent de plus que le titre primordial ou qui s'y trouve de différent, n'a aucun effet.

Néanmoins l'acte récongnitif, accompagné d'une possession conforme de trente ans, dispense de la reproduction du titre primordial.

ART. 1089.

L'acte récongnitif dispense encore de la reproduction du titre primordial, s'il contient la mention expresse que le titre primordial ou la minute a été perdu ou détruit.

Mais si le titre ou la minute venait à être retrouvé, il serait seul valable pour déterminer la nature et l'étendue des obligations du débiteur, quelles que fussent d'ailleurs les stipulations de l'acte récongnitif.

ART. 1090.

L'acte de confirmation ou ratification d'une obligation contre laquelle la Loi admet l'action en nullité ou en rescision, n'est valable que lorsqu'on y trouve l'obligation clairement rappelée et l'intention de la confirmer bien établie.

A défaut d'acte de confirmation ou ratification, il suffit que l'obligation soit exécutée volontairement après l'époque à laquelle l'obligation pouvait être valablement confirmée ou ratifiée.

La confirmation, ratification, ou exécution volontaire dans les formes et à l'époque déterminées par la Loi, emporte la renonciation aux moyens et exceptions que l'on pouvait opposer contre cet acte, sans préjudice néanmoins du droit des tiers.

ART. 1091.

Le donateur ne peut réparer par aucun acte confirmatif les vices d'une donation entre-vifs, nulle en la forme; il faut qu'elle soit refaite en la forme légale.

ART. 1092.

La confirmation ou ratification, ou exécution volontaire d'une donation par les héritiers ou ayants cause du donateur, après son décès, emporte leur renonciation à opposer, soit les vices de forme, soit toute autre exception.

La confirmation de l'acte de donation entre-vifs ?

majorité.

non

majorité.

*se référant en majorité l'immuable aliéné en minute,
la loi devant même l'acte le pouvoir de confirmer les juges
ou second acquiescement, la contre-partie en minute.*

Qu'est-ce que c'est ?
L'acte, l'acte notarié ? et de

150 C.J.

2

(1345-1946)

SECTION II. — De la preuve testimoniale.

1341

ART. 1093.

Il doit être passé acte, devant notaire ou sous signature privée, de toute chose excédant la somme ou la valeur de mille francs, même pour dépôts volontaires, et il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes authentiques ou sous seing privé, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de mille francs.

Le tout sans préjudice de ce qui peut être prescrit dans les Lois relatives au commerce.

1343

ART. 1094.

Celui qui a formé une demande excédant mille francs, ne peut plus être admis à la preuve testimoniale, même en restreignant la demande primitive.

1344

ART. 1095.

La preuve testimoniale sur la demande d'une somme même moindre de mille francs ne peut être admise, lorsque cette somme est le restant ou fait partie d'une créance plus forte qui n'est point prouvée par écrit.

1347

ART. 1096.

Les règles ci-dessus reçoivent exception, lorsqu'il existe un commencement de preuves par écrit.

On appelle ainsi tout acte par écrit qui rend vraisemblable le fait allégué.

1348

ART. 1097.

Elles reçoivent encore exception toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation qui a été contractée envers lui. Cette seconde exception s'applique :

1° Aux obligations qui naissent des quasi-contrats et des délits ou quasi-délits ;

2° Aux dépôts nécessaires faits en cas d'incendie, ruine, tumulte ou naufrage, et à ceux faits par les voyageurs en logeant dans une hôtellerie, le tout suivant les circonstances du fait ;

3° Aux obligations contractées en cas d'accidents imprévus où l'on ne pourrait pas avoir fait des actes par écrit ;

4° Au cas où le créancier a perdu le titre qui lui servait de preuve littérale, par suite d'un cas fortuit, imprévu et résultant d'une force majeure.

SECTION III. — Des présomptions.

ART. 1098.

Les présomptions sont des conséquences que la Loi ou le magistrat tire d'un fait connu à un fait inconnu.

§ 1^{er}. — Des présomptions établies par la Loi.

ART. 1099.

La présomption légale est celle qui est attachée par une loi spéciale à certains actes ou à certains faits. Tels sont :

1° Les actes que la Loi déclare nuls, comme présumés faits en fraude de ses dispositions, d'après leur seule qualité ;

2° Les cas dans lesquels la Loi déclare la propriété ou la libération résulter de certaines circonstances déterminées ;

3° L'autorité que la Loi attribue à la chose jugée ;

4° La force que la Loi attache à l'aveu de la partie ou à son serment.

ART. 1100.

L'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet du jugement. Il faut que la chose demandée soit la même ; que la demande soit fondée sur la même cause ; que la demande soit entre les mêmes parties, et formée par elles et contre elles en la même qualité.

ART. 1101.

La présomption légale dispense de toute preuve celui au profit duquel elle existe.

Nulle preuve n'est admise contre la présomption de la Loi, lorsque, sur le fondement de cette présomption, elle annule certains actes ou dénie l'action en justice, à moins qu'elle n'ait réservé la preuve

inductiones reguntur utrumque inter partes.

deum est utrumque in se habere potest.

art. 1046

*Il ne s'attache pas à ces maximes dans
les questions de la science sur l'admissibilité.*

ad. enun. illece

contraire et sauf ce qui sera dit sur le serment et l'aveu judiciaire.

§ 2. — Des présomptions qui ne sont point établies par la Loi.

1358

ART. 1102.

Les présomptions qui ne sont point établies par la Loi, sont abandonnées aux lumières et à la prudence du magistrat, qui ne doit admettre que des présomptions graves, précises et concordantes, et dans les cas seulement où la Loi admet les preuves testimoniales, à moins que l'acte ne soit attaqué pour cause de fraude ou de dol.

SECTION IV. — De l'aveu de la partie.

1364

ART. 1103.

L'aveu qui est opposé à une partie est ou extra-judiciaire ou judiciaire.

1365

ART. 1104.

L'allégation d'un aveu purement verbal extra-judiciaire est inutile toutes les fois qu'il s'agit d'une demande dont la preuve testimoniale ne serait point admissible.

1366

ART. 1105.

L'aveu judiciaire est la déclaration que fait en justice ou juridiquement la partie ou son fondé de pouvoirs.

Il fait pleine foi contre celui qui l'a fait.

Il ne peut être divisé contre lui.

Il ne peut être révoqué, à moins qu'on ne prouve qu'il a été la suite d'une erreur de fait. Il ne pourrait être révoqué sous prétexte d'une erreur de droit.

SECTION V. — Du serment.

1367

ART. 1106.

Le serment judiciaire est de deux espèces :

1° Celui qu'une partie défère à l'autre pour en faire dépendre le jugement de la cause ; il est appelé décisoire ;

2° Celui qui est déféré d'office par le Juge à l'une ou à l'autre des parties.

*Il est donc fait même qui s'agit de la demande
sur la valeur de la chose litigieuse.*

§ 1^{er}. — Du serment décisoire.

ART. 1107. ¹⁸⁵⁸

Le serment décisoire peut être déféré sur quelque espèce de contestation que ce soit.

ART. 1108. ¹⁸⁵⁹

Le serment décisoire ne peut être déféré que sur un fait personnel à la partie à laquelle on le défère.

ART. 1109. ¹⁸⁶¹

Celui auquel le serment est déféré, qui le refuse ou ne consent pas à le référer à son adversaire, ou l'adversaire à qui il a été référé et qui le refuse, doit succomber dans la demande. *La caution ne peut pas être déférée.*

ART. 1110. ¹⁸⁶²

Le serment ne peut être référé quand le fait qui en est l'objet n'est point celui des deux parties, mais est purement personnel à celui auquel le serment avait été déféré.

ART. 1111. ¹⁸⁶⁶

Lorsque le serment déféré ou référé a été fait, l'adversaire n'est point recevable à en prouver la fausseté.

ART. 1112. ¹⁸⁶⁴

La partie qui a déféré ou référé le serment, ne peut plus se rétracter lorsque l'adversaire a déclaré qu'il est prêt à faire ce serment.

ART. 1113. ¹⁸⁶⁵

Le serment fait ne forme preuve qu'au profit de celui qui l'a déféré ou contre lui, et au profit de ses héritiers et ayants cause ou contre eux.

Néanmoins, le serment déféré par l'un des créanciers solidaires au débiteur ne libère celui-ci que pour la part de ce créancier;

Le serment déféré au débiteur principal libère également les cautions;

Celui déféré à l'un des débiteurs solidaires profite aux codébiteurs;

Et celui déféré à la caution profite au débiteur principal.

Le serment décisoire ne peut être déféré que sur un fait personnel à la partie à laquelle on le défère. La caution ne peut pas être déférée.

Dans ces deux derniers cas, le serment du codébiteur solidaire ou de la caution ne profite aux autres codébiteurs ou au débiteur principal que lorsqu'il a été déféré sur la dette et non sur le fait de la solidarité ou du cautionnement.

§ 2. — Du serment déféré d'office.

1366 ART. 1114.

Le Juge peut déférer à l'une des parties le serment, ou pour en faire dépendre la décision de la cause, ou seulement pour déterminer le montant de la condamnation.

1367 ART. 1115.

Le Juge ne peut déférer d'office le serment que sous les deux conditions suivantes :

- 1° Que le fait à constater ne soit pas pleinement justifié;
- 2° Qu'il ne soit pas totalement dénué de preuves.

1368 ART. 1116.

Le serment déféré d'office par le Juge à l'une des parties ne peut être par elle référé à l'autre.

1369 ART. 1117.

Le serment sur la valeur de la chose demandée ne peut être déféré par le Juge au demandeur que lorsqu'il est d'ailleurs impossible de constater autrement cette valeur.

TITRE V.

Des engagements qui se forment sans convention.

1370 ART. 1118.

Certains engagements se forment sans qu'il intervienne aucune convention, ni de la part de celui qui s'oblige, ni de la part de celui envers lequel il est obligé.

Les uns résultent de l'autorité seule de la Loi, les autres naissent d'un fait personnel à celui qui se trouve obligé.

Les premiers sont les engagements formés involontairement, tels que ceux entre propriétaires voisins, ou ceux des tuteurs et des autres administrateurs qui ne peuvent refuser la fonction qui leur est déferée.

Les engagements qui naissent d'un fait personnel à celui qui se trouve obligé, résultent ou des quasi-contrats, ou des délits ou quasi-délits ; ils font la matière du présent titre.

CHAPITRE I. — Des quasi-contrats.

ART. 1119.

Les quasi-contrats sont les faits purement volontaires de l'homme, dont il résulte un engagement quelconque envers un tiers et quelquefois un engagement réciproque des deux parties.

ART. 1120.

Lorsque volontairement on gère l'affaire d'autrui, soit que le propriétaire connaisse la gestion, soit qu'il l'ignore, celui qui gère contracte l'engagement tacite de continuer la gestion qu'il a commencée, et de l'achever jusqu'à ce que le propriétaire soit en état d'y pourvoir lui-même ; il doit se charger également de toutes les dépendances de cette même affaire.

Il se soumet à toutes les obligations qui résulteraient d'un mandat exprès que lui aurait donné le propriétaire.

ART. 1121.

Il est obligé de continuer sa gestion, encore que le maître vienne à mourir avant que l'affaire soit consommée, jusqu'à ce que l'héritier ait pu en prendre la direction.

ART. 1122.

Il est tenu d'apporter à la gestion de l'affaire tous les soins d'un bon père de famille.

Néanmoins les circonstances qui l'ont conduit à se charger de l'affaire, peuvent autoriser le Juge à modérer les dommages et intérêts qui résulteraient des fautes ou de la négligence du gérant.

ART. 1123.

Le maître dont l'affaire a été bien administrée, doit

gestion d'autrui

Les obligations résultant de la gestion d'autrui sont des obligations de quasi-contrats.

remplir les engagements que le gérant a contractés en son nom, l'indemniser de tous les engagements personnels qu'il a pris et lui rembourser toutes les dépenses utiles ou nécessaires qu'il a faites.

1876

ART. 1124.

Celui qui reçoit par erreur ou sciemment ce qui ne lui est pas dû, s'oblige à le restituer à celui de qui il l'a indûment reçu.

1877

ART. 1125.

Lorsqu'une personne qui, par erreur, se croyait débitrice a acquitté une dette, elle a le droit de répétition contre le créancier.

Néanmoins ce droit cesse dans le cas où le créancier a supprimé son titre par suite du paiement, sauf le recours de celui qui a payé contre le véritable débiteur.

1878

ART. 1126.

S'il y a eu mauvaise foi de la part de celui qui a reçu, il est tenu de restituer, tant le capital que les intérêts ou les fruits, du jour du paiement.

1879

ART. 1127.

Si la chose indûment reçue est un immeuble ou un meuble corporel, celui qui l'a reçu s'oblige à la restituer en nature si elle existe, ou sa valeur si elle est périe ou détériorée par sa faute; il est même garant de sa perte par cas fortuit, s'il l'a reçue de mauvaise foi.

1880

ART. 1128.

Si celui qui a reçu de bonne foi, a vendu la chose, il ne doit restituer que le prix de la vente.

1881

ART. 1129.

Celui auquel la chose est restituée, doit tenir compte, même au possesseur de mauvaise foi, de toutes les dépenses nécessaires et utiles qui ont été faites pour la conservation de la chose.

CHAPITRE II. — Des délits et des quasi-délits.

1882

ART. 1130.

Tout fait quelconque de l'homme qui cause à au-

l'incrimination n'est pas faite - on parle une

pour la loi 1205

de la loi - obligation

présente - obligation

Le droit acquiesce par le fait de la loi ?

*Le droit est civil et l'autre action civile, par laquelle une
personne se défend et méconnaît les droits d'autrui -
le droit criminel, il oblige l'autre à réparation pécuniaire
et punit par la loi pénale.*

*par la commission et non par la négation
le droit est positif et non négatif, le quasi-délit
est un fait positif.*

trui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer.

ART. 1131.

1873

Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

ART. 1132.

1874

On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.

Le père et la mère, après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux;

Les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés;

Les instituteurs et les artisans, du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans, ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

ART. 1133.

Le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il se fût égaré ou échappé.

ART. 1134.

1886

Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction.

Celui qui reçoit un dommage n'a droit, pour le réparer, qu'à la réparation du dommage causé par son fait ou par la faute de celui qui l'a causé.

Alors on peut

Le fait est-il responsable ?

Le propriétaire est-il responsable du dommage causé par la ruine du bâtiment ?

*Le droit commun d'attribution spéciale des biens -
biens d'usage - biens paraphernaux -
Les coutumes germaniques reconnaissent la communauté.
La communauté légale ne s'agit pas d'un régime normal.*

TITRE VI.

Du contrat de mariage et des droits respectifs des époux.

CHAPITRE I. — Dispositions générales.

ART. 1135.

La Loi ne régit l'association conjugale, quant aux biens, qu'à défaut de conventions spéciales que les époux peuvent faire comme ils le jugent à propos, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux bonnes mœurs, et, en outre, sous les modifications suivantes :

ART. 1136.

Les époux ne peuvent déroger ni aux droits résultant de la puissance maritale sur la personne de la femme et des enfants, ou qui appartiennent au mari comme chef, ni aux droits conférés au survivant des époux par le titre de la puissance paternelle et par le titre de la minorité, de la tutelle et de l'émancipation, ni aux dispositions prohibitives du présent Code.

ART. 1137.

Ils ne peuvent faire aucune convention ou renonciation dont l'objet serait de changer l'ordre légal des successions, soit par rapport à eux-mêmes dans la succession de leurs enfants ou descendants, soit par rapport à leurs enfants entre eux, sans préjudice des donations entre-vifs, pour cause de mort ou testamentaire, qui pourront avoir lieu selon les formes et dans les cas déterminés par le présent Code.

ART 1138.

Les époux ne peuvent plus stipuler d'une manière générale que leur association sera réglée par la coutume du pays, qui est abrogée par le présent Code ; le contrat doit déterminer spécialement les conditions adoptées par les époux.

ART. 1139.

Ils peuvent cependant déclarer d'une manière générale qu'ils entendent se marier sous le régime de la communauté ou sous celui de la séparation de

biens; dans ces deux cas leurs droits sont réglés par les dispositions ci-après du présent titre.

ART. 1140. *1893 mariage*

A défaut de stipulations spéciales qui dérogent, soit au régime de la communauté, soit au régime de la séparation ou qui le modifient, les règles établies dans le présent titre forment le droit commun du canton.

ART. 1141. *marriage*

A moins de conventions contraires, tout Neuchâtois est réputé marié sous le régime de la communauté, tel qu'il est établi par le présent Code, quel que soit d'ailleurs le lieu où le mariage a été célébré.

ART. 1142. *1894-95*

Toutes conventions matrimoniales seront rédigées avant le mariage, par acte devant notaire: elles ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage.

ART. 1143. *1896*

Les changements qui y seraient faits avant cette célébration, doivent être constatés par acte passé dans la même forme que le contrat de mariage.

Nul changement n'est, au surplus, valable sans la présence et le consentement simultané de toutes les personnes qui ont été parties dans le contrat de mariage.

ART. 1144. *marriage*

Le notaire est tenu de transcrire, à la suite de l'expédition du contrat de mariage, les changements survenus.

ART. 1145. *marriage*

Tout contrat de mariage qui déroge au régime de la communauté légale ou le modifie, ne produira d'effet à l'égard des tiers qu'après avoir été déposé au greffe du tribunal du domicile des époux dans le canton, et que le dépôt aura été publié en la forme usitée pour les publications judiciaires.

ART. 1146. *marriage*

Aucune reconnaissance d'apports ne peut être faite

pendant le mariage par l'un ou par l'autre des époux, sans que la femme soit assistée d'un curateur. L'acte doit être dressé en la forme authentique, à peine de nullité, à moins que la reconnaissance n'ait lieu en justice.

Ces reconnaissances peuvent toujours être attaquées par les tiers intéressés qui les estimeraient faites en fraude ou au préjudice de leurs droits.

ART. 1147.

L'étranger au canton, mais qui s'y trouve domicilié, ne pourra se prévaloir contre les tiers des clauses de son contrat de mariage, sans avoir au préalable rempli la formalité prescrite par l'art. 1145. Il ne pourra se prévaloir des dispositions de la loi étrangère sous l'empire de laquelle son mariage aura été contracté, s'il n'a déclaré par écrit ses intentions au greffe du tribunal du lieu de son domicile et fait publier officiellement sa déclaration.

ART. 1148.

Le mineur habile à contracter mariage est habile à consentir toutes les conventions dont ce contrat est susceptible, moyennant qu'il soit assisté dans le contrat des personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité du mariage.

Cette assistance et ce consentement sont requis, même à l'égard du majeur, s'il n'a pas atteint l'âge de vingt-deux ans révolus.

CHAPITRE II. — Du régime en communauté.

ART. 1149.

La communauté légale, commence du jour du mariage contracté devant l'officier de l'état civil ; on ne peut stipuler qu'elle commencera à une autre époque.

ART. 1150.

La communauté qui s'établit par la simple déclaration qu'on se marie sous le régime de la communauté, ou à défaut de contrat, est soumise aux règles expliquées dans les sections qui suivent.

(ou communauté légale)
Des époux ne peuvent se réserver l'un ou l'autre
la communauté à une condition suspensive ou
résolutive ?

SECTION I^{re}. — De ce qui compose la communauté
activement et passivement.

§ 1. — De l'actif de la communauté.

ART. 1151.

La communauté se compose activement :

1° De tous les biens meubles et immeubles possédés par les époux, au moment de la célébration du mariage ;

2° De tous ceux qui leur étoient pendant le mariage, à titre de succession, donation ou autrement ;

3° De tous les fruits, revenus, intérêts et arrérages, de quelque nature qu'ils soient, échus ou perçus pendant le mariage et provenant des biens qui appartiennent aux époux lors de sa célébration ou de ceux qui leur sont échus pendant le mariage, à quelque titre que ce soit ;

4° De tous les biens qu'ils acquièrent pendant le mariage, par leur économie, leur industrie ou leur travail, et de tous les revenus de ces biens.

ART. 1152.

Les biens compris sous les numéros 1 et 2 de l'article précédent conservent néanmoins le caractère de biens propres de l'époux qui les a versés dans la communauté, et sont relevés par lui comme tels à la dissolution de la communauté, conformément aux règles établies dans la section 4.

ART. 1153.

Toute acquisition mobilière ou immobilière, toute constitution de créance active, faite pendant la durée du mariage, est réputée faite au profit de la communauté, alors même que le mari serait seul intervenu dans l'acte.

ART. 1154.

Si cependant l'acquisition immobilière a été payée, en tout ou en partie, avec des deniers propres de l'un des époux, et si d'ailleurs cette provenance des fonds a été formellement exprimée dans l'acte, l'immeuble acquis demeurera bien propre de cet époux, dans la proportion des deniers employés à cette acquisition.

1407 7409

corrigé : immeubles acquis pendant le mariage.

81409 à 1421

ART. 1155.

La déclaration du mari que l'acquisition est faite des deniers propres de la femme est insuffisante pour attribuer à celle-ci la propriété, si son acceptation n'est en outre expressément énoncée dans l'acte. A défaut de cette acceptation, l'acquisition est censée faite au profit de la communauté.

§ 2. — Du passif de la communauté.

ART. 1156.

La communauté se compose passivement :

1° De toutes les dettes mobilières ou immobilières, charges ou obligations contractées pendant la durée du mariage, par le mari, ou par la femme du consentement de son mari, ou par le mari et la femme conjointement, sauf la récompense dans le cas où elle a lieu ;

2° Des arrérages et intérêts seulement des rentes ou dettes passives qui sont personnelles à chacun des époux, jusqu'à concurrence du revenu des biens apportés par lui en communauté.

ART. 1157.

Les dettes mobilières et immobilières contractées par l'un ou l'autre des époux avant le mariage ; celles qui peuvent grever les successions ou donations échues à l'un d'eux pendant le mariage, demeurent propres à cet époux et ne sont point à la charge de la communauté.

ART. 1158.

Les cautionnements contractés par le mari, sans le consentement formel de la femme, sont des obligations personnelles au mari.

Les frais, dommages et amendes auxquels l'un des époux aurait été condamné par suite d'un délit ou crime commis, sont des obligations personnelles à cet époux.

Ces obligations ne font point partie du passif de la communauté.

ART. 1159.

Les créanciers de la communauté peuvent pour-

suivre le paiement de leurs créances, sur tous les biens qui composent l'actif de la communauté; mais si la femme n'est point personnellement engagée, ses biens propres ne peuvent être saisis qu'après la saisie préalable des autres biens de la communauté.

ART. 1160.

Les créanciers personnels de l'un des époux ne peuvent poursuivre le paiement de leurs créances que sur les biens de cet époux.

SECTION II.— *De l'administration de la communauté.*

ART. 1161.

Le mari administre seul tous les biens qui composent la communauté.

Il peut les vendre, aliéner et hypothéquer sans le concours de la femme, sauf en ce qui concerne les immeubles de cette dernière.

Il est responsable envers la femme ou ses ayants droit des biens versés par elle dans la communauté, à moins qu'ils n'aient péri par cas de force majeure. La preuve du cas de force majeure est toujours à la charge du mari.

ART. 1162.

Ni le mari, ni la femme, ne peuvent, pendant la durée de la communauté, disposer entre-vifs, à titre gratuit, de tout ou de partie des biens composant l'actif de la communauté, sans le concours et le consentement de l'un et de l'autre dans l'acte.

ART. 1163.

Les actes faits par la femme sans le consentement du mari n'engagent point la communauté, si ce n'est lorsqu'elle contracte comme marchande publique et pour le fait de son commerce.

ART. 1164.

La femme ne peut vendre, aliéner ou hypothéquer ses immeubles sans l'autorisation de son mari.

ART. 1165.

Elle ne peut s'obliger ni engager les biens de la communauté, même pour tirer son mari de prison, ou pour l'établissement de ses enfants en cas d'ab-

sence du mari, qu'après y avoir été autorisée par justice.

ART. 1166.

Le bail d'un bien de la femme passé ou renouvelé par le mari seul, plus de trois ans avant l'expiration du bail courant, s'il s'agit de biens ruraux, et plus de deux ans avant la même époque, s'il s'agit de maisons, est sans effet, à moins que l'exécution du nouveau bail n'ait commencé avant la dissolution de la communauté.

ART 1167.

La femme qui s'oblige solidairement avec son mari pour les affaires de la communauté ou du mari, n'est réputée, à l'égard de celui-ci, s'être obligée que comme caution; elle doit être indemnisée de l'obligation qu'elle a contractée.

ART. 1168.

Le mari qui garantit solidairement ou autrement la vente d'un immeuble propre de la femme, a pareillement un recours contre elle, soit sur sa part dans la communauté, soit sur ses biens propres, s'il vient à être inquiété.

ART. 1169.

Toutes les fois qu'il est pris sur la communauté une somme pour acquitter les dettes ou charges personnelles à l'un des époux, il en est dû la récompense.

ART. 1170.

Si, pendant la durée de la communauté, il a été fait, sur un immeuble propre de l'un des époux, des travaux extraordinaires, constructions, réparations majeures qui en aient augmenté la valeur, l'époux propriétaire en devra la récompense à la communauté.

ART. 1171.

Toutes sommes, valeurs mobilières ou immobilières, quelle qu'en soit l'origine, fournies par les époux conjointement pour l'établissement d'un enfant commun, sans exprimer la portion pour laquelle ils entendaient y contribuer, sont censées fournies chacune par moitié.

*ce n'est autrement n'est pas pour le mari
autorisé à la vente par le mari le mari garant ?*

Si les sommes ou valeurs ne provenaient pas d'acquêts de la communauté, l'époux, dont une partie des biens propres aurait ainsi été aliénée, aura contre l'autre une action en indemnité pour la moitié des valeurs fournies, eu égard à la valeur de l'effet donné au temps de la donation.

SECTION III. — De la dissolution de la communauté et de quelques-unes de ses suites.

ART. 1172.

La communauté se dissout :

- 1° Par la mort de l'un des époux ;
- 2° Par le divorce ;
- 3° Par la séparation de corps et de biens ;
- 4° Par la séparation de biens.

La faillite de l'un des époux, ou de tous les deux, suspend les effets de la communauté et amène sa liquidation, mais elle ne la dissout pas ; la communauté continue après la clôture de la faillite.

ART. 1173.

La séparation de biens ne peut être poursuivie qu'en justice et sur la demande de la femme uniquement. Toute séparation volontaire est nulle.

ART. 1174.

La séparation de biens, quoique prononcée en justice, est nulle si elle n'a point été exécutée par le partage de la communauté, effectué par acte authentique, dans les trente jours qui suivent la date du jugement, ou si au moins l'exécution n'a pas été juridiquement poursuivie dans le même délai.

ART. 1175.

Toute demande et tout jugement de séparation de biens sont soumis aux publications prescrites par l'article 212 du présent Code, à peine de nullité à l'égard des tiers.

ART. 1176.

Les effets du jugement prennent cours à dater du jour où il est devenu définitif.

ART. 1177.

La femme qui a obtenu la séparation de biens doit contribuer proportionnellement à ses facultés et à celles du mari, tant aux frais du ménage qu'à ceux d'entretien et d'éducation des enfants communs.

Elle doit supporter entièrement ces frais, s'il ne reste rien au mari.

ART. 1178.

La femme séparée de biens en reprend la libre administration, et le mari demeure dégagé de toute responsabilité.

ART. 1179.

La communauté dissoute par la séparation de biens peut être rétablie du consentement des deux parties.

Elle ne peut l'être qu'en la forme prescrite par les dispositions de l'article 208 du présent Code et sous les réserves contenues au dit article.

En ce cas, la communauté reprend son effet du jour de la déclaration pour être continuée sur les mêmes bases où elle existait précédemment.

Toute convention par laquelle les époux rétabliraient leur communauté sous des conditions différentes de celles qui la réglaient antérieurement, est nulle.

ART. 1180.

La dissolution de communauté opérée par séparation de biens ne donne point ouverture aux droits de survie qui continuent à subsister pour être exercés lors de la mort de l'un des époux.

ART. 1181.

Les effets de la séparation de corps et de biens sont réglés au titre du mariage.

SECTION IV. — *Du partage de la communauté, après sa dissolution.*

ART. 1182.

Après la dissolution de la communauté, l'actif se partage, et le passif est supporté de la manière ci-après déterminée :

§ 1. — Du partage de l'actif.

ART. 1183. *n*

Avant de procéder au partage, il est préalablement dressé un inventaire général de tous les biens composant l'actif de la communauté, quelle qu'en soit l'origine, et un inventaire de toutes les dettes et charges composant le passif de la communauté.

ART. 1184. *1468 ~*

Les époux ou leurs héritiers rapportent à la masse commune tout ce dont ils sont débiteurs envers elle à titre de récompense ou d'indemnité.

ART. 1185. *1470 ~*

Sur la masse des biens, chaque époux ou son héritier prélève les biens qui, à teneur de l'article 1152, constituent ses biens propres ; il relève également les avantages qui peuvent lui avoir été faits par contrat de mariage.

ART. 1186. *h*

Le prélèvement des biens propres s'exerce d'abord sur ceux de ces biens qui existent encore en nature ou qui ont été acquis en remploi : ces biens sont relevés dans l'état où ils se trouvent au moment du partage.

Pour les biens qui n'existent plus en nature, le prélèvement s'exerce d'abord sur l'argent comptant et, subsidiairement, sur les créances actives et les immeubles acquis par la communauté.

ART. 1187. *1471 ~*

Les prélèvements de la femme s'exercent avant ceux du mari.

En cas d'insuffisance des valeurs mobilières ou immobilières appartenant à la communauté, ces prélèvements peuvent s'exercer sur les biens personnels du mari, dont toutefois les immeubles ne seront saisis qu'à défaut d'argent comptant.

Le mari soit ses héritiers demeurent débiteurs de la femme pour la valeur des biens propres qu'elle n'aurait pu relever.

h ART. 1188.

Les héritiers de la femme d'un premier lit exercent leurs prélèvements avant la femme ou les héritiers de la femme d'un second lit; mais en aucun cas ils ne peuvent opérer leurs reprises sur ceux des biens de la seconde femme qui existeraient en nature dans la communauté.

1472 ART. 1189.

Le mari ne peut jamais exercer ses reprises que sur les biens appartenant à la communauté.

h ART. 1190.

Chaque époux est tenu de justifier le versement dans la communauté de ceux des biens propres dont il entend exercer le prélèvement.

1474 ART. 1191.

Après que tous les prélèvements des époux ont été exécutés sur la masse, le surplus constitue les acquêts de la communauté et, s'il n'y a pas de dettes, se partage par moitié entre les époux ou ceux qui les représentent.

1477 ART. 1192.

Celui des époux qui aurait diverti ou recélé quelques effets de la communauté, est privé de sa portion dans les dits effets.

1476 ART. 1193.

Le partage de la communauté, pour tout ce qui concerne ses formes, la vente des immeubles quand il y a lieu, les effets du partage, la garantie qui en résulte et les soultes, est soumis aux règles qui sont établies au titre des successions pour les partages entre cohéritiers.

De 1482 - 1492
§ 2. — Du passif de la communauté et de la contribution aux dettes.

1482 ART. 1194.

Les frais de scellés, inventaire, ventes, liquidation et partage, font partie des dettes de la communauté.

ART. 1195.

Les dettes de la communauté sont payées avec les acquêts de la dite communauté tels qu'ils sont définis dans l'article 1191.

En cas d'insuffisance des acquêts, le surplus est à la charge du mari ou de ses ayants droit.

ART. 1196.

Toutefois, la femme ou ses héritiers sont tenus, à titre de caution, de la totalité des dettes de la communauté à l'égard des créanciers, sauf recours contre le mari ou ses héritiers : mais les créanciers ne peuvent la poursuivre qu'en justifiant de l'insolvabilité du mari ou de ses héritiers, à moins qu'elle ne soit personnellement obligée.

ART. 1197.

La femme soit ses héritiers peuvent toujours exiger que les dettes de la communauté soient liquidées et payées avant la clôture du partage, jusques à concurrence des acquêts de la communauté ou des biens propres du mari, à moins que celui-ci ne fournisse une ou plusieurs cautions jugées suffisantes.

CHAPITRE III. — Du régime de la séparation de biens.

ART. 1198.

Lorsque les époux ont stipulé par leur contrat de mariage qu'ils seraient séparés de biens, la femme conserve l'entière administration de ses biens meubles et immeubles et la jouissance libre de ses revenus ; le tout sous sa propre responsabilité.

ART. 1199.

Chacun des époux contribue aux charges du mariage, à l'entretien et à l'éducation des enfants suivant les conventions contenues en leur contrat, et, s'il n'en existe point à cet égard, la femme contribue à ces charges proportionnellement à ses facultés et à celles du mari.

Dans la communauté légale, les immeubles n'ont pas de charge de communauté.

En fait, les dettes de la communauté sont payées avec les acquêts de la dite communauté tels qu'ils sont définis dans l'article 1191.

Il y a aussi communauté universelle de biens.

Le mari est seul responsable de la communauté. Dans le régime de la séparation de biens, le mari a l'administration des biens de la communauté, mais l'administration des biens propres de la femme.

1529
ART. 1200.

Lorsque la femme séparée de biens a laissé la jouissance de ses biens à son mari, celui-ci n'est tenu, soit sur la demande que sa femme pourrait lui faire, soit à la dissolution du mariage, qu'à la représentation des fruits existants, et il n'est point comptable de ceux qui ont été consommés jusqu'alors.

ART. 1201.

Les actes faits par l'un des époux séparés de biens n'obligent que cet époux, alors même que l'obligation aurait pour objet les besoins du ménage, l'entretien ou l'éducation des enfants communs.

ART. 1202.

Le mari et la femme séparés de biens qui se sont obligés conjointement ou solidairement, n'ont d'autre action l'un contre l'autre pour le fait de l'obligation, sinon celle qu'aurait tout autre coobligé ou celle que les termes de l'acte peuvent respectivement leur réserver.

ART. 1203.

Les dispositions des trois articles précédents sont également applicables aux époux séparés de biens juridiquement.

CHAPITRE IV. — Des droits de survie.

SECTION I^{re}. — *De la nature des droits de survie.*

ART. 1204.

A moins que, par leur contrat de mariage, les époux n'aient renoncé expressément aux droits légaux de survie ou qu'ils n'aient fait des conventions spéciales à ce sujet, ces droits sont réglés par les articles suivants.

ART. 1205.

Si l'époux prédécédé est décédé sans postérité légitime, la Loi donne à l'époux survivant, quelle que soit l'époque du décès :

1° Les vêtements et linge de corps du prédécédé,

ainsi que les bijoux qui servaient à son usage ordinaire;

2° La moitié des meubles du défunt, en donnant au mot *meuble* la signification restreinte, définie dans l'article 383 du présent Code.

Le bétail n'est point compris dans la disposition précédente;

3° Les victuailles et provisions de ménage qui se trouvaient dans la maison au moment du décès; le blé, la farine, le vin, sont réputés provisions de ménage, jusques à concurrence des besoins raisonnables d'une année;

4° L'usufruit de tous les autres biens du défunt, meubles et immeubles.

ART. 1206.

Si l'époux prédécédé a laissé une postérité légitime, les droits de survie de l'époux survivant sont réduits de moitié, à l'exception du droit désigné sous le n° 3 de l'article précédent.

ART. 1207.

Si l'époux décédé a laissé un ou plusieurs enfants naturels légalement reconnus avant le mariage, l'usufruit accordé au survivant s'exerce sur les quatre sixièmes du droit réservé à ces enfants; les deux autres sixièmes leur sont délivrés immédiatement.

Toutefois, si un ou plusieurs de ces enfants se trouvaient encore en âge de minorité, l'époux survivant leur tiendra compte en outre jusqu'à leur majorité du quart des revenus de la portion qu'il détient en usufruit.

ART. 1208.

L'usufruit s'exerce sur la totalité du droit réservé à l'enfant naturel, quel que soit son âge, dans le cas où cet enfant, quoique né avant le mariage, n'aurait été cependant reconnu qu'après la célébration.

ART. 1209.

L'enfant naturel né du même père et de la même mère, mais qui n'aurait point été reconnu avant le

mariage ou au moment du mariage de ses père et mère, et légitimé, recevra la moitié de son droit libre de tout usufruit, quel que soit son âge ; l'autre moitié reste soumise à l'usufruit du survivant.

ART. 1210.

Si le père ou la mère a fait usage de la faculté qui lui est réservée par l'art. 620, l'enfant naturel n'en prélèvera pas moins sur la part réduite qui lui sera laissée une quotité égale à celle que lui réservent les articles qui précèdent : l'usufruit du survivant ne pourra s'exercer que sur le surplus.

ART. 1211.

Les époux peuvent valablement stipuler par contrat de mariage que les droits d'usufruit réservés au survivant par la Loi seront remplacés par une rente viagère ou le prélèvement d'un capital déterminé sur la succession du défunt, moyennant que la stipulation ne porte point atteinte à la légitime des enfants, cas échéant.

Si la légitime se trouvait atteinte au moment du partage, il y aurait lieu à réduction.

ART. 1212.

Les objets compris sous les n^{os} 1, 2 et 3 de l'art. 1205, sur lesquels la Loi réserve un droit de survie, ne peuvent être vendus pour acquitter en tout ou en partie les dettes de la communauté ou les dettes propres de l'époux prédécédé, que dans le cas où les autres biens du défunt seraient insuffisants pour y pourvoir.

SECTION II. — *Des obligations du survivant en ce qui touche les biens dont il demeure usufruitier.*

ART. 1213.

Les droits et devoirs de l'époux usufruitier sont réglés par les dispositions du Titre 3, Chapitre 1^{er} du Livre 2 du présent Code, sous les modifications suivantes.

ART. 1214. *N*

L'époux survivant n'est point tenu de fournir caution pour garantie des biens dont la Loi lui réserve l'usufruit, à moins que cette obligation ne lui ait été imposée par son contrat de mariage.

ART. 1215. *N*

Si cependant l'époux usufruitier ne présentait pas les garanties morales ou réelles suffisantes pour assurer la conservation des biens meubles soumis à usufruit, le Juge pourra, sur la demande de l'héritier, soit astreindre l'usufruitier à fournir caution, soit ordonner qu'il soit procédé par le ministère d'un curateur et pour ces biens meubles seulement, ainsi qu'il est prescrit par les articles 450 et 451.

Ce curateur n'aura d'action que sur les biens dont l'administration lui sera confiée, et non sur la personne de l'usufruitier ni sur celle de ses enfants, si d'ailleurs l'autorité compétente n'a point placé sous curatelle l'usufruitier pour d'autres causes.

Le tout sans préjudice aux cas de mésus qui seraient de nature à mettre fin à l'usufruit.

ART. 1216. *N*

Les dispositions précédentes ne modifient point les dispositions spéciales qui règlent l'exercice des droits d'usufruit réservés aux père et mère sur les biens de leurs enfants mineurs.

ART. 1217. *N*

L'époux survivant séparé de corps et de biens ou de biens seulement, soit par jugement, soit par contrat de mariage, est soumis purement et simplement quant à l'exercice de ses droits d'usufruit aux prescriptions du Titre 3, Chapitre 1^{er} du Livre 2 du présent Code.

ART. 1218. *N*

L'époux usufruitier est dégagé de toute responsabilité à l'égard des biens dont l'administration lui a été enlevée : il a qualité pour attaquer la gestion du

curateur et demander au besoin sa révocation, contradictoirement avec l'héritier.

ART. 1219.

Le curateur est soumis aux astrictions et obligations ordinaires ; mais nul ne peut être contraint à accepter cette fonction.

L'héritier ne peut jamais la revêtir lui-même sans le consentement formel de l'époux usufruitier.

ART. 1220.

Tout jugement qui statue sur la demande de caution formée contre l'époux usufruitier, ou qui ordonne la mise des biens meubles sous curatelle, ou prononce sur la suffisance d'une caution, est susceptible d'appel devant le tribunal supérieur du canton.

ART. 1221.

Le tribunal compétent pour connaître en premier ressort de la demande est celui du lieu où se trouvait le domicile conjugal au moment du décès.

Le curateur, si sa nomination est ordonnée, est nommé par l'autorité tutélaire du même lieu.

ART. 1222.

Toute vente de biens immobiliers tenus en usufruit, toutes charges dont ils seraient grevés par l'usufruitier, sans le consentement spécial et par écrit de tous les propriétaires, seront déclarées nulles.

ART. 1223.

Il ne peut être préjudicié aux droits de survie des époux, tels qu'ils sont établis dans le présent chapitre, ni par testament, ni par disposition pour cause de mort.

Toute disposition contraire sera réputée non écrite ou subordonnée à l'exercice des droits de survie, selon les cas.

TITRE VII.

De la vente.

CHAPITRE I^{er}. — De la nature et de la forme de la vente.

ART. 1224.

1572

La vente est une convention par laquelle l'un s'oblige à livrer une chose et l'autre à la payer.

ART. 1225.

Toute vente d'immeubles ou de droits immobiliers doit, à peine de nullité, être faite par acte authentique.

ART. 1226.

1573

La vente est parfaite entre les parties, et la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas été livrée ni le prix payé.

Toutefois la vente d'un immeuble ou de droits immobiliers n'est parfaite qu'après la passation de l'acte authentique : les conventions antérieures constituent simplement une promesse de vente.

ART. 1227.

La promesse de vente donne aux parties une action, ou pour faire prononcer qu'au refus de l'une des parties de passer acte, le jugement en tiendra lieu et en aura tous les effets ;

ou pour faire condamner la partie qui refuse à des dommages et intérêts.

Le tout au choix du demandeur.

ART. 1228.

Le bénéfice de dédite dans la huitaine de la passation de l'acte est aboli.

ART. 1229.

Toute promesse de vente immobilière est prescrite après un an.



ART. 1230.

La vente d'un immeuble ou de droits immobiliers ne peut être faite sous aucune condition suspensive ou résolutoire, non plus que sous la clause de réméré, sous peine de nullité.

ART. 1231.

Toute autre vente peut être faite purement et simplement ou sous une condition soit suspensive, soit résolutoire.

Elle peut aussi avoir pour objet deux ou plusieurs choses alternatives.

Dans tous les cas, son effet est réglé par les principes généraux des conventions.

ART. 1232.

Lorsque des marchandises ne sont pas vendues en bloc, mais au poids, au compte, ou à la mesure, la vente n'est point parfaite, en ce sens que les choses vendues sont aux risques et périls du vendeur jusqu'à ce qu'elles soient pesées, comptées ou mesurées; mais l'acheteur peut en demander ou la délivrance, ou des dommages-intérêts, s'il y a lieu, en cas d'inexécution de l'engagement.

ART. 1233.

Si, au contraire, les marchandises ont été vendues en bloc, la vente est parfaite, quoique les marchandises n'aient pas encore été pesées, comptées ou mesurées.

ART. 1234.

La vente faite à l'essai ou sous réserve de dégustation est toujours présumée faite sous une condition suspensive.

ART. 1235.

Si la promesse de vendre a été faite avec des arrhes, chacun des contractants est maître de s'en départir, celui qui les a données en les perdant, et celui qui les a reçues en restituant le double de ce qu'il a reçu.

*L'arrhes sont-elles payées par le vendeur ou l'acheteur ?
en cas de rupture ?*

ART. 1236.

Les arrhes données sont imputées en à-compte du prix de la vente.

ART. 1237.

Le prix de la vente doit être déterminé et désigné par les parties.

ART. 1238.

Il peut cependant, sauf en matière immobilière, être laissé à l'arbitrage d'un tiers; mais si le tiers ne veut ou ne peut faire l'estimation, il n'y a point de vente.

ART. 1239.

Les frais d'acte et autres accessoires à la vente sont à la charge de l'acheteur.

CHAPITRE II. — Qui peut acheter ou vendre.

ART. 1240.

Tous ceux auxquels la loi ne l'interdit pas, peuvent acheter ou vendre.

ART. 1241.

Le contrat de vente ne peut avoir lieu entre époux, sinon lorsque la vente est nécessaire pour la liquidation de la communauté après sa dissolution ou pour l'exécution des stipulations du contrat de mariage; néanmoins, en pareil cas, la femme ne pourra aliéner des immeubles en faveur de son mari, ou en acquérir de lui, sans être assistée d'un curateur.

ART. 1242.

Ne peuvent se rendre adjudicataires, sous peine de nullité, ni par eux-mêmes ni par personnes interposées :

Les tuteurs, des biens de ceux dont ils ont la tutelle;

Les mandataires, des biens qu'ils sont chargés de vendre;

Les administrateurs, des biens des communes ou établissements publics confiés à leurs soins;

Les officiers publics, des biens cantonaux dont les ventes se font par leur ministère.

2 Les officiers de justice, des biens dont la vente se fait sous leur autorité.

1597 ART. 1243.

Les avocats ne peuvent devenir cessionnaires de procès, droits et actions litigieux, sous peine de nullité.

Les juges, leurs suppléants, les huissiers et greffiers ne peuvent devenir cessionnaires des procès, droits et actions litigieux, qui sont de la compétence du Tribunal dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions, à peine de nullité.

h ART. 1244.

Ne sont point compris dans les dispositions de l'article précédent, les procès, droits et actions litigieux, ayant pour objets des biens dont les personnes désignées seraient co-propriétaires ou qui feraient partie d'une succession dans laquelle ils auraient des droits à exercer.

CHAPITRE III. — Des choses qui peuvent être vendues.

1598 ART. 1245.

Tout ce qui est dans le commerce peut être vendu, lorsque des lois particulières n'en ont pas prohibé l'aliénation.

1599 ART. 1246.

La vente de la chose d'autrui est nulle : elle peut donner lieu à des dommages-intérêts lorsque l'acheteur a ignoré que la chose fût à autrui.

h ART. 1247.

La vente des récoltes pendantes ne peut être opposée à un tiers, si elle a été faite antérieurement à l'année dans laquelle elles doivent être recueillies.

1600 ART. 1248.

On ne peut vendre la succession d'une personne vivante, même de son consentement.

ART. 1249. 1601

Si, au moment de la vente, la chose vendue était périe en totalité, la vente serait nulle.

Si une partie seulement de la chose est périe, il est au choix de l'acquéreur d'abandonner la vente, ou de demander la partie conservée, en faisant déterminer le prix par une expertise.

CHAPITRE IV. — Des obligations du vendeur.

SECTION I. — *Dispositions générales.*

ART. 1250. 1602

Le vendeur est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige.

Tout pacte obscur ou ambigu s'interprète contre le vendeur.

ART. 1251. 1603

Il a deux obligations principales, celle de livrer et celle de garantir la chose qu'il vend.

SECTION II. — *De la délivrance.*

ART. 1252. 1604

La délivrance est le transport de la chose vendue en la puissance et possession de l'acheteur.

ART. 1253. n

En matière immobilière, la passation de l'acte authentique équivaut à la délivrance.

ART. 1254. 1606

délivrance
La tradition des effets mobiliers s'opère,
ou par la tradition réelle ;
ou par la remise des clefs des bâtiments qui les contiennent ;

ou par le seul consentement des parties, si le transport ne peut pas s'en faire au moment de la vente, ou si l'acheteur les avait déjà en son pouvoir à un autre titre.

de l'acte signé

1807

ART. 1255.

La tradition des droits incorporels se fait, ou par la remise des titres, ou par l'usage que l'acquéreur en fait du consentement du vendeur.

1808

ART. 1256.

Les frais de la délivrance sont à la charge du vendeur et ceux de l'enlèvement à la charge de l'acheteur, s'il n'y a eu stipulation contraire.

1809

ART. 1257.

La délivrance doit se faire au lieu où était, au temps de la vente, la chose qui en a fait l'objet, s'il n'en a été autrement convenu.

1810

ART. 1258.

Si le vendeur manque à faire la délivrance dans le temps convenu entre les parties, l'acquéreur pourra, à son choix, demander la résolution de la vente ou sa mise en possession, si le retard ne vient que du fait du vendeur.

1811

ART. 1259.

Dans tous les cas, le vendeur doit être condamné aux dommages et intérêts, s'il résulte un préjudice pour l'acquéreur, du défaut de délivrance au terme convenu.

1812

ART. 1260.

Le vendeur n'est pas tenu de délivrer la chose, si l'acheteur n'en paie pas le prix et que le vendeur ne lui ait pas accordé un délai pour le paiement.

1813

ART. 1261.

Il ne sera pas non plus obligé à la délivrance, quand même il aurait accordé un délai pour le paiement, si, depuis la vente, l'acheteur est tombé en faillite, à moins que l'acheteur ne lui donne caution de payer au terme.

1814

ART. 1262.

La chose doit être délivrée en l'état où elle se trouve au moment de la vente.

Le vendeur s'engage à remettre au vendeur la chose vendue, avec les accessoires, et à lui en faire la délivrance, au lieu où elle se trouve au moment de la vente.

un an après la vente.

Depuis ce jour, tous les fruits appartiennent à l'acquéreur.

ART. 1263. 1615

L'obligation de délivrer la chose comprend ses accessoires et tout ce qui a été destiné à son usage perpétuel.

ART. 1264. 1616

Le vendeur est tenu de délivrer la contenance telle qu'elle est portée au contrat, sous les modifications ci-après exprimées.

ART. 1265. 1617

Si la vente d'un immeuble a été faite avec indication de la contenance, à raison de tant la mesure, le vendeur est obligé de délivrer à l'acquéreur, s'il l'exige, la quantité indiquée au contrat; et si la chose ne lui est pas possible, ou si l'acquéreur ne l'exige pas, le vendeur est obligé de souffrir une diminution proportionnelle du prix.

ART. 1266. 1618

Si, au contraire, dans le cas de l'art. précédent, il se trouve une contenance plus grande que celle exprimée au contrat, l'acquéreur a le choix de fournir le supplément du prix ou de se désister du contrat, si l'excédant est d'un dixième au-dessus de la contenance déclarée.

ART. 1267. h

Si l'immeuble n'est point vendu à tant la mesure, il n'y a pas lieu à supplément de prix pour excédant, en faveur du vendeur; mais l'acquéreur peut exiger une diminution proportionnelle du prix, si la contenance réelle est inférieure à la contenance énoncée.

Si l'énonciation de contenance est suivie du mot *environ* ou de telle autre expression équivalente, il n'y a lieu à diminution proportionnelle du prix en faveur de l'acquéreur, que dans le cas où la différence en moins excéderait le 5% de la contenance énoncée.

1891 ART. 1268.

Dans tous les cas où l'acquéreur a le droit de se désister du contrat, le vendeur est tenu de lui restituer, outre le prix qu'il a reçu, les frais du contrat.

1892 ART. 1269.

L'action en augmentation ou diminution de prix ou résiliation du contrat, doit être intentée dans l'année qui suit la date du contrat, à peine de déchéance.

1893 ART. 1270.

S'il a été vendu deux fonds par le même contrat, et pour un seul et même prix, avec désignation de la mesure de chacun, et qu'il se trouve moins de contenance en l'un et plus en l'autre, on fait compensation jusqu'à due concurrence; et l'action, soit en supplément, soit en diminution du prix, n'a lieu que suivant les règles ci-dessus établies.

1894 ART. 1271.

La question de savoir sur lequel, du vendeur ou de l'acquéreur, doit tomber la perte ou la détérioration de la chose vendue avant la livraison, est jugée d'après les règles prescrites au titre des contrats ou des obligations conventionnelles en général.

SECTION III. — De la garantie.

1895 ART. 1272.

La garantie que le vendeur doit à l'acquéreur a deux objets : le premier est la possession paisible de la chose vendue; le second, les défauts cachés de cette chose ou les vices redhibitoires.

§ 1^{er}. — De la garantie en cas d'éviction.

1896 ART. 1273.

Quoique lors de la vente il n'ait été fait aucune stipulation sur la garantie, le vendeur est obligé de droit à garantir l'acquéreur de l'éviction qu'il souffre dans la

totalité ou partie de l'objet vendu, ou des charges prétendues sur cet objet et non déclarées lors de la vente.

ART. 1274. *1897*

Les parties peuvent, par des conventions particulières, ajouter à cette obligation de droit ou en diminuer l'effet; elles peuvent même convenir que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie.

ART. 1275. *1898*

Quoiqu'il soit dit que le vendeur ne sera tenu à aucune garantie, il demeure cependant tenu de celle qui résulte d'un fait qui lui est personnel : toute convention contraire est nulle.

ART. 1276. *1899*

Dans le même cas de stipulation de non-garantie, le vendeur, en cas d'éviction, est tenu à la restitution du prix, à moins que l'acquéreur n'ait connu, lors de la vente, le danger de l'éviction, ou qu'il n'ait acheté à ses risques et périls.

ART. 1277. *1830*

Lorsque la garantie a été promise, ou qu'il n'a rien été stipulé à ce sujet, si l'acquéreur est évincé, il a droit de demander contre le vendeur :

- 1° La restitution du prix ;
- 2° Celle des fruits, lorsqu'il est obligé de les rendre au propriétaire qui l'évince ;
- 3° Les frais faits sur la demande en garantie de l'acheteur et ceux faits par le demandeur originaire ;
- 4° Enfin, les dommages et intérêts, les frais, accessoires et loyaux coûts du contrat.

ART. 1278. *1831*

Lorsqu'à l'époque de l'éviction, la chose vendue se trouve diminuée de valeur ou considérablement détériorée, soit par la négligence de l'acheteur, soit par des accidents de force majeure, le vendeur n'en est pas moins tenu de restituer la totalité du prix.

1632 ART. 1279.

Mais si l'acquéreur a tiré profit des dégradations par lui faites, le vendeur a droit de retenir sur le prix une somme égale à ce profit.

1633 ART. 1280.

Si la chose vendue se trouve avoir augmenté de prix à l'époque de l'éviction, indépendamment même du fait de l'acquéreur, le vendeur est tenu de lui payer ce qu'elle vaut au-dessus du prix de la vente.

1634 ART. 1281.

Le vendeur est tenu de rembourser ou de faire rembourser à l'acquéreur par celui qui l'évince, toutes les réparations et améliorations utiles qu'il aura faites au fonds.

1635 ART. 1282.

Si le vendeur avait vendu de mauvaise foi le fonds d'autrui, il sera obligé de rembourser à l'acquéreur toutes les dépenses, même voluptuaires et d'agrément, que celui-ci aura faites au fonds.

1636 ART. 1283.

Si l'acquéreur n'est évincé que d'une partie de la chose et qu'elle soit de telle conséquence relativement au tout, que l'acquéreur n'eût point acheté sans la partie dont il a été évincé, il peut faire résilier la vente.

1637 ART. 1284.

Si dans le cas de l'éviction d'une partie du fonds vendu, la vente n'est pas résiliée, la valeur de la partie dont l'acquéreur se trouve évincé, lui est remboursée, suivant l'estimation à l'époque de l'éviction et non proportionnellement au prix total de la vente, soit que la chose vendue ait augmenté ou diminué de valeur.

1638 ART. 1285.

Si l'immeuble vendu se trouve grevé sans qu'il en ait été fait de déclaration, de servitudes non-apparentes et qu'elles soient de telle importance qu'il y ait lieu de

présumer que l'acquéreur n'aurait pas acheté s'il en avait été instruit, il peut demander la résiliation du contrat, si mieux il n'aime se contenter d'une indemnité.

ART. 1286. 1639

Les autres questions auxquelles peuvent donner lieu les dommages et intérêts résultant pour l'acquéreur de l'inexécution de la vente doivent être décidées suivant les règles générales établies au titre des contrats ou des obligations conventionnelles en général.

ART. 1287. 1640 m. 27 m.

La garantie pour cause d'éviction cesse, lorsque l'acquéreur n'a pas appelé son vendeur dans le terme et selon les formes déterminées par les lois de procédure.

§ 2. — De la garantie des défauts de la chose vendue.

ART. 1288. 1641

L'action redhibitoire ne concerne que les biens meubles, sauf l'exception renfermée dans l'art. 1285.

ART. 1289. 1642

Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus.

ART. 1290. 1643

Le vendeur n'est pas tenu des vices apparents et dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même.

ART. 1291. 1644

Il est tenu des vices cachés, quand même il ne les aurait pas connus, à moins que dans ce cas, il n'ait stipulé qu'il ne sera obligé à aucune garantie.

ART. 1292. 1645

Dans le cas des articles 1289 et 1291, l'acheteur a le choix de rendre la chose et de se faire restituer le

Cod. fr. l'achat q' elle s'me arbitraire par rapport

prix, ou de garder la chose et de se faire restituer une partie du prix.

1045
ART. 1293.

Si le vendeur connaissait les vices de la chose, il est tenu, outre la restitution du prix qu'il en a reçu, de tous les dommages et intérêts envers l'acheteur.

1046
ART. 1294.

Si le vendeur ignorait les vices de la chose, il ne sera tenu qu'à la restitution du prix et à rembourser à l'acquéreur les frais occasionnés par la vente.

1047
ART. 1295.

Si la chose qui avait des vices, a péri par suite de sa mauvaise qualité, la perte est pour le vendeur, qui sera tenu envers l'acheteur à la restitution du prix et aux autres dédommagements expliqués dans les deux articles précédents.

Mais la perte arrivée par cas fortuit sera pour le compte de l'acheteur.

1048
ART. 1296.

L'action résultant des vices redhibitoires doit être intentée par l'acquéreur dans un bref délai, suivant la nature des vices redhibitoires et l'usage du lieu où la vente a été faite, sans préjudice d'ailleurs aux dispositions spéciales des lois de procédure.

1049
ART. 1297.

Elle n'a pas lieu dans les ventes faites par autorité de justice.

ART. 1298.

La détermination des vices redhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques et les formalités y relatives sont l'objet de lois particulières.

CHAPITRE V. — Des obligations de l'acheteur.

1050
ART. 1299.

La principale obligation de l'acheteur est de payer le prix au jour et au lieu réglés par la vente.

Si le vendeur connaît le vice, l'action redhibitoire peut être intentée - mais avec réduction de la valeur de la chose au moment où elle a péri. Si le vendeur ne connaît pas le vice, l'action redhibitoire n'est pas recevable.

ART. 1500.

S'il n'a rien été réglé à cet égard lors de la vente, l'acheteur doit payer au lieu et dans le temps où doit se faire la délivrance.

ART. 1501.

En matière immobilière, le prix de la vente est réputé effectué au moment de la passation de l'acte, lequel doit toujours contenir la stipulation de quittance en faveur de l'acquéreur.

ART. 1502.

L'acheteur doit l'intérêt du prix de la vente jusqu'au paiement du capital, dans les deux cas suivants :

S'il a été ainsi convenu lors de la vente;

Si le vendeur a formé demande à l'acquéreur.

Dans ce dernier cas, l'intérêt court de plein droit depuis la formation de la demande.

ART. 1503.

Si l'acheteur est troublé par une action en revendication, il peut suspendre le paiement du prix jusqu'à ce que le vendeur ait fait cesser le trouble, si mieux n'aime celui-ci donner caution, ou à moins qu'il n'ait été stipulé que, nonobstant le trouble, l'acheteur paiera.

CHAPITRE VI. — De la nullité et de la résolution de la vente.

ART. 1504.

Indépendamment des causes de nullité ou de résolution déjà expliquées dans ce titre et de celles qui sont communes à toutes les conventions, le contrat de vente peut être résolu par l'exercice de la faculté de rachat et la vileté du prix.

SECTION I^{re}. De la faculté de rachat.

ART. 1505.

La faculté de rachat ou de réméré est un pacte par lequel le vendeur se réserve de reprendre la chose vendue, moyennant la restitution du prix principal, les

*Si le char vendue jusqu'à ce qu'il soit payé l'intérêt
durant le payement à partir de la délivrance.*

*Si le danger est évitable par le vendeur qui s'en
partirait cela char vendue ?*

Pourquoi pas l'art. 1502 ?

+ un prix plus élevé ?

frais accessoires et loyaux coûts de la vente, les réparations nécessaires et celles qui ont augmenté la valeur de l'objet jusqu'à concurrence de cette augmentation.

ART. 1506.

Le rachat ou réméré est interdit en matière immobilière.

ART. 1507.

La faculté de rachat ne peut être stipulée pour un terme excédant neuf ans. Si elle a été stipulée pour un terme plus long, elle est réduite à ce terme.

ART. 1508.

Le terme fixé est de rigueur et ne peut être prolongé par le juge.

ART. 1509.

Faute par le vendeur d'avoir exercé son droit dans le terme prescrit, l'acquéreur demeure propriétaire irrévocable.

ART. 1510.

A moins de stipulations contraires, l'action en réméré est indivisible, quel que soit le nombre des vendeurs et leurs droits respectifs; elle ne peut être exercée que pour la totalité de la chose vendue.

ART. 1511.

Le vendeur à pacte de réméré peut exercer son action contre un second acquéreur, alors même que la faculté de réméré n'aurait pas été déclarée dans le second contrat.

SECTION II. De la rescision de la vente pour cause de lésion.

ART. 1512.

Si le vendeur a été lésé de plus de moitié dans le prix d'un immeuble, il a le droit de demander la rescision de la vente, quand même il aurait expressément renoncé dans le contrat à la faculté de demander cette rescision.

*+ un usager immobilier est
sujet à rescision ? dans
l'immobilier caporal*

*Si la rescision est possible et
pas de contrat ? et de l'absolument
indivisible ?*

ART. 1313. 1678

Pour savoir s'il y a lésion de plus de moitié, il faut estimer l'immeuble suivant son état et sa valeur au moment de la vente.

ART. 1314. 1876

La demande n'est plus recevable après l'expiration de l'année qui suit le jour de la vente.

ART. 1315. 1871

Dans le cas où l'action en rescision est admise, l'acquéreur a le choix ou de rendre la chose en retirant le prix qu'il a payé, ou de garder le fonds en payant le supplément de prix, sous la déduction du dixième du prix total.

Le tiers possesseur a le même droit, sauf sa garantie contre son vendeur.

ART. 1316. 1872

Si l'acquéreur préfère garder la chose en fournissant le supplément de prix réglé par l'article précédent, il doit l'intérêt du supplément, du jour de la demande en rescision.

S'il préfère la rendre et recevoir le remboursement du prix, le vendeur lui tiendra compte, des intérêts à partir du jour de la vente, des frais d'entretien, de réparations et de ceux de culture.

L'acquéreur, de son côté, restituera les fruits perçus ou leur valeur, si mieux il n'aime renoncer aux avantages réservés par le précédent alinéa.

ART. 1317. 1883

La rescision pour lésion n'a pas lieu en faveur de l'acheteur.

ART. 1318. 1884

Elle n'a pas lieu dans les ventes faites par autorité de justice ou par enchères publiques.

ART. 1319. 1685 modifié

L'action en rescision pour cause de lésion est indivisible, quels que soient le nombre des vendeurs et leurs

*Il indemnité le vendeur en négociations occa.
sionnées par la vente*

*La chose après son état
factuel ?*

droits respectifs ; elle ne peut être exercée que pour la totalité de l'immeuble ou des immeubles vendus par un même acte.

CHAPITRE VII. — De la licitation.

ART. 1520.

Si une chose commune à plusieurs ne peut être partagée commodément et sans perte ;

ou si dans un partage fait de gré à gré, de biens communs, il s'en trouve quelques-uns qu'aucun des copartageants ne puisse ou ne veuille prendre, la vente s'en fait aux enchères, et le prix en est partagé entre les copropriétaires.

ART. 1521.

Chacun des copropriétaires est le maître de demander que les non-intéressés soient appelés à la vente. Ils sont nécessairement appelés lorsque l'un des copropriétaires est mineur, interdit ou sous curatelle.

ART. 1522.

Le mode et les formalités à observer pour la licitation sont expliquées dans les lois de procédure.

CHAPITRE VIII. — Du transport des créances et autres droits incorporels.

ART. 1523.

La cession d'une créance, d'un droit ou d'une action sur un tiers ne peut s'opérer que par acte authentique ou sous seing-privé : la délivrance s'opère entre le cédant et le cessionnaire par la remise du titre.

ART. 1524.

Si la cession a été faite par acte authentique, le cessionnaire est saisi à l'égard des tiers, dès la date de la cession.

Le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur, si l'acte de cession a été fait sous seing-privé.

*De la cession
Le transport de créances et d'actions
commerciales s'appelle transport.*

*Le transport n'est qu'un usage que le cessionnaire
a fait en consentant au cédant ?*

*Les tiers intéressés, soit les créanciers du cédant, le cédant
lui-même, - ceux auxquels le cédant fait un second
transport.*

Néanmoins le cessionnaire peut être également saisi par l'acceptation du transport faite par le débiteur dans un acte authentique.

ART. 1525. *1691*

Si avant que le cédant ou le cessionnaire eût signifié le transport au débiteur, celui-ci avait payé le cédant, il sera valablement libéré.

ART. 1526. *1692*

La vente ou cession d'une créance comprend les accessoires de la créance, tels que caution, privilège et hypothèque.

ART. 1527. *1693*

Celui qui vend une créance ou autre droit incorporel, doit en garantir l'existence au temps du transport, quoiqu'il soit fait sans garantie.

ART. 1528. *1694*

Il ne répond de la solvabilité du débiteur que lorsqu'il s'y est engagé, et jusqu'à concurrence seulement du prix qu'il a retiré de la créance; le tout sans préjudice aux dispositions des lois commerciales.

Il ne répond point du maintien des hypothèques, à moins de conventions spéciales.

ART. 1529. *1695 mod. ju.*

Lorsqu'il a promis la garantie de la solvabilité du débiteur, et qu'il n'y a point eu de convention spéciale sur la durée de cette garantie, cette durée est d'un an, à dater du jour de la cession.

Le cédant peut être déchargé de cette garantie, si à l'échéance le cessionnaire n'a point exigé le paiement conformément aux lois de procédure sur la matière, ou, si par sa négligence il a laissé périliter les droits que le titre lui conférerait contre le débiteur.

ART. 1530. *1696*

Celui qui vend une hérédité sans en spécifier en détail les objets, n'est tenu de garantir que sa qualité d'héritier.

*2. doit être jugé en vertu et légitimité de la
ordonnance.*

a. n'est pas le cas, si l'hérédité n'est pas connue.

1697-98 modif.

ART. 1331.

Toutefois, à moins de réserves contraires, le cédant est tenu de faire droit au cessionnaire de tout ce qu'il aurait déjà perçu dans la succession; le cessionnaire, de son côté, est tenu de faire droit au cédant des dettes et charges qu'il aurait acquittées.

La cession n'éteint pas les créances actives et passives du cédant contre la succession ou en faveur de la succession, s'il n'a rien été stipulé à cet égard.

4a l'ère m'écrit ?

1699

ART. 1332.

Celui contre lequel on a cédé un droit litigieux peut s'en faire tenir quitte par le cessionnaire, en lui remboursant le prix réel de la cession avec les frais et loyaux coûts, et avec les intérêts à compter du jour où le cessionnaire a payé le prix de la cession à lui faite.

1700

ART. 1333.

La chose est censée litigieuse dès qu'il y a procès et contestation sur le fonds du droit.

1701

ART. 1334.

La disposition portée en l'art 1332 cesse :

1° Dans le cas où la cession a été faite à un cohéritier ou copropriétaire du droit cédé;

2° Lorsqu'elle a été faite à un créancier en paiement de ce qui lui est dû;

3° Lorsqu'elle a été faite au possesseur du fonds sujet au droit litigieux.

TITRE VIII.

De l'échange.

1702

ART. 1335.

L'échange est un contrat par lequel les parties se donnent respectivement une chose pour une autre.

1703

ART. 1336.

L'échange s'opère par le seul consentement, de la même manière que la vente.

se transfère le propriétaire

ART. 1337. 1704

Si l'un des copermutants a déjà reçu la chose à lui donnée en échange, et qu'il prouve ensuite que l'autre contractant n'est pas propriétaire de cette chose, il ne peut pas être forcé à livrer celle qu'il a promise en contre-échange, mais seulement à rendre celle qu'il a reçue.

ART. 1338. 1705

Le copermutant qui est évincé de la chose qu'il a reçue en échange, a le choix de conclure à des dommages et intérêts ou de répéter sa chose.

ART. 1339. 1706

La rescision pour cause de lésion n'a pas lieu dans le contrat d'échange.

ART. 1340. 1707

Toutes les autres règles prescrites pour le contrat de vente s'appliquent d'ailleurs à l'échange.

TITRE IX.

Du contrat de louage.

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales.

ART. 1341. 1708

Il y a deux sortes de contrat de louage :
celui des choses,
et celui d'ouvrage.

ART. 1342. 1709

Le louage des choses est un contrat par lequel l'une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps et moyennant un certain prix que celle-ci s'oblige de lui payer.

ART. 1343. 1710

Le louage d'ouvrage est un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles.

*signifie l'un des échanges.
- S'il y a doute qui fait contracter plus
une fois qu'un échange.*

S'oblige à fournir temporairement des services

170 ART. 1344.

Ces deux genres de louage se subdivisent encore en plusieurs espèces particulières :

On appelle *bail à loyer* le louage des maisons et celui des meubles ;

Bail à ferme, celui des biens ruraux ;

Loyer, le louage du travail ou du service ;

Bail à cheptel, celui des animaux dont le profit se partage entre le propriétaire et celui à qui il les confie.

Les *devis*, *marchés* ou *prix faits*, pour l'entreprise d'un ouvrage moyennant un prix déterminé, sont aussi un louage. -

Ces trois dernières espèces ont des règles particulières.

CHAPITRE II. — Du louage des choses.

1713 ART. 1345.

On peut louer toutes sortes de biens meubles ou immeubles.

SECTION I. — Des règles communes aux baux des maisons et des biens ruraux.

1714 ART. 1346.

On peut louer par écrit ou verbalement.

ART. 1347.

h On ne peut louer pour plus de 9 ans.

1715 ART. 1348.

Si le bail fait sans écrit n'a encore reçu aucune exécution, et que l'une des parties le nie, la preuve ne peut être reçue par témoins, quelque modique qu'en soit le prix et quoiqu'on allègue qu'il y a eu des arrhes données.

Le serment peut seulement être déféré à celui qui nie le bail.

1716 ART. 1349.

Lorsqu'il y aura contestation sur le prix du bail verbal dont l'exécution a commencé et qu'il n'existera

Ces 1^{rs} 3^{es} paragraphes motivent un jugement par celui qui les invoque -

point de quittance, le propriétaire en sera cru sur son serment, si mieux n'aime le locataire demander l'estimation par experts, auquel cas les frais de l'expertise restent à sa charge, si l'estimation excède le prix qu'il a déclaré.

ART. 1550. 1717

Le preneur ne peut ni sous-louer, ni céder son bail à un autre, sans le consentement du propriétaire, à moins que cette faculté ne lui soit réservée par le bail.

ART. 1551. 1718

Le bailleur est obligé, par la nature du contrat et sans qu'il soit besoin d'aucune stipulation particulière :

- 1° de délivrer au preneur la chose louée ;
- 2° d'entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée ;
- 3° d'en faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail.

ART. 1552. 1720

Le bailleur est tenu de délivrer la chose en bon état de réparations de toute espèce.

Il doit y faire, pendant la durée du bail, toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires, autres que les locatives.

ART. 1553. 1721

Il est dû garantie au preneur pour tous les vices ou défauts de la chose louée qui en empêchent l'usage, quand même le bailleur ne les aurait pas connus lors du bail.

S'il résulte de ces vices ou défauts quelque perte pour le preneur, le bailleur est tenu de l'indemniser.

ART. 1554. 1722

Si, pendant la durée du bail, la chose louée est détruite en totalité par cas fortuit, le bail est résilié de plein droit ; si elle n'est détruite qu'en partie, le preneur peut, suivant les circonstances, demander ou une diminution du prix, ou la résiliation même du bail. Dans l'un et l'autre cas, il n'y a lieu à aucun dédommagement.

1723

ART. 1555.

Le bailleur ne peut, pendant la durée du bail, changer la forme de la chose louée.

1724

ART. 1556.

Si, durant le bail, la chose louée a besoin de réparations urgentes et qui ne puissent être différées jusqu'à sa fin, le preneur doit les souffrir, quelque incommodité qu'elles lui causent, et quoiqu'il soit privé, pendant qu'elles se font, d'une partie de la chose louée.

Mais si ces réparations durent plus de quarante jours, le prix du bail sera diminué à proportion du temps et de la partie de la chose louée dont il aura été privé.

Si les réparations sont de telle nature qu'elles rendent inhabitable ce qui est nécessaire au logement du preneur et de sa famille, celui-ci pourra faire résilier le bail.

1725

ART. 1557.

Le bailleur n'est pas tenu de garantir le preneur du trouble que des tiers apportent, par des voies de fait, à sa jouissance, sans prétendre d'ailleurs aucun droit sur la chose louée; sauf au preneur à les poursuivre en son nom personnel.

1726

ART. 1558.

Si au contraire le locataire ou le fermier ont été troublés dans leur jouissance par suite d'une action concernant la propriété du fonds, ils ont droit à une diminution proportionnée sur le prix du bail à loyer ou à ferme, pourvu que le trouble et l'empêchement aient été dénoncés au propriétaire.

1727

ART. 1559.

Si ceux qui ont commis les voies de fait, prétendent avoir quelque droit sur la chose louée, ou si le preneur est lui-même cité en justice pour se voir condamner au délaissement de la totalité ou de partie de cette chose, ou à souffrir l'exercice de quelque servitude, il doit appeler le bailleur en garantie et doit être mis hors d'instance, s'il l'exige, en nommant le bailleur pour lequel il possède.

ART. 1360. 1728

Le preneur est tenu de deux obligations principales :

1° D'user de la chose louée en bon père de famille et suivant la destination qui lui a été donnée par le bail, ou suivant celle présumée d'après les circonstances, à défaut de convention.

2° De payer le prix du bail aux termes convenus.

ART. 1361. 1729

Si le preneur emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou dont il puisse résulter d'un dommage pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les circonstances, faire résilier le bail.

ART. 1362. 1730

S'il a été fait un état des lieux entre le bailleur et le preneur, celui-ci doit rendre la chose telle qu'il l'a reçue, suivant cet état, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté, par l'usage raisonnable des lieux, ou force majeure.

ART. 1363. 1731

S'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé les avoir reçus en bon état de réparations locatives et doit les rendre tels, sauf la preuve contraire.

ART. 1364. 1732

Il répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute.

Il répond également des dégradations ou pertes qui arrivent par le fait des personnes de sa maison ou de ses sous-locataires, avec la même réserve.

ART. 1365. 1733 modifié

Il répond de l'incendie s'il a eu lieu par sa propre malveillance.

ART. 1366. 1736 modifié

Si le bail a été fait sans écrit, le congé donné par l'une des parties à l'autre sera notifié six mois au moins avant la fin du bail, à peine de nullité, quelle que soit la nature de la location.

h S'il s'agit d'une chambre ou d'un appartement meublés, le congé sera donné six mois ou quinze jours avant la fin du bail, selon qu'il est à l'année ou au mois; il sera donné au moins deux jours à l'avance, si la location est réputée faite au jour.

1707 ART. 1567.

Le bail cesse de plein droit à l'expiration du terme fixé, lorsqu'il a été fait par écrit, sans qu'il soit nécessaire de donner congé.

1708 ART. 1568.

Si à l'expiration des baux à loyer ou à ferme, verbaux ou écrits, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère un nouveau bail, aux mêmes conditions que le précédent, pour les termes suivants :

Le bail d'une année ou de plus d'une année, est renouvelé pour un an ;

Le bail de moins d'une année est renouvelé pour un temps égal à sa durée.

1709 ART. 1569.

Lorsqu'il y a un congé signifié, le preneur, quoiqu'il ait continué sa jouissance, ne peut invoquer la tacite reconduction.

h ART. 1570.

A l'expiration du bail fait par écrit, quand il n'y a pas eu de congé signifié, la tacite reconduction peut être invoquée par le preneur, si dans les huit jours qui suivent l'expiration du bail, il n'a point reçu sommation de quitter les lieux ; elle peut être invoquée par le bailleur, si le preneur n'a point quitté les lieux à l'expiration du bail.

A l'expiration du bail verbal, la reconduction est opérée de plein droit si l'une ou l'autre des parties n'a pas notifié un congé.

Le bail renouvelé par tacite reconduction, est soumis, en ce qui touche les congés, à la règle fixée par l'art. 1566.

1710 ART. 1571.

Dans les cas des deux articles précédents, la caution

donnée pour le bail ne s'étend pas aux obligations résultant de la prolongation.

ART. 1372. *1741*

Le contrat de louage se résout par la perte de la chose louée et par le défaut respectif du bailleur et du preneur de remplir leurs engagements.

ART. 1373. *1742 - 1749 modifié*

Ni le mariage, ni la mort du bailleur ou du preneur, ni la vente de la chose louée n'opèrent la résiliation du bail, à moins, s'il s'agit d'un bail écrit, que cette faculté n'ait été réservée à l'une ou à l'autre des parties.

ART. 1374. *1744*

S'il a été convenu, lors du bail, qu'en cas de vente, l'acquéreur ou le bailleur pourrait expulser le fermier ou locataire, et qu'il n'ait été fait aucune stipulation sur les dommages et intérêts, le bailleur est tenu d'indemniser le fermier ou locataire de la manière suivante :

ART. 1375. *1745 modifié*

S'il s'agit d'une maison, cave, chambre, appartement ou boutique, le bailleur paie à titre de dommages et intérêts, au locataire évincé, une somme égale au prix du loyer, pendant le temps qui est accordé entre le congé et la sortie.

ART. 1376. *1746 - 7 modifié*

S'il s'agit de biens ruraux, de manufactures, mines ou autres établissements qui exigent de grandes avances, l'indemnité due sera réglée par experts.

ART. 1377. *1748 modifié*

Le bailleur ou l'acquéreur qui veut user de la faculté réservée par le bail, d'expulser le fermier ou locataire dans les cas énoncés à l'art. 1373 est en outre tenu d'avertir le locataire ou fermier au temps d'avance réglé pour les congés.

ART. 1378. *1749*

Les fermiers ou locataires ne peuvent être expulsés qu'ils ne soient payés, par le bailleur, ou à son défaut

et en ce qui le concerne, par le nouvel acquéreur, des dommages et intérêts ci-dessus expliqués.

ART. 1579.

Si le droit de résiliation a été réservé pour le cas de mariage ou le cas de mort de l'une des parties, ce droit ne peut être exercé que par la partie qui a contracté mariage ou par les héritiers du défunt.

L'indemnité due par celui qui requiert la résiliation du bail et les astrictions auxquelles il est soumis pour l'exercice de son droit, sont réglées par les dispositions de la présente section.

ART. 1580.

Le droit de résiliation prévu par l'art. 1575 doit être exercé dans les trois mois de l'événement qui lui a donné ouverture, sous peine de péremption.

ART. 1581.

Les règles posées dans les art. 1255 et 1256 concernant les arrhes, sont également applicables en matière de louage.

SECTION II. — *Des règles particulières aux baux à loyer.*

ART. 1582.

Le locataire qui ne garnit pas la maison de meubles suffisants, peut être expulsé, à moins qu'il ne donne des sûretés capables de répondre du loyer.

ART. 1583.

Les réparations locatives ou de menu entretien dont le locataire est tenu, s'il n'y a clause contraire, sont celles désignées comme telles par l'usage des lieux et entre autres les réparations à faire;

à l'intérieur des poêles;

aux vitres, à moins qu'elles ne soient cassées par la grêle ou autres accidents extraordinaires et de force majeure, dont le locataire ne peut être tenu;

aux targettes et serrures.

1754
ART. 1584.

Aucune des réparations réputées locatives n'est à la charge des locataires, quand elles ne sont occasionnées que par vétusté ou force majeure.

ART. 1585.

Le curement des puits et celui des fosses d'aisance sont à la charge du bailleur, s'il n'y a clause contraire.

ART. 1586.

1757 mod.
Le bail verbal des meubles fournis pour garnir une maison entière, une chambre ou des appartements, est censé fait pour la durée légale du bail de ces logements.

ART. 1587.

h
Le bail verbal d'une chambre, cave, boutique ou appartement, est réputé fait pour un an.

ART. 1588.

1758
Le bail verbal d'une chambre ou d'un appartement meublés est réputé fait à l'année, quand il est fait à tant par an ;

Au mois, quand il a été fait à tant par mois ;

Au jour, s'il a été fait à tant par jour.

Si rien ne constate que le bail soit fait à tant par an, par mois, ou par jour, la location est censée faite pour la durée déterminée dans l'article précédent.

ART. 1589.

En cas de résiliation par la faute du locataire, celui-ci est tenu de payer le prix du bail pendant le temps nécessaire à la relocation, sans préjudice des dommages et intérêts qui ont pu résulter de l'abus.

Le jugement qui prononce la résiliation doit en même temps déterminer l'étendue du temps nécessaire pour la relocation.

ART. 1590.

1761
Le bailleur ne peut résoudre la location, encore qu'il déclare vouloir occuper par lui-même la maison louée, s'il n'y a eu convention contraire.

Selon l'usage du lieu, seigneur.

1760

1762 ART. 1391.

S'il a été convenu dans le contrat de louage que le bailleur pourrait venir occuper la maison, il est tenu de signifier d'avance un congé aux époques fixées par l'art. 1366.

SECTION III. — *Des règles particulières aux baux à ferme.*

1765 ART. 1392.

Si, dans un bail à ferme, on donne au fonds une contenance moindre ou plus grande que celle qu'ils ont réellement, il n'y a lieu à augmentation ou diminution de prix pour le fermier que dans les cas et suivant les règles établies au titre de la vente.

1766 mod. ART. 1393.

Si le preneur d'un bien rural ne le garnit pas, cas échéant, du bétail et des ustensiles nécessaires à son exploitation, s'il abandonne la culture, s'il ne cultive pas en bon père de famille, s'il emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou en général, s'il n'exécute pas les clauses de son bail et qu'il en résulte un dommage pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les circonstances, faire résilier le bail.

En cas de résiliation provenant du fait du preneur, celui-ci est tenu des dommages et intérêts.

1767 ART. 1394.

Tout preneur d'un bien rural est tenu d'engranger dans les lieux à ce destinés.

1768 ART. 1395.

Le preneur d'un bien rural est tenu, sous peine de tous dépens, dommages et intérêts, d'avertir le propriétaire des usurpations qui peuvent être commises sur les fonds.

1770 ART. 1396.

Si le bail n'est que d'une année et si, pendant la durée du bail, la totalité ou la moitié au moins des récoltes est enlevée par cas fortuit, le preneur sera dé-

Le bail est comparé à une vente d'immeuble.

chargé d'une partie proportionnelle du prix de la location.

Il ne pourra prétendre aucune réduction, si la perte est moindre de moitié.

ART. 1597.

Si le bail est fait pour plusieurs années, il n'y a pas lieu à cette réduction.

ART. 1598.

Le fermier ne peut obtenir de remise, lorsque la perte des fruits arrive après qu'ils sont séparés de la terre, à moins que le bail ne donne au propriétaire une partie de la récolte en nature : auquel cas le propriétaire doit supporter sa part de la perte, pourvu que le preneur ne fût pas en demeure de lui délivrer sa part de récoltes.

Le fermier ne peut également demander une remise, lorsque la cause du dommage était existante et connue à l'époque où le bail a été passé.

ART. 1599.

Le preneur peut être chargé des cas fortuits par une stipulation expresse.

ART. 1400.

Cette stipulation ne s'entend que des cas fortuits ordinaires, tels que grêle, feu du ciel, gelée ou coulure.

Elle ne s'entend pas des cas fortuits extraordinaires, tels que les ravages de la guerre, ou une inondation, auxquels le pays n'est pas ordinairement sujet, à moins que le preneur n'ait été chargé de tous les cas prévus et imprévus.

ART. 1401.

Le fermier sortant doit laisser les pailles et engrais de l'année, s'il les a reçus lors de son entrée en jouissance, et quand même il ne les aura pas reçus, le propriétaire pourra toujours les retenir au prix d'estimation.

*Il faut que ce soit une quote part - ? Si c'est
une quote part de la récolte, quelle part a le fermier
l'indemnité ne supporte pas la perte ?*

CHAPITRE III. — Du louage d'ouvrage et d'industrie.

ART. 1402.

Il y a trois espèces principales de louage d'ouvrage et d'industrie.

1° Le louage des gens de travail qui s'engagent au service de quelqu'un ;

2° Celui des voituriers, tant par terre que par eau, qui se chargent du transport des personnes et des marchandises ;

3° Celui des entrepreneurs d'ouvrages par suite de devis ou marchés.

SECTION I. — Du louage des domestiques et ouvriers.

ART. 1403.

On ne peut engager ses services qu'à temps ou pour une entreprise déterminée.

ART. 1404.

Les règles exprimées dans l'art. 1235 sont applicables à ce contrat, mais les arrhes données par le maître au domestique ou à l'ouvrier ne sont point imputées en à-compte de son gage, à moins de convention contraire.

SECTION II. — Des voituriers par terre et par eau.

ART. 1405.

Les voituriers par terre et par eau sont assujettis, pour la garde et la conservation des choses qui leur sont confiées, aux mêmes obligations que les aubergistes, dont il est parlé au titre du dépôt et du sequestre.

ART. 1406.

Ils répondent non-seulement de ce qu'ils ont déjà reçu dans leur barque, bateau ou voiture, mais encore de ce qui leur a été remis sur le port ou dans l'entrepôt pour être placé dans leur barque, bateau ou voiture.

Règles, quand on rompt les termes d'engagement

a personnes par terre et par eau

ART. 1407. 1784

Ils sont responsables de la perte et des avaries des choses qui leur sont confiées, à moins qu'ils ne prouvent qu'elles ont été perdues et avariées par cas fortuit ou force majeure.

ART. 1408. 1785-1786 mod

Les entrepreneurs et directeurs de voitures et roulages publics, les maîtres de barques ou bateaux et les voituriers, sont, en outre, assujettis à des lois de commerce et règlements particuliers qui font la loi entre eux et les autres citoyens.

ART. 1409. n

Les dispositions ci-dessus ne peuvent préjudicier aux lois fédérales et cantonales relatives à certains services publics de transport.

SECTION III. — Des devis et marchés.

ART. 1410. 1787

Lorsqu'on charge quelqu'un de faire un ouvrage, on peut convenir qu'il fournira seulement son travail ou son industrie, ou bien qu'il fournira aussi la matière.

ART. 1411. 1788

Si, dans le cas où l'ouvrier fournit la matière, la chose vient à périr, de quelque manière que ce soit, avant d'être livrée, la perte en est pour l'ouvrier, à moins que le maître ne fût en demeure de recevoir la chose.

ART. 1412. 1789

Dans le cas où l'ouvrier fournit seulement son travail ou son industrie, si la chose vient à périr, l'ouvrier n'est tenu que de sa faute.

ART. 1413. 1790

Si, dans le cas de l'article précédent, la chose vient à périr, quoique sans aucune faute de la part de l'ouvrier, avant que l'ouvrage ait été reçu et sans que

matériaux, maître louage.

à moins qu'il n'y ait eu de sa part une faute.

*L'ouvrier avait consigné - m. p. une
certains travaux ont été terminés par le
le maître -*

le maître fût en demeure de le vérifier, l'ouvrier n'a point de salaire à réclamer, à moins que la chose n'ait péri par le vice de la matière.

1791 ART. 1414.

S'il s'agit d'un ouvrage à plusieurs pièces ou à la mesure, la vérification peut s'en faire par partie; elle est censée faite pour toutes les parties payées, et le maître paie l'ouvrier en proportion de l'ouvrage fait.

1792 ART. 1415.]

Si l'édifice construit à prix fait, périt en tout ou en partie par le vice de la construction, même par le vice du sol, les architectes et entrepreneurs en sont responsables pendant dix ans, à dater de la reconnaissance et réception de l'ouvrage.

1793 ART. 1416.

Lorsqu'un architecte ou un entrepreneur s'est chargé de la construction à forfait d'un bâtiment, d'après un plan arrêté et convenu avec le propriétaire du sol, il ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte de l'augmentation de la main-d'œuvre ou des matériaux, ni sous celui de changements ou d'augmentation faits sur ce plan, si ces changements ou augmentations n'ont pas été autorisés par écrit et le prix convenu avec le propriétaire.

1794 ART. 1417.

Le maître peut résilier, par sa seule volonté, le marché à forfait, quoique l'ouvrage soit déjà commencé, en dédommageant l'entrepreneur de toutes ses dépenses, de tous ses travaux et de tout ce qu'il aurait pu raisonnablement gagner dans cette entreprise.

1795 ART. 1418.

Le contrat de louage d'ouvrage est dissous par la mort de l'ouvrier, de l'architecte ou entrepreneur.

+ plan un certain jour, à partir de - gain

Le maître a-t-il le droit de résilier ?

ART. 1419. 1796

Mais le propriétaire est tenu de payer en proportion du prix porté par la convention, à leur succession, la valeur des ouvrages faits et celle des matériaux préparés, lors seulement que ces travaux ou ces matériaux peuvent lui être utiles.

ART. 1420. 1797

L'entrepreneur répond du fait des personnes qu'il emploie.

ART. 1421. 1798

Les maçons, charpentiers et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise, n'ont d'action contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits, que jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur, au moment où leur action est intentée.

ART. 1422. 1799

Les maçons, charpentiers, serruriers et autres ouvriers qui font directement des marchés à prix fait, sont astreints aux règles prescrites dans la présente section; ils sont entrepreneurs dans la partie qu'ils traitent.

CHAPITRE IV. — Du bail à cheptel.

SECTION I^{re}. — Dispositions générales.

ART. 1423. 1800

Le bail à cheptel est un contrat par lequel l'une des parties donne à l'autre un fonds de bétail pour le garder, le nourrir et le soigner, sous les conditions convenues entre elles.

ART. 1424. 1801

Il y a plusieurs sortes de cheptels :

Le cheptel simple ou ordinaire;

*Cheptel = bétail nourri, soigné
par le maître du bétail.*

Le cheptel à moitié ;

Le cheptel donné au fermier ou au colon partiaire.

ART. 1425.

On peut donner à cheptel toute espèce d'animaux susceptibles de croître ou de profit pour l'agriculture ou le commerce.

ART. 1426.

Le bail à cheptel ne peut être fait que par écrit, soit sous seing privé, soit par acte authentique.

S'il a été fait sous seing privé, il ne peut être opposé à des tiers que du jour où la date sera devenue certaine.

ART. 1427.

A défaut de conventions particulières, ces contrats se règlent par les principes qui suivent.

SECTION II. — Du cheptel simple.

ART. 1428.

Le bail à cheptel simple est un contrat par lequel on donne à un autre des bestiaux à garder, nourrir et soigner, à condition que le preneur profitera de la moitié du croît et qu'il supportera aussi la moitié de la perte.

Le preneur profite seul des laitages, du fumier et du travail des animaux donnés à cheptel.

La laine se partage.

ART. 1429.

L'estimation donnée au cheptel dans le bail n'en transporte pas la propriété au preneur ; elle n'a d'autre objet que de fixer la perte ou le profit qui pourra se trouver à l'expiration du bail.

ART. 1430.

Le preneur doit les soins d'un bon père de famille à la conservation du cheptel.

ART. 1431. 1807

Il n'est tenu du cas fortuit que lorsqu'il a été précédé de quelque faute de sa part, sans laquelle la perte ne serait pas arrivée.

ART. 1432. 1808

En cas de contestation, le preneur est tenu de prouver le cas fortuit et le bailleur est tenu de prouver la faute qu'il impute au preneur.

ART. 1433. 1809

Le preneur qui est déchargé du cas fortuit est toujours tenu de rendre compte des peaux des bêtes.

ART. 1434. 1810

Si le cheptel périt en entier, sans la faute du preneur, la perte en est pour le bailleur.

S'il n'en périt qu'une partie, la perte est supportée en commun, d'après le prix de l'estimation originaire et celui de l'estimation à l'expiration du cheptel.

ART. 1435. 1811

On ne peut stipuler :

Que le preneur supportera la perte totale du cheptel, quoique arrivée par cas fortuit et sans sa faute;

Ou qu'il supportera dans la perte une part plus grande que dans le profit;

Ou que le bailleur prélèvera, à la fin du bail, quelque chose de plus que le cheptel qu'il a fourni.

Toute convention semblable est nulle.

ART. 1436. 1812

Le preneur ne peut disposer d'aucune bête du troupeau, soit du fonds, soit du croît, sans le consentement du bailleur, qui ne peut lui-même en disposer sans le consentement du preneur.

ART. 1437. 1813

Lorsque le cheptel est donné au fermier d'autrui, il doit être notifié au propriétaire de qui ce fermier tient,

La
no.
ay.
C.
m.
m.
O.
m.
m.
f.
d.
S.

par le cod. f.

Art 1431 le preneur est tenu de rendre compte des peaux des bêtes.

Puisque ce changement de principe, a lieu de la part du bailleur, et d'un motif. Et quant à la demande de l'indemnité, le preneur doit être tenu de rendre compte des peaux des bêtes, car il impute la perte au bailleur.

*Ce survenant doit être de l'introduction
au bétail commun.*

sans quoi il peut le saisir et le faire vendre pour ce que son fermier lui doit.

1814 ART. 1438.

Le preneur ne pourra tondre sans en prévenir le bailleur.

1816 ART. 1439.

S'il n'y a pas de temps fixé par la convention pour la durée du cheptel, il est censé fait pour trois ans.

1817 S'il est continué par tacite reconduction, la durée du nouveau bail est d'un an, s'il n'y a convention contraire dans le bail.

1816 ART. 1440.

Le bailleur peut en demander plus tôt la résolution, si le preneur ne remplit pas ses obligations.

1817 ART. 1441.

A la fin du bail, ou lors de sa résolution, il se fait une nouvelle estimation du cheptel.

Le bailleur peut prélever des bêtes de chaque espèce jusqu'à concurrence de la première estimation; l'excédant se partage.

S'il n'existe pas assez de bêtes pour remplir la première estimation, le bailleur prend ce qui reste et les parties se font raison de la perte.

SECTION III. — Du cheptel à moitié.

1818 ART. 1442.

Le cheptel à moitié est une société dans laquelle chacun des contractants fournit la moitié des bestiaux, qui demeurent communs pour le profit ou pour la perte.

1819 ART. 1443.

Le preneur profite seul, comme dans le cheptel simple, des laitages, du fumier et des travaux des bêtes.

Le bailleur n'a droit qu'à la moitié des laines et du croît.

Toute convention contraire est nulle, à moins que le bailleur ne soit propriétaire de la métairie dont le preneur est fermier ou colon partiaire.

ART. 1444. 1820

Toutes les autres règles du cheptel simple s'appliquent au cheptel à moitié.

SECTION IV. — Du cheptel donné par le propriétaire à son fermier ou colon partiaire.

§ 1. — Du cheptel donné au fermier.

ART. 1445. 1821

Ce cheptel est celui par lequel le propriétaire d'une métairie la donne à ferme, à la charge qu'à l'expiration du bail, le fermier laissera des bestiaux d'une valeur égale aux prix de l'estimation de ceux qu'il aura reçus.

ART. 1446. 1822

L'estimation du cheptel donné au fermier ne lui en transfère pas la propriété, mais néanmoins le met à ses risques.

ART. 1447. 1823

Tous les profits appartiennent au fermier pendant la durée de son bail, s'il n'y a convention contraire.

ART. 1448. 1824

Dans les cheptels donnés au fermier, le fermier n'est point dans les profits personnels des preneurs, mais appartient à la métairie à l'exploitation de laquelle il doit être uniquement employé.

ART. 1449. 1825

La perte même totale et par cas fortuit est en entier pour le fermier, s'il n'y a convention contraire.

ART. 1450. 1826

A la fin du bail, le fermier ne peut retenir le cheptel

*— cultivateur qui lui a prêté une portion
commune des récoltes et des autres produits de
son terrain*

en en payant l'estimation originaire; il doit en laisser un de valeur pareille à celui qu'il a reçu.

S'il y a du déficit, il doit le payer et c'est seulement l'excédant qui lui appartient.

§ 2. — Du cheptel donné au colon partiaire.

ART. 1451.

On peut stipuler que le bailleur aura une plus grande part du profit; qu'il aura la moitié des laitages; qu'il aura sa part des laines à un prix inférieur à la valeur ordinaire.

Mais on ne peut stipuler que le colon sera tenu de toute la perte.

ART. 1452.

Ce cheptel finit avec le bail à métairie.

ART. 1453.

Il est d'ailleurs soumis à toutes les autres règles du cheptel simple.

SECTION V. — Du louage ou alpage des vaches.

ART. 1454.

Lorsque une ou plusieurs vaches sont remises pour les nourrir et en tirer les fruits, le bailleur en conserve la propriété et reçoit les avantages que le bail lui a réservés : le preneur profite seul du lait et des veaux qui naissent pendant la durée du bail.

ART. 1455.

Les règles établies à l'art. 1429 sont applicables au louage des vaches.

ART. 1456.

Le bailleur est tenu de la perte, à moins qu'elle n'ait été précédée de quelque faute du preneur, sans laquelle la perte ne serait pas arrivée; auquel cas la perte est à la charge du preneur.

NOTA. La fin du projet de code civil sera envoyée dans peu de jours aux membres du Grand-Conseil.

